



FONDATION DU DIALOGUE  
SUD-NORD MÉDITERRANÉE

UNE VISION COMMUNE DU FUTUR | رؤية موحدة للمستقبل | A SHARED VISION OF THE FUTURE

4<sup>e</sup> CONGRÈS – MILAN 2015

La Nouvelle Politique Européenne  
de Voisinage  
et Le Développement Rural et  
Régional au Sud et au Nord de la  
Méditerranée

لا ننسى المجتمعات الريفية

*Le Comunità rurali da non dimenticare*

*Rural Communities : No Longer Left Behind*

*Les Communautés rurales : Ne plus les oublier*



# Les Actes du Congrès de Milan, 4-6 octobre 2015

## Sommaire

I.	LES OBJECTIFS ET LE RÉSULTAT .....	5
	LES OBJECTIFS.....	7
	LE PROGRAMME.....	11
	RÉSULTAT : LA DÉCLARATION FINALE .....	19
II.	LA SÉANCE D'OUVERTURE.....	44
	OUVERTURE.....	48
	<b>M<sup>me</sup> Fatima Malki Bensoltane</b> , Co-Présidente du Congrès, FDSNM .....	50
	<b>D<sup>r</sup> Mark Holderness</b> , Executive Secretary GFAR .....	52
	<b>M. Cristiano Maggipinto</b> , Représentant du Ministère des Affaires étrangères - Italie .....	56
	<b>M. Pier Virgilio Dastoli</b> , Président du Mouvement européen Italie .....	58
	<b>M. George Saliba</b> , Ambassadeur envoyé spécial de l'Union pour la Méditerranée.....	60
	<b>M. David Sassoli</b> , Vice-Président du Parlement européen et de l'Assemblée Euro-Med .....	62
	<b>D<sup>r</sup> Mohammed Ajlouni</b> , Secrétaire exécutif d'AARINENA .....	64
	THÈMES ET AMBITIONS DU CONGRÈS .....	66
	<b>D<sup>r</sup> Bichara Khader</b> , Professeur émérite Université Catholique de Louvain .....	68
	<b>M. Remco Mur</b> , Kit (facilitateur) .....	73
	RAPPORTS SUR LES 4 JOURNÉES D'ÉTUDE RÉGIONALES PRÉPARATOIRES.....	75
	<b>M<sup>me</sup> Areti Spanouli</b> et <b>M. Nikos Poutsiakos</b> , Université de Thessalie – Volos, Grèce.....	77
	<b>D<sup>r</sup> Sameh Fawzy</b> , Bibliotheca Alexandrina – Alexandrie, Égypte .....	81
	<b>M. Julien Frayssignes</b> , CIHEAM-IAM – Montpellier, France .....	83
	<b>P<sup>r</sup> Najib Akesbi</b> , Université Agronomique et Vétérinaire Hassan II – Rabat, Maroc.....	87
III.	LES DÉBATS EN ATELIERS.....	90
	ATELIER 1 .....	94
	INNOVATION EN AGRICULTURE, RESSOURCES NATURELLES ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE .....	94
	ATELIER 5 .....	94
	PLATEFORMES D'INNOVATIONS : AMÉLIORER LE REVENU ET LE BIEN-ÊTRE PAR L'AGRICULTURE ET LA GESTION DE RESSOURCES NATURELLES.....	94
	<b>M<sup>me</sup> Gül Gunver Turan</b> , Mouvement européen – Turquie .....	96
	<b>M. Abdellatif Mahmoud</b> , IHEC - Carthage .....	98
	ATELIER 2 .....	100
	RELANCER LE RURAL : INVESTISSEMENTS, INFRASTRUCTURES ET GOUVERNANCE.....	100
	ATELIER 6 .....	100
	INVESTISSEMENT INTÉGRÉ : JOINDRE LES INFRASTRUCTURES RURALES ET LE CAPITAL SOCIAL ...	100

<b>M. Henry Marty-Gauquié</b> , Banque européenne d'investissement .....	102
<b>M. Gérard Peltre</b> , RED – Mouvement européen de la Ruralité .....	106
<b>M. Carlo Bresciano</b> , Entreprise Ferrero .....	112
<b>M. Charles-Ferdinand Nothomb</b> , Institut de la Grande Région .....	117
ATELIER 3 .....	119
OPPORTUNITÉS POUR LES FEMMES.....	119
ATELIER 7 .....	119
DEBLOQUER LE POTENTIEL DES FEMMES PAR LA CREATION DE NOUVELLES ENTREPRISES .....	119
<b>M<sup>me</sup> Yasmina Taya</b> , Comité Algérie du Dialogue Sud-Nord Méditerranée .....	121
<b>M<sup>me</sup> Eljezia Hammami</b> , ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance (Tunisie).....	123
<b>M<sup>me</sup> Salima Marzouki</b> , Secrétaire Général, COFO-WANA : Comité des Organisations .....	127
<b>M<sup>me</sup> Baya Zitoune</b> , Association Nationale Femme et Développement Rural .....	129
<b>M. Placide Muamba Mulumba</b> , Collectif des Femmes de Louvain-la-Neuve .....	131
ATELIER 4 .....	135
OPPORTUNITES POUR LES JEUNES (EMPLOI ET EDUCATION) .....	135
ATELIER 8 .....	135
DEBLOQUER LE POTENTIEL DES JEUNES PAR LA CREATION DE NOUVELLES ENTREPRISES.....	135
<b>M. Mamdouh Mabrouk</b> , Bibliothèque d'Alexandrie .....	137
<b>M. Aymeric Debrun</b> , Programme ENPARD .....	139
<b>M<sup>me</sup> Ana Huertas</b> , YPARD.....	143
IV.    LA SÉANCE DE CLÔTURE .....	147
LECTURE DE LA DÉCLARATION FINALE .....	151
PAR M. Holderness .....	151
PAR M <sup>me</sup> Marzouki.....	151
RÉACTION DU GOUVERNEMENT ITALIEN .....	153
<b>M. Massimiliano Piattella</b> , Représentant du ministère de l'Agriculture-Italie .....	155
RÉACTION DES ORGANISATIONS AGRICOLES ET INTERNATIONALES.....	157
<b>D<sup>r</sup> Kamel Shideed</b> , Directeur International de l'ICARDA.....	159
<b>M. Vincenzo Lenucci</b> , Directeur de Confagricultura/Organisation Mondiale de l'Agriculture...	163
<b>D<sup>r</sup> Ismahane A. Elouafi</b> , Directeur Général du Centre International de l'Agriculture Biosaline.	165
<b>M. Secondo Scanavino</b> , Président de la Confédération Italienne des Agricultures (CIA) .....	167
DISCOURS FINAL DU COMMISSAIRE HAHN.....	169
RÉACTIONS DES PARTICIPANTS .....	184
CONCLUSION DU PRESIDENT NOTHOMB SUR LE SUIVI .....	189
COMMENTAIRE FINAL DU RAPPORTEUR GENERAL, M. VINCENT LEGRAND .....	193
V.    ANNEXES.....	202
LISTE DES PARTICIPANTS .....	235



# FONDATION DU DIALOGUE SUD-NORD MÉDITERRANÉE

UNE VISION COMMUNE DU FUTUR | رؤية مو حدة للمستقبل | A SHARED VISION OF THE FUTURE

---

## I. LES OBJECTIFS ET LE RÉSULTAT

QUATRIÈME CONGRÈS DE DIALOGUE SUD-NORD MÉDITERRANÉE

MILAN

4-6 OCTOBRE



---

## LES OBJECTIFS



**L'objectif** de la Fondation du Dialogue Sud-Nord Méditerranée en organisant ce Congrès était (de continuer l'expérience réussie lors de trois Congrès précédents) de faire se rencontrer des acteurs et des experts de la société civile du Sud et du Nord de la Méditerranée sur un thème d'intérêt général, à long terme, sur un pied d'égalité, dans l'inspiration et l'expertise, pour créer des liens personnels et préparer l'avenir.

**L'objectif** du Global Forum on Agricultural Research était d'insérer et de valoriser les résultats de recherche agronomique dans le tissu plus large du développement par l'agriculture et par les autres secteurs des régions rurales trop souvent oubliées.

**L'objectif** de la Commission Européenne et du Commissaire en charge de la politique de voisinage dans la Méditerranée était de soutenir cet effort de dialogue équilibré et de permettre au secteur rural dans sa globalité, de mieux prendre sa part dans les formulations (des objectifs) de la nouvelle politique de voisinage élaborée en cette année 2015 et publiée en novembre 2015.

**Le résultat** du Congrès est la reformulation de la volonté de la société rurale de ne plus se laisser oublier et d'enrayer l'exode rural qui nourrit les courants d'émigration, de prendre en main leur avenir grâce à une décentralisation de pouvoir au niveau régional, de revendiquer un partage équitable des ressources financières et une capacité d'équipement et d'innovation avec un accent spécial sur le rôle des femmes et des jeunes, et l'affirmation du Commissaire Européen de prendre en compte cet objectif dans le cadre de la nouvelle politique de voisinage de l'Union Européenne publiée ce 18 Novembre 2015.



---

## LE PROGRAMME



## PROGRAMME

### DIMANCHE 4 OCTOBRE

#### SÉANCE D'OUVERTURE

09h30 -Toute la journée, arrivée individuelle des congressistes à Malpensa, Linate et Milan.  
-Transport vers les hôtels (Varèse) ou l'Expo.  
-Accueil des participants à l'Expo et temps de visite individuelle des Pavillons.

15h00 -Accueil au Conference Center de l'Expo 2015 (250 places), entrée SUD-MERLATA  
-Projection de la vidéo de présentation (Tunis)

16h30 **Ouverture du Congrès**  
- par les partenaires du Congrès :  
**Mme Fatima Malki Bensoltane (Fondation) et Dr Mark Holderness (GFAR)**  
- par le représentant du ministère des Affaires étrangères – Italie, **M. Cristiano Maggipinto**  
- par le Président du Mouvement européen Italie, **M. Virgilio Dastoli**

17h00 Président de séance : **M.Pat Cox**, Président de la Fondation Jean Monnet

Allocutions :  
-**M. George Saliba**, Ambassadeur envoyé spécial de l'Union pour la Méditerranée  
-**M. David Sassoli**, Vice-Président du Parlement européen et de l'Assemblée euro-méditerranéenne  
-**Dr. Mohamed Ajlouni**, Secrétaire exécutif d'AARINENA  
-**M. Thomas Price**, Envoyé spécial de l'IFAD

18h00 Exposé général sur les thèmes et ambitions du Congrès par :  
**Dr Bichara Khader**, Professeur émérite à l'UCL

18h30 Introduction de l'organisation des travaux  
-**M. Remco Mur**, KIT (facilitateur)  
Rappel des 4 journées d'étude régionales  
Vue d'ensemble et contexte :  
Pr **Vincent Legrand et Mme Nadia Kerraz**, Rapporteurs généraux  
  
- **Mme Areti Spanouli et M. Nikos Poutsidakas**, Université de Thessalie (Volos, Grèce)  
- **Dr Sameh Fawzy**, Bibliothèque d'Alexandrie (Alexandrie, Égypte)

- **M. Julien Frayssignes**, CIHEAM – IAM (Montpellier, France)
- **Pr Najib Akesbi**, Université Agronomique et Vétérinaire Hassan II (Rabat, Maroc)

19h30 Réception dinatoire au cluster Bioméditerranée de l'Expo

21h00 Premier départ vers les hôtels à Varèse

23h00 Dernier départ vers les hôtels à Varèse

## LUNDI 5 OCTOBRE JOURNÉE DE DIALOGUE

08h30 Accueil et enregistrement des participants au Palace Grand Hotel (Varèse)

09h00 Introduction au jour 2 : programmes à développer (séance plénière)

09h30 ***Communautés rurales de la Méditerranée : Statut et Défis pour atteindre leurs objectifs***

Discussion en 4 groupes de travail de 20 à 25 participants

Atelier 1 : Innovations en agriculture, ressources naturelles et sécurité alimentaire  
Coprésidente: **Mme Gül Gunver Turan**, Mouvement Européen – Turquie  
Coprésident: **Dr Mohammad Ajlouni**, Secrétaire exécutif d'AARINENA

Intervenants :

**M. Fouad Ammor**, Groupement d'Études et de Recherches sur la Méditerranée  
**M. Abdellatif Mahmoud**, « Débloquer le potentiel des femmes et des jeunes par la création de nouvelles entreprises »

Atelier 2 : Relancer le rural : investissements, infrastructures et gouvernance  
Coprésident : **M. Henry Marty-Gauquié**, Banque européenne d'investissement  
Coprésident : **M. Ahmed Bassalah**, Méditerranéen

Intervenants:

**M. Gérard Peltre**, RED - Mouvement européen de la Ruralité  
**M. Mohamed Lahmar**, Chargé de projets dans les régions rurales - Méditerranéen  
**M. Carlo Bresciano**, « Pourquoi Ferrero a-t-il choisi d'implanter ses nouvelles usines en région rurale ? »  
**M. Charles-Ferdinand Nothomb**, « Exemple de coopération rurale transnationale »

Atelier 3 : Opportunités pour les femmes

Coprésidente : **Mme Yasmina Taya**, Comité Algérie du Dialogue Sud-Nord Méditerranéen  
Coprésident : **Virgilio Dastoli**, CIME

Intervenants :

**Mme Eljezia Hammami**, ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance (Tunisie)

**Mme Salima Marzouki**, Secrétaire Général, COFO-WANA : Comité des Organisations agricoles, Asie de l'Ouest et Afrique du Nord

**Mme Baya Zitoune**, Association Nationale Femme et Développement Rural

**M. Placide Muamba Mulumba**, Collectif des Femmes de Louvain-la-Neuve

Atelier 4 : Opportunités pour les jeunes (emploi et éducation)

Coprésident : **M. Mamdouh Mabrouk**, Bibliothèque d'Alexandrie

Coprésident : **Mme Ana Huertas**, YPARD

Intervenants :

**M. Aymeric Debrun**, programme ENPARD

12h00

Lunch

14h00

***Actions collectives pour relancer les communautés rurales***

Atelier 5: Plateforme d'innovations : améliorer le revenu et le bien-être par l'agriculture et la gestion des ressources naturelles

Coprésident: **Mark Holderness**, GFAR

Coprésidente: **Mme Baya Zitoune**, Association Nationale Femme et Développement Rural

Intervenants:

**M. Fouad Dsouli**, Coopérative Thaziri pour le tourisme rural (Maroc)

CGIAR CRP Representative

Atelier 6: Investissement intégré : joindre les infrastructures rurales et le capital social

coprésident: **Pr Najib Akesbi**, Université Agronomique et Vétérinaire Hassan II

coprésidente : **Mme Fiani G. Dorra**, Knowledge Economy Foundation

Intervenants :

**M. Gérard Peltre**, RED - Mouvement européen de la Ruralité

Atelier 7: Débloquent le potentiel des femmes par la création de nouvelles entreprises

coprésident : **M. Carlo Bresciano**, Ferrero

Coprésidente : **Mme Eljezia Hammami**, ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance (Tunisie)

Atelier 8 : Débloquent le potentiel des jeunes par la création de nouvelles entreprises

coprésident : **M. Damien Jouen**, YPARD

Coprésidente : **Mme El-Rakkad Hanan**, Bibliothèque d'Alexandrie

Intervenants:

**M. Henry Marty-Gauquié**, Banque européenne d'Investissement

17h00

Réunion du Comité de rédaction (présidents, rapporteurs et Comité organisateur) pour la rédaction la Déclaration finale au Pavillon de l'Union européenne

20h00

Réception dînatoire au Palace Grand Hotel

## MARDI 6 OCTOBRE SÉANCE DE CLÔTURE

07h00

Petit – déjeuner à l'hôtel et réunion éventuelle du Comité de rédaction et du Comité organisateur pour finaliser la Déclaration

07h30

Check out des hôtels pour ceux qui partent le soir et placement des bagages dans les autobus

08h00

Départ vers le site de l'Expo

09h30

En présence de **M. Johannes Hahn**, Commissaire européen responsable de la politique de voisinage :

Sous la présidence de: **M. Charles-Ferdinand Nothomb** (Fondation) et **Mme Salima Marsouki** (COFO WANA Farmers Network)

-Réunion plénière à la salle Expo Center, entrée OUEST-TRIULZA

Présentation de la Déclaration par **Dr Mark Holderness**, GFAR

Réaction des autorités parlementaires et gouvernementales présentes dont :

**M. Massimiliano Piattella**, Représentant du Ministère de l'Agriculture – Italie

Réaction des organisations internationales dont :

- **Dr Kamel Shideed**, Directeur international de l'ICARDA

- **M.. Vincenzo Lenucci**, Directeur de **Confagricoltura / Organisation Mondiale de l'Agriculture**

-**Dr. Ismahane A. Elouafi**, Directeur général du Centre International de l'Agriculture Biosaline

-**M. Secondo Scanavino**, Président de la Confédération italienne des Agriculteurs (CIA)

11h00

Discours final de **M. Johannes Hahn**, Commissaire Européen responsable de la politique de voisinage et des négociations d'élargissement

11h30

Réaction des participants, notamment des jeunes

12h15 Adoption de la Déclaration finale et discours de clôture par deux coprésidents

12h30 Lunch au Pavillon Belge

14h00 Visite libre de l'Expo de Milan

17h00 Premier départ vers les hôtels à Varèse

19h00 Dernier départ vers les hôtels à Varèse

20h00 Réception dinatoire pour ceux qui sont présents à l'hôtel



---

## RÉSULTAT : LA DÉCLARATION FINALE

FRANÇAIS

ARABE

ANGLAIS

ITALIEN



Congrès de Milan, 4-6 octobre 2015

---

## **Les Communautés rurales, ne plus les oublier**

### **« Le Développement rural et régional au Sud et au Nord de la Méditerranée et la nouvelle Politique de Voisinage »**

*Le Congrès, réuni dans l'esprit du dialogue qui a suscité le congrès d'Alger sur une vision commune du futur, le congrès d'Alicante sur les migrations et l'éducation et le congrès de Tunis sur les relations entre les autorités et les sociétés civiles, a consacré deux journées de discussions intenses, en quatre ateliers, aux conditions nécessaires pour un renouveau rural.*

*La volonté exprimée par les quatre ateliers doit être traduite dans le dialogue sud-nord, dans la politique de voisinage mais aussi dans la coopération sud-sud, considérant la Méditerranée comme un espace commun qui doit être solidaire. Nous appelons à la reconnaissance fondamentale de l'Autonomie et de la Viabilité des régions rurales. Nous devons tous déléguer et décentraliser les pouvoirs économiques, sociaux et politiques. Ainsi, les bases pour un développement et des opportunités durables pour les communautés rurales au travers de la Méditerranée seront posées.*

*Les quelques principes issus des discussions de ces quatre ateliers ont été résumés comme suit devant l'Assemblée plénière et devant le représentant du Commissaire européen, du Gouvernement italien et des organisations internationales :*

- 1) Les Régions rurales de la Méditerranées sont toutes différentes, mais font néanmoins face aux mêmes enjeux et nécessités. Ces régions ont besoin d'une approche et de politiques équilibrées pour s'attaquer aux causes de la pauvreté et à l'exode rural. Pour ce faire, il faut prendre en compte les défis d'urbanisation.*
- 2) Tous les territoires doivent être sécurisés. Les territoires doivent être considérés dans leur ensemble et peuvent se compléter et s'aider les uns les autres.*
- 3) L'épanouissement des territoires doit se faire de façon équilibrée, les régions rurales et urbaines ont le droit à des perspectives de développement.*
- 4) Nous devons permettre l'ouverture des régions rurales et urbaines de façon simultanée, tout en reconnaissant les besoins spécifiques aux communautés rurales.*

*Ces Ateliers ont conduit aux conclusions suivantes :*



## **Innovations en agriculture, ressources naturelles et sécurité alimentaire**

Le renouveau rural exige un esprit d'innovation. Il faut créer des occasions pour les innovations et les entreprises centrées sur les communautés rurales en vue du changement qu'elles souhaitent pour leur avenir.

La première action doit être une analyse participative des moyens de chaque communauté, utilisant les données pour identifier les possibilités et les innovations requises dans différents domaines.

Il faut ensuite susciter une plateforme locale d'innovation, il faut susciter des organisations de producteurs pour utiliser au mieux les opportunités et favoriser l'accès aux entreprises et aux marchés.

Mettre en évidence des moyens de défense de nouveaux vecteurs d'investissement en agriculture pour l'innovation.

Mettre en place des mesures et des politiques favorables pour améliorer la diversité, la sécurité sanitaire et la valeur nutritive de l'alimentation.

## **Relancer le rural : investissements, infrastructures et gouvernance**

Il faut que le développement de l'ensemble du territoire soit équilibré.

Il faut décloisonner et le rural et l'urbain, il faut mettre en avant et souligner les spécificités rurales. Chaque région rurale doit avoir des perspectives de développement durable de ses ressources et de l'emploi local.

Ce développement équilibré relève de la responsabilité des gouvernements nationaux. Mais à côté d'une gouvernance nationale, il faut une gouvernance régionale avec une autonomie d'action, ce qui nécessite les pouvoirs réglementaires et des moyens financiers. Ce pouvoir régional doit veiller à encourager la participation de la société civile. Mais il faut décloisonner l'action des pouvoirs publics aux différents niveaux.

La décentralisation des décisions politiques doit s'accompagner d'une décentralisation des décisions économiques.

Ceci est vrai au niveau national, mais aussi au niveau international, notamment dans la politique de voisinage.

Il faut consentir les investissements nécessaires pour améliorer l'infrastructure des zones rurales, pour améliorer le cadre de vie mais aussi pour inciter les investisseurs à s'y installer ;

Il faut permettre le transfert du savoir-faire en vue du passage à des modes productifs innovants, plus intégrés et plus rentables ainsi que l'accès aux nouvelles technologies ;

Il faut améliorer l'accès et la gouvernance du financement par une meilleure information, une simplification des procédures et un allègement de la bureaucratie, mais aussi un contrôle transparent des résultats ;

Il faut développer des partenariats publics privés nécessaires.

## **Opportunités pour les femmes**

Les femmes sont un moteur du développement rural. Il faut leur offrir la place qu'elles méritent et pour cela, vaincre les stéréotypes, reconnaître leur égalité. Il faut aider par l'alphabétisation, par la formation générale et qualifiante pour qu'elles puissent accéder aux marchés et au travail reconnus.

Il faut reconnaître la femme comme acteur du développement rural et valoriser leur rôle moteur.

Il faut valoriser les savoirs et les savoir-faire féminins en zone rurale, et encourager le retour des jeunes femmes diplômées vers les zones rurales qu'elles ont quitté en quête d'émancipation. Faire en sorte que le territoire rural leur devienne plus attractif.

(Orientation des sujets de recherche, promouvoir la culture de la ruralité, identité des régions qui est en train de disparaître.)

## **Opportunités pour les jeunes (emploi et éducation)**

Les jeunes demandent l'accès aux ressources, non seulement pour produire mais aussi pour protéger ces mêmes ressources et l'environnement.

Ils souhaitent un changement dans le système éducatif pour intégrer des programmes et des compétences qui répondent aux défis locaux et régionaux, vraiment adapté à ce dont les gens ont besoin, et pas un changement qui vienne d'en haut.

Il faut un soutien social et gouvernemental pour développer des modes de vie et de production alternatifs qui soient beaucoup plus adaptés à la situation des différentes régions.

Il faut leur assurer une participation plus active et une représentation dans la sphère politique.

Ils souhaitent une reconnaissance internationale de leur rôle comme acteurs de changement.



Congrès de Milan, 4-6 octobre 2015

## البيان الختامي لمنتدى ميلانو الحوار جنوب شمال المتوسط (أكتوبر 2015)

### المقدمة

- انبثق عن منتدى ميلانو ما يلي:
- تضامن كل المناطق جنوب و شمال المتوسط.
  - يجب شمول البرامج التنموية المناطق الريفية الحضرية مع مراعاة خصوصية كل منطقة.
  - يجب تطوير المناطق بصفة متوازنة لكل من المناطق الريفية والحضرية، كل منها لها الحق في برامج تنمية.

### بماذا نطالب؟

نطالب ببناء القدرات الذاتية في الريف بالإعتماد على الخصوصية الذاتية لتنمية الإقتصاد المحلي.

### الورشات

توصل المشاركون في المؤتمر إلى عدة توصيات في مختلف الورشات من أهمها:

### الورشة عدد1: الابتكار والتجديد

- الابتكار من أجل تعصير الريف
- خلق فرص للإبتكار والشراكة داخل المجتمعات الريفية من أجل عيش كريم لهذه المجتمعات.
- مشاركة المجتمع المحلي في تحليل الوضع الحالي واستخدام البيانات لتحديد حاجيات المجتمع التنموية.
- تحفيز المجتمعات الريفية لبناء منصات الإبتكار لتوفير الفرص للإستثمار والوصول للأسواق.
- إعادة تأهيل المنظمات المهنية و خاصة منها الفلاحية لتحقيق التنمية المستدامة في المناطق الريفية.
- ترويج حملات التوعية المبنية على أسس علمية من أجل زيادة الإستثمار في الزراعة والإبتكار لدى منسوبيها.
- خلق بيئة وسياسات داعمة للإبتكار في المجتمعات الريفية.
- تعزيز الإبتكار في تنوع مصادر الغذاء وزيادة القيمة الغذائية والحصول على منتوج غذائي صحي.

## الورشة عدد2: الإستثمار

- تركيز الإستثمار على تحسين البنية التحتية في المناطق الريفية و تشجيع المستثمرين على الإنتصاب في هذه المناطق.
- ترويج نقل المعرفة العلمية مع استعمال التكنولوجيات الجديدة لتحسين أنماط الإنتاج و خلق مشاريع مبتكرة شاملة ذات مردودية عالية.
- تحسين فرص الإستثمار و تبني حكومتها الرشيدة من أجل زيادة فاعليتها الإقتصادية و ذلك بتسهيل الإنتصاب الإقتصادي: (حصول على قروض، تسهيل الإجراءات الإدارية، توفير المعرفة، إلخ...) مع التأكيد على مسايرة و متابعة هذا المشروع.
- تطوير و تشجيع الشركات بين القطاع العام والخاص عبر التكامل الإقتصادي بين دول الجنوب "جنوب،جنوب".

## الورشة عدد3: المرأة

- تعتبر المرأة عنصر فعال في التنمية الريفية
- محاربة الصور النمطية للمرأة والمساواة في الحقوق و في فرص التنمية.
- زيادة محو الأمية لدى المرأة حتى تتمكن هذه الأخيرة من تنمية قدراتها.
- تمكين المرأة الريفية العاطلة عن العمل من دورات تدريبية لزيادة فرص الشغل المتوفرة بالجهة
- وتكوين المرأة المنتجة من دورات تكوينية في مجال التسويق.
- التأكيد على دور المرأة في الدورة الإقتصادية المحلية.

29

## الورشة عدد4: الشباب

- التمكن من الموارد الطبيعية المحلية من أجل الحفاظ عليها وزيادة إنتاجيتها.
- مراجعة النظام التعليمي من أجل إدماج المهارات الجديدة التي تستجيب للتحديات المحلية والإقليمية وفقا لحاجة المجتمعات.
- احتضان مجتمعي و حكومي للشباب من أجل بناء القدرات للمساهمة في الدورة الإقتصادية يشكل فعال وفقا للحاجة و الضرورة.

والسلام عليكم

Congrès de Milan, 4-6 octobre 2015

---

## **MEDITERRANEAN DIALOGUE CONGRESS (Milan, 4-6 October 2015)**

### **THE “NO LONGER LEFT BEHIND” FINAL STATEMENT**

*The Congress is built on the Spirit of Dialogue that united the Congress in Algiers on a Common Vision for the Future of the Mediterranean region, the Congress in Alicante on Migration and Education, and the Congress in Tunis on the relationship between public authorities and civil society. The Milan Congress focused on Renewing Rurality, with two days of intense discussions in four parallel workshops on the necessary conditions for sustainability, viability and local development.*

*The will expressed by the four Workshops should be translated into the South-North Dialogue, the Neighbourhood Policy as well as into the South-South Cooperation. The Mediterranean should be considered as a space of solidarity. We call for recognition the fundamental importance of Rural Viability and Autonomy. We must collectively delegate and decentralize economic, social and political power. This is the basis for enduring development and sustainable opportunities for rural communities across the Mediterranean.*

*The Workshop Sessions took as fundamental the following and were presented to the Plenary Assembly and the representative of the European Commissioner, of the Italian Government and International organizations:*

- 1) Rural regions of the Mediterranean are all different, yet have common needs and challenges. They need a balanced approach and policies to deal with root causes of poverty and rural exodus, taking into account the challenges of urbanization and urban areas.*
- 2) All territories must be secure. All territories taken together must – and can - complement and assist one another.*
- 3) The development of territories must be balanced; both rural and urban areas have the right to development prospects.*
- 4) We must open up to the rural and with the urban simultaneously, while recognizing the specific needs of rural communities.*

*The four Workshop Sessions came to these conclusions:*

### **Accelerating Innovation**

Innovation for Rural Renewal to create opportunities for innovation and enterprise, focused on rural communities, to create the change they wish to see.

1. Participatory analysis of needs in defined rural communities, data used to identify opportunities and interventions required.
2. Local innovation platforms and producer organizations used to foster opportunity, enterprise and market access.
3. Evidence-based advocacy for new and better investment in agricultural and off-farm innovation, and their enabling policies, institutions and measures.
4. Catalyse innovation, metrics and awareness to increase the diversity, safety and nutritive value of foods.

## **Mobilizing Resources and Investments**

1. Make the necessary investments to improve infrastructure in rural areas, to improve standards of living and attract further investment.
2. Know-how transfer to enable the transition to innovative and more integrated rural models with a higher return on investments and the spread and use of new technologies.
3. Improve access and governance of financing through better information, simplification of procedures and reduction of bureaucracy, as well as monitoring of results with greater transparency.
4. Develop necessary partnerships at different levels of public-private partnership, with a focus on South-South local and regional integrated networks linking agriculture and industries in rural areas.

## Opportunities for Women

Women are the engine of rural development, but they do not have the place they deserve.

- Overcoming stereotypes.
- Equality, including equal opportunities in access and ownership of land, resources and inputs.
- Fight illiteracy: literacy is required to empower women in rural areas.
- Train women, to enable them to access markets and jobs.
- Encourage and develop women's know-how in rural areas, to renew the attractiveness of rural areas. This will reduce the exodus of women from rural areas in search of opportunities and freedom.
- Orientation of research to promote the rural cultures and regional identities that are disappearing.
- Learn from successful women entrepreneurs and design and adapt models for replicating their success.

## Opportunities for Youth

- Access to resources, not only to produce, but also to protect those resources and the environment.
- Change the education system to include programmes and skills that meet local and regional challenges, with bottom-up change, suited to people's real needs.
- Social and governmental support to develop alternative lifestyles and production systems that are adapted to each local context.
- Encourage involvement and participation of youth in the political arena.
- International recognition of youth as agents of change, who need to be heard!



## 4° Congresso sul Dialogo Sud-Nord Mediterraneo

### LE COMUNITÀ RURALI DA NON DIMENTICARE

**“Sviluppo Rurale e Regionale nel Sud e nel Nord del Mediterraneo e la nuova  
Politica di Vicinato”**

*Il Congresso, riunito nello spirito del dialogo che ha dato vita al congresso d’Algeri su una visione comune del futuro, al congresso di Alicante sulle migrazioni e l’educazione e il congresso di Tunisi sulle relazioni tra le istituzioni e la società civile, ha dedicato due giornate di intense discussioni, suddivise in quattro seminari tematici, per un rinnovamento rurale.*

*La volontà manifestata dai quattro gruppi tematici deve essere tradotta nel dialogo sud-nord, nella politica di vicinato ma anche nella cooperazione sud-sud, considerando il Mediterraneo come uno spazio comune che deve essere solidale.*

*Chiediamo il riconoscimento fondamentale dell'autonomia e la vitalità delle zone rurali. Abbiamo tutti bisogno di delegare e decentralizzare i poteri economici, sociali e politici. Quindi, verrà chiesto il fondamento per lo sviluppo e le opportunità sostenibili per le comunità rurali attraverso il Mediterraneo.*

*I principali temi di discussione dei quattro seminari sono stati riassunti dinanzi all’Assemblea plenaria e dinanzi al rappresentante del Commissario europeo, del Governo italiano e degli organi internazionali:*

- 1) Le Regioni rurali del Mediterraneo sono tutte diverse, ma devono affrontare le stesse sfide e le medesime esigenze. Queste regioni hanno bisogno di un approccio e di politiche equilibrate per affrontare le cause della povertà e dell’esodo rurale. Per fare questo, bisogna prendere in considerazione le sfide dell’urbanizzazione.*
- 2) Tutti i territori devono essere protetti. I territori devono essere considerati nel loro insieme completandosi e aiutandosi a vicenda.*
- 3) Lo sviluppo dei territori deve essere equilibrato: le aree rurali e urbane devono avere pari diritti nelle prospettive di sviluppo.*
- 4) Dobbiamo permettere simultaneamente l’apertura delle regioni rurali e urbane, pur riconoscendo le esigenze specifiche delle comunità rurali.*

*Questi workshop hanno portato alle seguenti conclusioni:*

## **Innovazioni in agricoltura, risorse naturali e sicurezza alimentare**

Il rinnovamento rurale esige uno spirito d'innovazione. Bisogna creare le occasioni per le innovazioni e le imprese che si occupano delle comunità rurali in previsione del cambiamento che esse stesse auspicano per il loro avvenire.

La prima azione deve essere un'analisi partecipativa dei mezzi di cui ciascuna comunità dispone, utilizzando i dati a disposizione per identificare le possibilità e le innovazioni richieste nei diversi ambiti.

Bisogna, inoltre, creare una piattaforma locale d'innovazione, servono delle organizzazioni dei produttori per utilizzare al meglio le opportunità esistenti e favorire l'accesso alle imprese e ai mercati.

Mettere in evidenza degli strumenti a difesa dei nuovi vettori d'investimento nell'agricoltura per l'innovazione.

Mettere in campo delle misure e delle politiche favorevoli per migliorare la diversità, la sicurezza sanitaria e il valore nutritivo dell'alimentazione.

## **Rilanciare le aree rurali: investimenti, infrastrutture e governance**

È necessario che lo sviluppo complessivo del territorio sia equilibrato.

Bisogna abbattere le barriere tra mondo urbano e rurale, dobbiamo sottolineare ed enfatizzare le specificità rurali.

Ogni area rurale deve avere delle prospettive di sviluppo sostenibile delle sue risorse e dell'occupazione locale.

Questo sviluppo equilibrato è di competenza dei governi nazionali. Ma a fianco del governo nazionale deve esserci una governance regionale con autonomia di azione, che abbia poteri normativi e mezzi finanziari. Questo potere regionale deve incoraggiare la partecipazione della società civile. Ma è necessario che si liberi l'azione dei poteri pubblici ai diversi livelli.

Il decentramento delle decisioni politiche dovrebbe essere accompagnata da un decentramento delle decisioni economica.

Questo è vero a livello nazionale ma anche a livello internazionale, in particolare in materia di politica di vicinato.

È necessario che si facciano gli investimenti necessari per migliorare le infrastrutture nelle aree rurali, per migliorare l'ambiente di vita, ma anche per incoraggiare gli investitori a stabilirsi lì.

Dobbiamo permettere il trasferimento di know-how per favorire il passaggio a tecniche produttive innovative, più integrate e remunerative, nonché l'accesso alle nuove tecnologie;

Dobbiamo migliorare l'accesso e la gestione dei finanziamenti attraverso una migliore informazione, semplificazione delle procedure e una riduzione della burocrazia, ma anche controllare trasparente dei risultati.

Abbiamo bisogno di sviluppare partenariati pubblico-privati necessari.

## **Opportunità per le donne**

Le donne sono un motore dello sviluppo rurale. Dobbiamo offrire loro il posto che meritano e per questo, superare gli stereotipi, riconoscere la loro uguaglianza. Bisogna aiutare attraverso l'alfabetizzazione, la formazione generale e professionalizzante per consentire loro di accedere al mercato del lavoro e a lavori riconosciuti.

Dobbiamo riconoscere le donne come attori dello sviluppo rurale e potenziare il loro ruolo.

Dobbiamo valorizzare le conoscenze e il know-how delle donne nelle zone rurali, e favorire il ritorno delle giovani donne laureate verso le zone rurali che hanno lasciato in cerca di emancipazione. Far sì che il territorio rurale diventi più attrattivo.

### **Opportunità per i giovani (lavoro ed educazione)**

I giovani richiedono l'accesso alle risorse, non solo per produrre, ma anche per proteggere queste stesse risorse e l'ambiente.

Vogliono un cambiamento del sistema di istruzione per includere dei programmi e delle competenze che rispondano alle sfide locali e regionali, veramente adeguati a ciò di cui le persone hanno bisogno, e non un cambiamento che viene dall'alto.

Occorre il supporto della società e del governo per sviluppare modi di vita e di produzione alternativi che meglio si adattino alle situazioni nelle diverse regioni.

Bisogna garantire loro una partecipazione più attiva e la rappresentanza in politica.

Vogliono il riconoscimento internazionale del loro ruolo come protagonisti del cambiamento.



## **La réponse du Commissaire européen en séance de clôture, voir p.133 :**

Après la lecture de ces déclarations, le discours du Commissaire européen à la politique de voisinage, M. Hahn a souligné :

- Que le développement régional lui tient à cœur ;
- Que les régions rurales doivent davantage être prises en compte dans les politiques nationales ;
- Que les populations rurales du Sud Méditerranée comptent 87 millions de personnes et continuent d'augmenter malgré l'exode rural résultant de la pauvreté et de l'insuffisance des services publics et des infrastructures ;
- Que le programme européen de voisinage pour l'agriculture et le développement rural (ENPARD) (qui travaille dans chaque pays<sup>1</sup> avec les gouvernements, la société civile et la recherche)
- verra son budget augmenté ;
- Que ce programme reconnaît un rôle central à l'éducation et la formation à l'agriculture et au problème de l'eau et de l'environnement, et à la responsabilisation des pouvoirs locaux et régionaux ;
- Que la nouvelle politique de voisinage veillera à agir dans les régions rurales comme dans les zones urbaines et encouragera les régions rurales du Sud en lieu d'innovation, de savoir-faire et de tradition comme certaines régions du Nord ont pu le réussir.  
Mais chaque région a son propre potentiel et doit identifier ses propres forces pour créer des endroits où les gens veulent vivre.

On constate donc une large convergence des volontés au terme de ce dialogue qui constitue un succès politique (dû à une longue préparation).

---

<sup>1</sup> En Algérie, Egypte, Maroc et Tunisie



---

## II. LA SÉANCE D'OUVERTURE

QUATRIÈME CONGRÈS DE DIALOGUE SUD-NORD MÉDITERRANÉE

MILAN

4 OCTOBRE





De gauche à droite,de haut en bas : M. Dastoli, Mme Bensoltane, M. Holderness, M. Maggipinto, M. Nothomb, M. Saliba, M. Khader, M. Poutsiakos, M. Frayssignes, M. Fawzy, M. Akasbi.



---

# OUVERTURE



Congrès de Milan, 4-6 octobre 2015

## **M<sup>me</sup> Fatima Malki Bensoltane, Co-Présidente du Congrès, FDSNM**

Honorables invités, Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs.

Marhaba, bienvenue à notre 4<sup>e</sup> Congrès dialogue Sud-Nord sur les thèmes des Communautés rurales et la politique européenne de voisinage.

Ce Congrès vient après celui d'Alger en 2006 sur le thème de la vision future du Dialogue Sud-Nord, et dont le plan d'action et les recommandations sont plus que d'actualité. Il vient également après celui d'Alicante 2009 sur un sujet toujours brûlant, la migration, et celui de Tunis 2012 sur le partenariat société civile et pouvoirs publics dont les recommandations ont fait l'objet d'applications concrètes au plan gouvernemental et parlementaire.

Les populations rurales des rives sud et nord de la Méditerranée font face à d'immenses défis et menaces économiques, exode rural, bouleversements sociaux et politiques, pressions sur les terres agricoles, manque d'accès aux services et infrastructures, faiblesse à investissements publics et privés.

Toutefois sur la rive sud le sujet est plus préoccupant dans le sens où si le rural offre un fort potentiel économique non encore assez exploité, il n'en est pas moins du fait de la pauvreté le vivier pour les migrations clandestines et pour le terrorisme.

La précarisation dans le monde rural, tout en particulier les femmes et de plus en plus les jeunes. Concernant les femmes paradoxalement alors quelles sont les principales productrices d'aliments, elles sont les plus atteintes pour la faim.

Les politiques internationales qui détruisent les campagnes frappent en premier lieu la femme. Face à cette situation, il est heureux de constater que de plus en plus par le monde se créent des organisations qui s'occupent des femmes rurales tout en prenant conscience que la précarisation touche également la famille et les jeunes.

### **Concernant la politique européenne de voisinage.**

La Tunisie, que je représente ici avec notre délégation, est un pays qui construit lentement mais sûrement sa démocratie, toutefois dans un contexte de crise économique, sociale et sécuritaire. La construction de cette démocratie couvre deux aspects : celui d'une république parlementaire par un nouveau modèle de gouvernance et celui de la démocratie locale par la modernisation de l'État.

Si je parle de la Tunisie dans le chapitre réservé à la politique européenne de voisinage c'est du fait quand en juin 2015 il a été lancé par la représentation de l'UE dans ce Pays une consultation nationale sur la politique européenne de voisinage. Un grand nombre d'acteurs de la société civile, des députés, ainsi que des indépendants ont participé à cette consultation. La consultation a conclu à la demande de révision de la politique européenne de voisinage en raison essentiellement du bilan mitigé de celle-ci. Le constat général est tant que l'Europe a eu des difficultés à respecter ses engagements politiques et s'est trouvé à se concentrer sur sa dimension commerciale qui n'est pas la seule réponse aux besoins du Pays. Il a été proposé cinq axes dans cette consultation :

- Une convergence économique-politique de développement nord-sud ;
- Une convergence entre croissance et développement ;
- Une traduction de la croissance inclusive dans le développement local ;
- Une convergence vers des business models inclusifs et durables et un développement humain ;
- Une rencontre avec les aspirations des futures générations.

Ce qui appelle à une traduction des politiques de voisinage en des modèles de développement commun au risque d'accentuer les déséquilibres, le doute et les méfiances et ainsi un mauvais voisinage.

Je laisserai le soin aux représentants des autres pays de donner leurs analyses sur cette question.

Alors concernant le voisinage je rappellerai ce proverbe arabe, que je ne cesse de citer dans les instances : « El jar qbel ed-dar » « Le voisin avant la maison ». Ce qui signifie « qu'il ne peut y avoir opulence chez moi si chez le voisin il y a des carences, qu'il ne peut y avoir de sécurité chez moi si chez le voisin il y a des conflits, d'où la nécessité de l'action collective dans un cadre global, national et local.

#### **Nos propositions pour le Congrès**

- Réhabilitation du monde rural ;
- Soutien aux initiatives de gouvernance locale et celle d'une meilleure participation des acteurs locaux au développement rural ;
- Transfert des technologies nord-sud ciblées vers des modèles nouveaux de développement rural ;
- Échange de bonnes pratiques sud-nord-sud ;
- Soutien aux actions de formation et d'éducation au profit des femmes et des jeunes et à celle de conscientisation des hommes ;
- Investissement sur des projets innovants et des secteurs agricoles non encore exploités, par exemple l'écotourisme, l'artisanat aux normes internationales.

Je conclurai par cette citation d'Edgar Moren, le philosophe français : « Le monde multipolaire, tel qui va se dégager, ne peut être géré que par l'entente entre les différents partenaires ».

Le monde rural peut se prêter à cette entente dans le cadre des politiques de voisinage revisitées, celles de gouvernements dans un cadre plus démocratique avec la participation active des sociétés civiles de deux rives. Enfin je termine en saluant Monsieur Nothomb Président de la Fondation Dialogue Sud-Nord ainsi que les représentants des comités locaux du Dialogue Sud-Nord pour la persévérance à maintenir cette tradition de dialogue sud-nord à travers le Congrès. Nous remercions nos partenaires, en particulier le GFAR sans qui le Congrès n'aurait pu se tenir.

Congrès de Milan, 4-6 octobre 2015

---

## **D<sup>r</sup> Mark Holderness, Executive Secretary GFAR**

Honoured Guests, Ladies and Gentlemen,

GFAR is very pleased to co-organize this Congress, in partnership with the Foundation for South-North Mediterranean Dialogue and our other partners, addressing the vital issue of the renewal of rural communities across the Mediterranean. The Milan EXPO and its themes are a very pertinent venue for us to explore these issues. Truly, we can no longer afford rural communities to be ‘the left behind’.

The Global Forum on Agricultural Research is a multi-stakeholder forum, which brings together all those concerned with the future of agriculture and addresses the essential roles that agri-food innovation needs to play in this. The Global Forum works to ensure that rural communities, who often do not have a real say in determining their own futures, are given a clear voice in determining the future of agriculture and within this, the role of agricultural innovation in delivering change and opportunity.

Through participatory foresight processes and GFAR Collective Actions, the Global Forum seeks to explore and establish with rural communities what they desire of their own futures and then help them to define and understand what innovations are required to help achieve those aims. This means going well beyond agricultural technologies, to determine and address the underlying drivers of change in rural communities and societies themselves.

To these ends, GFAR and the Foundation for South-North Mediterranean Dialogue, with support from the EC, have over the last year and a half, catalyzed and funded four sub-regional dialogues. One has been organized in each of the four sub-regions of the Mediterranean Basin. These dialogues have examined the rural development challenges, and possible solutions, in each sub region. What has emerged has shown both the expected differences between cultures in each country, but also a remarkable degree of similarity in some of challenges faced. We know also that there is much cross-learning to be had between societies and institutions South and North of the Mediterranean Sea, who face common challenges and have much to gain by learning from each other’s experiences and knowledge.

This is, sadly, a time of particular conflict and crisis in the Mediterranean region. Since we began these dialogues, conflicts in the region have now come to result in a mass exodus across the Mediterranean Sea, demonstrating in the news bulletins and front pages of the world just how significant these issues are and how connected all our societies are in reality. This gives our processes over the next days a renewed urgency, making it all the more important to address the root causes of rural poverty that underlie so many problems in the region.

The “Arab Spring” has shown the urgency to act on these issues, itself being sparked by, among other factors, the knock-on effects from rural poverty, crop failure through drought and high food prices as key catalysts that triggered mass movements for major societal change. We need to reconnect the *culture* in agriculture, link to the values and drivers of rural communities and societies themselves in order to achieve change that is valued, trusted, sustainable and owned by the communities themselves.

Both South and North of the Mediterranean Sea, rural poverty is leading large numbers of rural people, particularly the youth, into mass migration from rural areas to urban, in search of new opportunity. In the absence of urban economic opportunity, the result is often displaced, unemployed youth, disillusionment, urban poverty and despair and resultant societal breakdown. It is thus critically important that rural communities see a future that can sustain their value and provide new opportunity, particularly for youth and women.

Despite local differences, there are of course many common challenges right across the region: water and soil management are a major determinant of agricultural success, particularly now they are at chronic risk from climate change. Alongside these, there are also many issues involved in ensuring poor farmers have effective access to markets, challenges of access to resources – land, credit, knowledge, inputs – and in addressing fundamental disparities in societies that can particularly disadvantage women, youth and the landless. Youth are of course our future, but here there is a need to really address the future *for our youth*, to understand what can drive change and find ways to deliver this. Rural women across the region will always be disadvantaged unless communities modify their systems, and societal attitudes, to increase their access to key resources such as land and inputs such as credit and advisory services.

Our processes over these three days also form part of the 3<sup>rd</sup> cycle of the Global Conference on Agricultural Research for Development (GCARD3). GCARD3 is a global process of dialogue to ensure that agricultural research and innovation play their best possible roles towards meeting development objectives. To that end, we are also exploring the agricultural innovation and associated investment and capacity needs of the region and examining in particular here how investments and programmes of the international agricultural research system, the CGIAR, can best add value to national capacities and processes of agricultural research, innovation and change.

Opportunities for change and growth are certainly not confined to agricultural production alone and we must look afresh at what can be developed through access to information technologies, in service industries, by value addition through food processing and through associated industries such as tourism and regional cuisines. This also requires infrastructural development, to attract investment into the rural areas and provide a viable way of life that can change the perceptions and value systems associated with rural life. In northern Europe, broadband access and infrastructure have enabled rural communities to become, in some cases the fastest growing parts of national economies. Why can we not emulate that success in the Mediterranean region, with growth that also captures the spirit of place and the heritage and values held dear by each country and province?

In developing effective solutions to the challenges of rural poverty and depopulation, we must develop and use an open and inclusive process, in which all can have a say, to examine what is required to ensure sustainable growth. These Mediterranean dialogues are proving a very good starting point in identifying challenges and desired future scenarios across the region. However, achieving these changes means identifying what communities are prepared to do to address these needs. Our words are just the starting point, they need to be followed by actions and processes, with clear time-bound steps agreed as a plan of action towards meeting these needs.

To succeed, it is clear that we will need collective actions, involving multiple partners and exploring all opportunities to create new opportunities and enterprise in rural communities, in agriculture and agri-

food-based industries and small and specialist industries. None of us has all the answers to the huge challenges faced, but each of us holds a piece of the jigsaw of actions required for change.

This also means going beyond seeing rural communities in terms of their roles in food production alone, to explore what determines their resilience, often in resource-limited environments, their social values and environmental sustainability and their desired scenarios for growth – and what achieving these will mean in terms of innovations, changes and the policies and enabling environments required. A number of wider realities affect the equitability and future for rural communities, including land ownership, gender equality, social organization, the strength of rural institutions, transport and school/hospital infrastructure and support systems and capacities for collective/cooperative action.

The regeneration of rural communities thus means investing in change. It also means as a priority investing in youth, women and those who lack resources of their own, investing in a viable future for rural communities and turning ideas and innovations into enterprise and rural growth. We look forward to very productive discussions over the days ahead and to setting out a real and practical plan for change, that is relevant, effective and owned by communities South and North of the Mediterranean.



Congrès de Milan, 4-6 octobre 2015

---

## **M. Cristiano Maggipinto, Représentant du Ministère des Affaires étrangères - Italie**

Bonjour à tous,

D'abord, permettez-moi de vous remercier d'être ici et de remercier la Fondation du Dialogue Sud-Nord Méditerranée pour la promotion du développement rural dans la Méditerranée, y compris dans le cadre de la nouvelle politique européenne de voisinage.

La Coopération italienne est particulièrement heureuse d'avoir contribué à la réalisation de cette quatrième conférence et je tiens à remercier aussi le Forum mondial pour la recherche agricole, la Bibliotheca Alexandrina, le Conseil italien du Mouvement européen, le Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes de Montpellier et la Banque européenne d'investissement d'avoir rendu possible ce moment unique de réflexion.

Cet événement est d'une grande importance parce qu'il réunit des représentants des pays méditerranéens dans un projet commun visant à relever les défis du troisième millénaire pour le développement rural et faire de la Méditerranée une zone de paix, de sécurité et de stabilité.

Le dialogue euro-méditerranéen représente une occasion importante pour passer à une phase de planification commune, avec le recensement des problèmes soulevés par les différentes sociétés civiles qui nous demandent de multiplier les efforts pour la paix, la lutte contre la pauvreté, la suppression des inégalités et vers un développement équitable et respectueux de l'environnement.

L'Italie a une histoire importante dans le domaine de l'aide internationale, notamment en Méditerranée. Géographiquement et historiquement, l'Italie se trouve au croisement des cultures et des peuples. C'est une terre d'émigration et d'immigration, et un pays qui, par sa nature, a toujours été traditionnellement attaché à la paix et à un système international juste et équitable. L'aide au développement et la participation active dans le débat sur les nouvelles formes de gouvernance mondiale sont des moyens essentiels pour atteindre ces objectifs et pour aider à créer une zone de stabilité politique et de prospérité croissante dans la Méditerranée.

Les initiatives de la Coopération italienne se concentrent sur les pays liés à l'Italie par l'histoire, surtout en Méditerranée et au Moyen-Orient, avec une attention particulière attachée aux questions du développement humain et de l'autonomisation des femmes, au soutien à la croissance du secteur privé, au développement rural et à l'agriculture durable.

Les populations rurales de la Méditerranée sont confrontées à des défis immenses : bouleversements sociaux et politiques, exode rural, pression sur les terres agricoles, manque d'accès aux services et infrastructures, concurrence sur les ressources naturelles – notamment l'eau –, augmentation du stress environnemental, y compris événements météorologiques extrêmes.

Trop souvent, la Méditerranée nous a donné et donne des nouvelles tragiques. Les urgences humanitaires, les injustices et les violations des droits civils et démocratiques sont encore trop nombreuses.

Nous sommes ici pour démontrer, une fois de plus, que le chemin de la paix, de la stabilité et du développement passe par le dialogue et la coopération entre les peuples, aussi dans le bassin méditerranéen. C'est dans cet esprit que je vous souhaite beaucoup de succès pour la conférence.



Congrès de Milan, 4-6 octobre 2015

---

## **M. Pier Virgilio Dastoli, Président du Mouvement européen Italie**

Nous devons féliciter la Fondation du Dialogue Sud-Nord pour l'organisation de ce Congrès dans le cadre de l'Expo 2015. Depuis sa création la fondation poursuit son objectif de contribuer au développement de la collaboration et de la coopération entre les deux rives de la Méditerranée ayant la conviction que la mise en place d'initiatives concrètes, le renforcement des relations entre les représentants de la société civile et la recherche d'intérêts communs sont indispensables pour faire prévaloir la paix, la démocratie et la solidarité.

Le mouvement européen en Italie a décidé de participer à cette initiative et de poursuivre dans cette voie avec la Fondation malgré le fait que le Mouvement européen international – qui avait été à l'origine de ce projet – ait décidé de l'abandonner. Permettez-moi de vous dire qu'il s'agit d'une erreur politique puisqu'une nouvelle politique de voisinage et de proximité ne pourra se développer sans des initiatives concrètes, sans les relations entre les sociétés civiles et sans la recherche d'intérêts communs.

Depuis le début de la saison des libertés et des droits (que la presse du nord de la méditerranée a appelé « printemps arabes ») le mouvement européen en Italie a lancé l'idée d'une communauté med-eu s'inspirant de la méthode de la CECA et du processus de Helsinki. Les rêves d'un grand nombre de jeunes dans les pays où il y a eu – à partir de l'hiver 2010-2011 – des révoltes et des révolutions ont tourné souvent en cauchemar et le fondamentalisme est en train de s'installer portant avec lui les guerres et la violation de la dignité humaine. L'Union européenne et ses pays membres ont une grande responsabilité dans la fin (espérons-le provisoire) de ces rêves puisqu'ils n'ont pas été capables d'offrir dans l'urgence une perspective immédiate et concrète de dialogue et de coopération, et puisque des erreurs géostratégiques dramatiques ont été commises par eux et par leurs alliés dans la région.

Et pourtant la lumière de milliers de chandelles reste allumée en Tunisie, un vrai laboratoire de la démocratie qui a su réagir avec détermination contre le fondamentalisme et la violence.

Ce pays s'est ainsi enraciné dans le socle constitutionnel, dont les éléments essentiels sont les droits fondamentaux et l'inviolabilité de la dignité humaine. Pourquoi ne pas imaginer qu'un jour, le plus tôt possible, ce pays décide d'entrer dans la très large famille du conseil de l'Europe, une organisation née comme vous la savez au Congrès de La Haye en 1948 ? Pourquoi ne pas imaginer de préparer soigneusement et avec l'aide de toutes les organisations de jeunesse existant dans les deux rives de la Méditerranée un nouveau congrès de La Haye en mai 2018, à Tunis cette fois-ci en l'appelant congrès de la communauté med-eu ?

Je viens rapidement, pour conclure, au thème de cette rencontre milanaise.

Le développement rural est vital pour les deux « mezzogiorno » : celui du sud de l'Europe et celui du nord du continent africain. Il s'agit d'assurer une harmonie qui n'existe pas entre les régions plus riches, les régions en voie de développement et les régions les plus pauvres. Il s'agit de créer de perspectives nouvelles pour les zones internes trop souvent abandonnées. Il s'agit de sauver les jeunes du chantage des fondamentalismes et de la criminalité. Il s'agit de faire face au drame de la raréfaction

(de l'eau, des énergies, de l'alimentation – disons-le ici à haute voix dans cette expo consacrée à l'alimentation – d'un environnement sain, de la santé, d'une façon générale des biens communs).

Le développement rural est essentiel pour contribuer à la solution des deux enjeux qu'on qualifie comme « émergents », mais qui sont au contraire le reflet d'un changement significatif et permanent : le flux croissant (on dit biblique) des réfugiés qui veulent échapper aux guerres et aux violences, et des immigrants économiques qui veulent échapper à la faim, sont aussi un effet de la violence des systèmes politiques et économiques fondés sur la prévarication des uns sur les autres.

Le développement rural nous amène à réfléchir sur les racines culturelles de nos collectivités, que nous devons respecter et faire connaître les uns avec les autres

Le développement rural nous oblige à nous poser la question des formes d'intégration régionale que nous devons sauvegarder dans le nord de la Méditerranée et mettre en place dans le sud.

Je suis convaincu que ce Congrès sera une étape importante sur la voie de la création d'une nouvelle communauté med-eu, et je vous propose d'insérer dans les conclusions de nos débats la mise en place d'un forum permanent de la société civile méditerranéenne-européenne.

Congrès de Milan, 4-6 octobre 2015

---

## **M. George Saliba, Ambassadeur envoyé spécial de l'Union pour la Méditerranée**

First, I would like to thank the organizers for the invitation. I regret that M. Sijilmassi could not attend to the 4<sup>th</sup> Congress of the South-North Mediterranean Dialogue. This Congress is profoundly relevant to the 2015-20 years from Barcelona Declaration and to recent events. There is serious need for dialogue.

### **But what is a dialogue?**

It is a meeting of two or more sides working together towards common understanding. A dialogue requires openness and readiness to accept other ideas.

The Union for the Mediterranean is promoting regional dialogue and cooperation. Furthermore, this meeting is stressing on women and youth. It is our belief that youth and women are a key to economic development.

### **Why youth?**

60% of the population in the South Mediterranean is under the age of 30. One of the main problems facing the youth today is unemployment. In the South Mediterranean, 28% of youths on average are unemployed. In MENA, labour participation of youth average is 32%. If one takes a gender perspective of these figures, younger women are even hit harder.

### **Consequences**

Young people are more vulnerable than any other age group to the risk of violence, radicalism and extremism.

Thus, youth employment is one of our priority topics.

### **Regional force**

The trade between 15 States and UfM member-states represents only 1% of trade between all the 43 member states of the EU.

Intra-trade between 15 partner countries was only 1%:

MERCOSUR: 7.4%

ASEAN: 40%

To conclude, the situation today, after 20 years of Barcelona is not better, which means that we have to work harder.

**Youth Tunisian example:** In reference to the Arab Spring that started with a Tunisian youth setting himself on fire, I opined that other youths would probably take another way to express their frustrations. In the context it was wrong to tell prospective tourists no tot go to Tunisia , this played exactly into the hands of people like ISIL.



Congrès de Milan, 4-6 octobre 2015

---

## **M. David Sassoli, Vice-Président du Parlement européen et de l'Assemblée Euro-Med**

Mesdames et Messieurs,

Bienvenue à l'Expo 2015, qui comme vous le voyez est un phénomène de masse. Je sais en effet que beaucoup d'entre vous ont mis beaucoup de temps pour y entrer.

Toutefois, ceci montre à quel point les thèmes de l'Expo sont intéressants pour l'opinion publique. Avoir l'opinion publique de notre côté nous permet de mettre en œuvre de bonnes politiques publiques.

Aujourd'hui plus que jamais, nous avons besoin de l'opinion publique et, surtout, nous avons besoin qu'elle s'interroge sur les thèmes du présent et du futur.

Les questions à l'ordre du jour pour ce quatrième Congrès sont les mêmes que l'Expo a posées à tous les pays participants : comment nourrir les hommes et les femmes de la planète, comment nourrir le monde et veiller à ce que ces problèmes soient résolus de la même manière dans le monde et dans nos pays.

Dans le même temps, on peut dire, non sans fierté, que l'Europe travaille à l'amélioration de ces enjeux, en se tournant en particulier vers les pays du Sud et du Nord.

Ce n'est pas un hasard si ce thème est abordé à Milan, et donc en Europe. L'Europe, du point de vue de sa « situation naturelle », a toujours été un protagoniste dans la coopération avec les pays de la Méditerranée.

Aujourd'hui, la Méditerranée revient au centre de la politique de nos pays, de nos opinions publiques, et ce parce que cette région est l'objet de grandes préoccupations.

Pour le Parlement européen, je me suis rendu au Liban, où nous avons assisté à plusieurs réunions très importantes de l'Assemblée parlementaire. En effet, personne ne peut échapper aux grandes tensions actuelles liées aux phénomènes de violence et de terrorisme qui s'imposent toujours plus à l'ordre du jour des pays méditerranéens.

Dans le même temps, il y a une autre grande question qui doit être abordée : la pauvreté. La pauvreté des pays du Sud est souvent causée par les mauvaises pratiques des pays du Nord, et pousse ces premiers à se tourner vers ces derniers, c'est-à-dire nous, les pays riches, l'Italie et toute l'Europe.

Que pouvons-nous faire ? La réponse est l'élaboration de politiques concrètes de développement qui offrent en particulier, à certains pays, la capacité de gérer l'économie et les ressources. Ceci permettrait donc d'acquérir des technologies, de collaborer, de coopérer et de mettre en place de nouveaux modèles de développement. Si cela ne se fait pas, les flux migratoires ne cesseront pas.

Bien que cela ne doive pas nous effrayer, cela reste néanmoins un problème majeur à résoudre.

En tant que vice-président du Parlement européen, je pense qu'en ce moment nous avons besoin d'une Europe vertueuse, parce que les Institutions européennes ont peiné à rattraper leur travail et leurs responsabilités. Cela a été difficile parce que la mise en œuvre de politique est généralement compliquée parce que celles-ci vont à l'encontre des grands intérêts. Toutefois, pour le moment, nous avons des Institutions qui parlent également au nom des pays du sud de l'Europe.

Pour la première fois, et c'est un cas extraordinaire, car ce n'était jamais arrivé de cette façon, nous avons un Parlement européen et une Commission qui tiennent compte des pays du Sud de la Méditerranée et en même temps des pays européens de la Méditerranée.

Avoir un partage européen, avoir des ressources en commun, avoir en substance une politique européenne d'immigration.

Nous le demandons et l'avons plusieurs fois demandé déjà, tout en sachant que nous nous adressons à un mur.

Mais aujourd'hui, il semble que ce mur se soit effondré. Voilà pourquoi ce moment apparaît comme particulièrement favorable, nous avons la possibilité d'intensifier non pas un dialogue, mais une coopération étroite entre le Nord et le Sud.

Bien sûr, nous sommes conscients de l'intérêt mutuel entre le Sud et le Nord.

Je tiens à vous remercier de votre invitation et je vous transmets les salutations du président et du Parlement européen. L'Institution est aujourd'hui activement à la recherche de réponses à ces problèmes.

Nous voyons que dans de nombreux pays de la région méditerranéenne, il subsiste un déséquilibre significatif entre les zones côtières, les zones rurales et les zones intérieures. Dans le contexte d'ouverture de votre Congrès, je repense à Sidi Bouzid, une ville située dans au centre de la Tunisie, au cœur d'une région rurale pauvre où Mohammed Bouazizi s'est immolé par le feu en 2010 pour crier son désespoir face au manque de perspectives pour les jeunes gens de sa génération.

Je crois que ce Congrès, Monsieur le Président, doit être dédié à Mohammed Bouazizi.

Congrès de Milan, 4-6 octobre 2015

---

## **D<sup>r</sup> Mohammed Ajlouni, Secrétaire exécutif d'AARINENA**

AARINENA means Association of Agricultural Research Institute of Near East- Africa. First of all, it is really my pleasure to be here with you on behalf of AARINENA and the President, Dr. Mohamed Aziz Darghouth, who really liked to be with us but for some circumstances, he could not make it.

We, at AARINENA, are looking forward to see that this community, the rural community is really left behind. And we would like to see it really happen, especially in this very critical situation that we face in our region, which will be putting more and more pressure on us, on all of us, the North and the South, to keep this development happen, even though we have this “un-enabling” and very critical problem. I cannot say problem because it is really evolved problem, which created other problems.

I think we can be leaders of change. And, if we do that, as partners in the North and in the South, if we engage real partnership, where we use or successful stories to make them real, we can overcome our constraints, which are –as you know – large.

We are, at AARINENA, starting a new strategy. I think we also need to have the efforts of both partners to see the real things and to see the real improvements. You know, when I talk about rural communities, I really have some passion about it, because originally I am from a very poor rural family. We were cooperating, as young kids with our moms and dads to create change. The truth is that now, in my small family, 5 children out of 6 have a PhD, which means that if the whole family, if we are promoting and building the capacities of the whole family - the young professionals, the women, the men -, we can reach development. We have to provide to this community with the real mechanisms, with the real hand tools to build themselves.

From my experience with these rural communities, they have high potential that we have to use. The North can benefit from the South, and the South can benefit the North. We all have a very good heritage, but I believe that we left this heritage behind.

There is another story I want to tell, unfortunately not only the rural community in the region has been left behind. I think that the whole region has been left behind, because of the decisions of the Energy Strategy 2030 where the whole region was forgotten. They are saying that this region is not suffering of poverty.

My colleague has just mentioned that concerning employment, people have been in trouble. You all know that poverty is one of the consequences of the leaders' decisions. I am urging our colleagues in the North to discuss this issue with their governments, their organizations, to reconsider this and to include our region into the investment of the Fund Council, otherwise you will see more immigration and more poverty.



---

## THÈMES ET AMBITIONS DU CONGRÈS



Congrès de Milan, 4-6 octobre 2015

**D<sup>r</sup> Bichara Khader**, Professeur émérite Université Catholique de Louvain

## **Le Monde rural : Le Grand oublié des politiques méditerranéennes de l'UE**

Le thème choisi pour ce 4e Congrès s'est imposé à nous dans la foulée des soulèvements populaires dans les pays méditerranéens et arabes. Qui ose en effet nier **les racines agraires des « révolutions arabes »** à partir de l'immolation du jeune Tunisien Mohammad Bouazizi le 17 décembre 2010 ? Sans être les seuls déterminants de ces mouvements de révolte, il est clair que l'insécurité alimentaire, la hausse des prix des denrées de première nécessité, les effets dévastateurs du changement climatique et la dégradation de l'environnement ont joué un rôle sinon décisif, du moins significatif dans leur déclenchement. En Europe même, on a vu des manifestations de paysans et de fermiers barrant des routes, exprimant leur colère face à la rapacité des grandes surfaces qui engrangent des bénéfices importants à leur détriment.

C'est dire que les mondes ruraux au Sud comme au Nord de la Méditerranée se trouvent confrontés à des problèmes graves même s'ils sont de nature et d'intensité différentes.

**C'est naturellement au Sud que les vulnérabilités et les contraintes sont les plus aiguës.** C'est là, en effet, que le monde rural est largement délaissé par les autorités publiques locales et laissé pour compte dans les politiques méditerranéennes de l'UE. Une prise de conscience nouvelle vient de se faire jour avec des plans de développement régional et rural adoptés par les pays méditerranéens et une plus grande attention portée par l'UE au monde rural. Mais cette nouvelle orientation ne semble pas avoir déclenché un cercle vertueux jusqu'ici pour extraire les populations rurales de la pauvreté, de l'analphabétisme et de l'abandon.

Et pourtant le **monde rural joue un rôle primordial dans les équilibres sociaux et territoriaux.** Il est même **un vecteur d'identité**, en tant que réalité sociale et paysagère. Quel serait en effet l'avenir d'un pays si ses campagnes étaient laissées à l'abandon, désertées par une population qui « n'en peut plus de bosser pour des clopinettes » faute de développement rural durable, d'agriculture dynamique et rentable, et de sécurité alimentaire ? Quel serait l'avenir d'un pays sans enracinement dans l'espace ? Ces questions sont interpellantes, particulièrement au Sud et à l'Est de la Méditerranée où les dynamiques à l'œuvre donnent une acuité particulière à la question rurale et agricole.

D'abord et avant tout **la dynamique démographique.** En effet la population méditerranéenne est passée de 290 millions en 1970 à 480 millions en 2015, et va passer la barre de 530 millions vers 2030. Mais cette croissance est et sera surtout le fait des pays du Sud, où 40 à 50 % de la population et plus d'un tiers des actifs vivent en milieu rural.

Cette évolution démographique, combinée à des politiques économiques déséquilibrées et aléatoires, produit plusieurs effets pervers :

1) D'abord un **émiettement de la surface agricole** handicapant l'augmentation de la productivité et la modernisation de l'agriculture.

2) Ensuite une **insécurité alimentaire inquiétante**. En 1965, l'Algérie couvrait 143 % de ses besoins alimentaires grâce à la production locale. Aujourd'hui, elle peine à couvrir 25 à 30 % de ses besoins. Il est vrai que sa population est passée entre 1965 et 2015 de 8 millions à près de 39 millions.

Les pays arabes dans leur ensemble qui représentent 385 millions en 2015 soit 4 % de la population mondiale absorbent 15 à 18 % des importations mondiales de céréales. Ils déboursent chaque année près de 40 à 45 milliards de dollars pour acheter de quoi se nourrir. Grande consommatrice de pain, comme tous les autres pays arabes, l'Égypte est aujourd'hui le plus gros importateur de céréales dans le monde. De là à parler du couple pain-liberté ; il n'y a qu'un pas. Sébastien Abis rapporte, pour anecdote, *l'histoire de ce match de foot sur la place al-Tahrir au Caire opposant deux équipes : l'équipe du pain et l'équipe de la liberté*.

Écrivant un article en 1988 sur la crise alimentaire dans le monde arabe, je l'ai intitulé « **une calorie sur deux** », pour signifier qu'une calorie sur deux consommées par les Arabes est importée. Déjà à l'époque les Arabes déboursaient 26 milliards de dollars pour leurs importations céréalières.

En moins de 30 ans, la facture a presque doublé et le pire est à venir. Car on importe tout aujourd'hui de la viande argentine, au soja brésilien, au blé canadien, aux fromages français ou au lait hollandais. L'évolution des modèles de consommation y est pour beaucoup dans cette dépendance.

En effet, la rapidité des **transformations des habitudes de consommation alimentaire**, corollaire de l'urbanisation galopante, surprend par son ampleur et on la constate, pas seulement dans les pays pétroliers riches, mais dans tous les pays arabes. Le **transfert du goût** que certains dénomment « l'occidentalisation des modèles de consommation » est un phénomène commun, même si au départ l'apparition des nouveaux modèles de consommation est un phénomène urbain. Ce sont les populations urbaines qui bénéficient des importations alimentaires et qui subissent les premières transformations des modes de consommation. **Les villes ensuite deviennent des « agents de diffusion » par un simple « effet de démonstration »**. Les contacts villes-campagnes et l'exode rural ont largement contribué à la diffusion de ces nouvelles habitudes de consommation.

**L'aide alimentaire fournie par certains pays occidentaux renforce la transformation des habitudes alimentaires existantes** et souvent elle décourage les productions locales par une concurrence déloyale dans la mesure où elle est mise sur le marché à bas prix. En outre, l'aide alimentaire et les subsides aux denrées de première nécessité déstabilisent les agricultures locales en les privant de leurs débouchés naturels et surtout elles peuvent même conduire à l'exode rural en renforçant l'attraction de la ville devenue synonyme « d'opulence ». C'est ce que d'aucuns ont dénommé le « **Mc Donald's syndrome** ».

3) L'accroissement démographique produit un autre effet pervers : **c'est la pression accrue sur les ressources hydriques disponibles**. Déjà plusieurs pays méditerranéens et quasi tous les pays arabes sont en situation de **stress hydrique** (moins de 1000 m<sup>3</sup>/par habitant/par an), voire même en situation de **pénurie** (moins de 500 m<sup>3</sup>), ou **d'extrême pénurie** (moins de 100 m<sup>3</sup>) comme c'est le cas de la Bande de Gaza et de Jordanie).

Les pays du Nord de la Méditerranée disposent de 75 % des ressources hydriques disponibles, mais ils ne sont pas à l'abri de périodes de sécheresse prolongée ou d'épisodes de tempêtes et de précipitations dévastatrices.

Face aux ressources hydriques qui diminuent, peut-on continuer à consacrer 75 à 80 % de l'eau disponible à l'agriculture ? Est-il normal que les fermes modernes où se concentrent les secteurs exportateurs accaparent l'essentiel des ressources hydriques ? Peut-on oublier que les **transferts d'eau contenus dans les produits agricoles représentent un coût écologique insupportable** ? Il suffit pour s'en rendre compte de voir comment le fleuve du Jourdain se réduit à un mince filet d'eau à son embouchure à la mer Morte dont la surface se réduit chaque année.

4) L'accroissement démographique conduit à une **fracture entre villes et campagnes, entre le cordon littoral mondialisé par le tourisme et un arrière-pays paupérisé et désocialisé**. Dans tous les pays du sud méditerranéen, ces fractures se creusent et s'amplifient.

5) **L'accroissement démographique gonfle les villes**. L'urbanisation du monde méditerranéen et arabe est un fait ancien, mais elle s'est développée au cours des 4 dernières décennies à un rythme effréné, d'autant plus qu'outre la croissance naturelle de la ville, celle-ci a été nourrie de manière soutenue par l'exode rural qui a contribué à raison de 40 à 50 % de l'accroissement urbain.

Ainsi **la ville arabe est devenue doublement prédatrice**. D'abord, nourrie de sa propre dynamique démographique et d'exode rural, la ville se gonfle, grignotant des terres agricoles et des périmètres irrigués. L'habitat mange les plaines fertiles (la Ghouta de Damas, la vallée du Nil, La Palmeraie de Marrakech, etc.). Les vergers et les potagers sont repoussés plus loin, quand ils ne disparaissent pas purement et simplement.

Ensuite, **le gonflement des agglomérations urbaines accroît le besoin d'alimentation en eau potable**. Les autorités sont alors confrontées à des arbitrages douloureux, soit en détournant une partie des ressources destinées à l'agriculture et dans ce cas on diminue la production vivrière dont la ville se nourrit, soit en allant chercher l'eau potable plus loin (rivière artificielle en Libye) en risquant de vider des nappes non — rechargeables et d'augmenter la salinité.

Ainsi **la ville livre à la campagne une impitoyable concurrence** pour la terre (bien non reproductible) et l'eau (bien rare) et tend de plus en plus à transformer ses liens traditionnels avec la campagne. Aujourd'hui la ville dépend de l'extérieur à travers les importations céréalières. L'équilibre ville-campagne est rompu.

**Mais la ville n'est pas seulement prédatrice de la campagne : elle s'y infiltre insidieusement, mais inexorablement** changeant certains comportements voire certaines traditions villageoises. Je prends l'exemple de l'électricité et ses effets induits sur la vie villageoise, sur le rôle des parents, sur les traditions orales, etc.

**La campagne prend sa revanche d'une autre manière**. Jadis, la campagne nourrissait la ville. Aujourd'hui, elle tend à la « manger ». D'abord parce que par l'exode rural, le « bled » descend sur la ville, la ruralise par une croissance spatiale démesurée, le développement du logement spontané et non autorisé, et la pression exercée sur les fournitures des services et des infrastructures scolaires, médicales et de transport. **Cette ruralisation rampante affaiblit le concept même de la « citoyenneté »** et aiguise les phénomènes de segmentation qui font de la ville une juxtaposition de solidarités multiples et non coordonnées.

Poussant la réflexion plus loin encore, l'on peut dire que l'exode rural a conduit à une véritable « **perversion du sens de la ville** », puisque les nouveaux arrivants d'origine rurale se concentrent par famille, tribu ou village. Dans de telles conditions, l'individu reste pris dans les filets de sa collectivité qui contrôle le moindre de ses gestes, reproduisant ainsi « le conservatisme des campagnes ».

Ainsi **les ruraux transforment la ville**. Ils croyaient y récolter davantage de bien-être et les voilà entassés dans des bidonvilles insalubres, viviers de tous les mécontentements magnifiquement décrits par le marocain Mahi Binbine dans son roman « les étoiles de Sidi Moumen ».

6) Enfin **l'accroissement démographique exerce une pression sur le patrimoine environnemental**. Sous l'impact du changement climatique et la raréfaction des ressources hydriques, la qualité des sols se dégrade, la désertification avance de manière inexorable et la biodiversité s'érode. Le nord de la Méditerranée n'est pas à l'abri, non plus. Il y a fort à parier que la ceinture de l'olivier va monter 200 à 300 kms plus haut en France et en Italie dans les prochaines décennies, voire années.

Au vu de tout ce qui précède, est-il étonnant que la **pauvreté soit surtout un phénomène rural**, un fléau persistant ? Les ruraux restés dans leur bled ou les ruraux « faussement urbanisés » souffrent toujours de nombreuses pénuries de services, d'infrastructures et de soutien publics. Dans ces conditions, l'économie familiale et l'autoconsommation prédominent, rendant quasi impossible la mise en place d'un système agroalimentaire qui est le « *lien existant entre la ferme et la fourchette* ».

#### **Pour conclure**

Les crises alimentaires à répétition dans les pays du sud de la Méditerranée sont un catalyseur qui met à nu la **vulnérabilité du monde rural et agricole**. Les complémentarités ville-campagne sont menacées et souvent rompues. L'insécurité s'installe. Peut-on ignorer les racines agricoles des révoltes arabes depuis 2011 ?

Pour que les tendances lourdes soient inversées, il faut réinvestir les territoires ruraux, car « *il n'y a pas de territoires sans avenir, il y a des territoires sans projets* »..

Le projet de revitalisation du monde rural doit être axé sur les points suivants :

1. Réduire la vulnérabilité alimentaire ;
2. Atténuer les effets du changement climatique par une meilleure gouvernance des ressources hydriques ;
3. Améliorer le bien-être général des populations rurales pour réduire l'exode vers des villes surpeuplées ;
4. Développer des activités génératrices d'emploi pour les jeunes ruraux ce qui nécessite une diversification de l'activité économique dans les territoires ruraux.

Tout cela nécessite une meilleure coordination des autorités responsables à tous les échelons, national, régional et local. L'UE doit se mobiliser également pour reconnecter villes et campagnes et réduire l'impact négatif des différentes contraintes et fractures alimentaires.



Congrès de Milan, 4-6 octobre 2015

---

**M. Remco Mur, Kit (facilitateur)**

## **Facilitation Team Guidelines**

### ***Introduction***

Rural populations in southern and northern shores of the Mediterranean are facing huge challenges: economic threats, rural migration, social and political changes, pressure on agricultural land, lack of access to services and infrastructure, weak public investment and private competition for natural resources, especially water, increased environmental stress including severe weather events. These challenges have particularly negative impacts on women and youth.

The Milan conference will bring together development actors, farmers, policy makers and entrepreneurs on an equal footing to facilitate an open dialogue, built on respect and mutual appreciation. The goal is to find opportunities and identify collectively the suitable innovations and solutions for rural communities.

The Congress will forge a common vision of the future mission of the Foundation of the South-North Mediterranean Dialogues in collaboration with the Global Forum on Agricultural Research (GFAR). The two organizations in partnership with the Library of Alexandria and with CIHEAM - International Centre for Advanced Mediterranean Agronomic Studies, sponsor and support the policies and programs for these rural communities.

This inclusive dialogue is built on the basis of regional dialogues around the Mediterranean (Volos, Alexandria, Montpellier and Rabat): each of these dialogues brought together public authorities, development actors, farmers and businesses to share examples of local initiatives and to align divided into new forms of cooperation and strengthened at all levels.

After two days of debate, the Milan Congress delegates will adopt a final declaration in order to offer practical and collective actions to implement. The Final Declaration will be presented to ministerial authorities who will expose their policy.

During the Congress, the facilitation team will have a complementary role to the Co-chairs of each of the working groups. In other words, the facilitators are going to support the work of the Co-chairs in assisting the discussions in each of the working groups in English and French (there will be no simultaneous translation during the working groups on Monday) to reach the expected outputs from the working group sessions.

### ***Roles of facilitation team***

*Co-chairs:* coordinate floor discussions, keep the flow; balance regional approaches/interests/gender.

*Presenters:* introduce what the topic of the working group is about, why the topic is important and its key points (in 5 minutes)

*Facilitators:* animate discussions, document with flipcharts and cards, support the Co-chairs work.

---

## **RAPPORTS SUR LES 4 JOURNÉES D'ÉTUDE RÉGIONALES PRÉPARATOIRES**



Congrès de Milan, 4-6 octobre 2015

**M<sup>me</sup> Areti Spanouli et M. Nikos Poutsiakos**, Université de Thessalie – Volos,  
Grèce

*Rapport du Prof. Dr Vincent Legrand (UCL), rapporteur Nord,  
présenté par Mme Spanouli et Mr Poutsiakos (Université de Thessalie)*

### **Résumé de la rencontre à Vólos, en Thessalie, Grèce**

Ce rapport est composé de trois parties et se termine par une série de recommandations politiques. La première partie évalue la situation des communautés rurales de la Méditerranée (en particulier dans le cadran nord-est de la région, avec la Grèce comme un foyer) en termes très concrets avec un rappel de quelques résultats de base. La deuxième partie montre deux changements de paradigmes qui ont été identifiés au cours de la journée d'étude. La troisième partie montre le terme fédérateur commun concernant les défis auxquels les communautés rurales sont confrontées : connexion ou liaison, ou en termes plus opérationnels, la mise en réseau. Enfin, une série de recommandations axées sur les politiques est mise en avant pour l'action et de plus amples recherches.

#### **1. La situation des communautés rurales : un rappel de quelques résultats de base**

- 1.1. Dans les quelques dernières années, les communautés rurales ont été touchées par les changements sociaux, économiques et politiques. (Pluriactifs, néo-ruraux, retraites, concurrence accrue, recomposition territoriale, affaiblissement du poids électoral des agriculteurs)
- 1.2. Le manque de ressources économiques et les possibilités de réduire les services dans les zones rurales et a provoqué la migration interne.
- 1.3. Ceux qui ont moins de 40 ans constituent seulement le 6 % de la population rurale en Grèce.
- 1.4. L'exode des jeunes est un phénomène qui est augmenté par un mauvais service, les revenus, l'emploi, l'éducation et le développement des capacités.
- 1.5. Les femmes et les jeunes en particulier sont confrontés à l'inégalité des chances.
- 1.6. La gouvernance locale est pauvre et il y a un manque de représentation et de participation.
- 1.7. Il y a un manque de communication et la compréhension entre les différentes parties prenantes.

#### **2. Deux changements de paradigme : au niveau micro et macro**

##### **2.1. Changement de paradigme au niveau des communautés rurales et la fracture rurale-urbaine**

Le premier changement de paradigme concerne les communautés rurales et est lié à l'évolution transformatrice du fossé rural-urbain. Après des décennies d'exode rural, l'urbanisation et la

marginalisation des communautés rurales, il y a une représentation positive renouvelée du rural : une renaissance qui est déjà ou potentiellement basée sur un nouveau contrat social entre l'urbain et le rural, même si la mondialisation rend les frontières entre les deux de plus en plus floues avec l'émergence de « rurbans » et « territoriens ».

2.2. Changement de paradigme au niveau des sociétés humaines et de l'humanité dans son ensemble : la faible croissance mondiale de la population, de la nourriture, de l'environnement et de l'agriculture

Le second changement de paradigme concerne les sociétés humaines et de l'humanité dans leur ensemble et est lié à des questions relatives à l'agriculture et de l'environnement, de plus en plus confrontés à des ressources faibles. Une ère post-productiviste semble émerger, même si la sécurité alimentaire en termes quantitatifs ne peut pas simplement être mise de côté avec le défi de la croissance de la population mondiale — en deux mots : « développement durable » pour l'ensemble de l'humanité.

### 3. Le défi de connexion/liaison/réseau

La journée d'étude a été marquée par un terme fédérateur commun concernant les défis auxquels les communautés rurales sont confrontées : la connexion ou la liaison, ou en termes plus opérationnels, la mise en réseau — un phénomène qui a augmenté en raison des innovations technologiques dans les matériels/physiques ou virtuels moyens de communication, entre autres le World Wide Web et les réseaux sociaux. Plus précisément, quatre catégories de réalités de connexion ou de défis ont été identifiées dans les communautés rurales : connexion (1) pour eux-mêmes ; (2) avec les autres parties prenantes ; (3) pour l'application des capacités, les infrastructures et l'accès à la terre ; (4) pour l'environnement et la question du développement durable.

#### 3.1. Connecter les communautés rurales elles-mêmes

Les communautés rurales doivent définir leur propre destin. Pour cela, ils doivent se connecter entre eux afin de construire leur vision et d'articuler leurs valeurs et intérêts. Ceci est une condition nécessaire avant sa promotion à travers une approche bottom-up.

#### 3.2. La connexion des communautés rurales vers les autres parties prenantes

Les communautés rurales doivent être habilitées afin d'être capable d'articuler leurs valeurs et leurs intérêts à l'égard des autres parties prenantes : les entreprises et les entrepreneurs, les marchés et les organismes publics, entre autres grâce à la décentralisation. Plateformes innovantes fondées sur une vision commune et un langage commun devraient améliorer les possibilités de mise en réseau afin de participer à des partenariats public-privé.

3.3. Sensibiliser les communautés rurales à l'application des capacités, aux infrastructures et à l'accès à la terre. Ces capacités d'application devraient être promues à travers l'éducation, la formation et l'entrepreneuriat. Infrastructure devrait être encouragée afin d'améliorer l'accès aux services. Accès à la terre doit être renforcée, en particulier pour les jeunes, ce qui signifie des changements dans la réglementation de la propriété.

3.4. Connecter les communautés rurales pour l'environnement et la question du développement durable

Les communautés rurales doivent être connectées au défi mondial de développement durable : les sociétés humaines et les ressources environnementales de plus en plus tendues dans la perspective de la sécurité alimentaire. Non seulement sur le plan de l'agroécologie, mais aussi dans une perspective écologique dans un sens plus large : la multifonctionnalité de l'agriculture en termes de multiples activités, comme les activités rurales non agricoles.

### **Conclusion et recommandations politiques**

Tous les défis mentionnés ci-dessus sont à relever afin de rendre l'agriculture et le « retour à la terre » attractifs, en particulier pour les femmes et les jeunes : générer des revenus est bien sûr nécessaire, mais les perspectives d'une « bonne vie » en termes qualitatifs sont également nécessaires.

Last but not least, les « mondes » de la science, la pratique et la prise de décision doivent également être connectées. Dans cette perspective, le présent rapport se termine par des recommandations politiques à la fois d'action et de plus amples recherches.

#### **Les recommandations de politique pour l'action :**

1. Motiver les jeunes à retourner à la terre.
2. Responsabiliser les jeunes grâce à des changements de politique, entre autres dans le domaine de l'accès à la terre.
3. Appliquer des capacités par l'éducation et l'entrepreneuriat.
4. Mettre en place des plateformes innovantes fondées sur une vision commune et un langage commun.
5. Appliquer les capacités de mise en réseau et la mise en place de partenariats.
6. Mettre en place des partenariats capables.
7. Habilitier les communautés locales à développer les zones rurales.
8. Traverser le fossé entre la science, la pratique et la prise de décision.

#### **Recommandations politiques pour poursuivre les recherches :**

1. Adopter une approche systémique, pour que toutes les questions en jeu soient interconnectées (tendues ressources environnementales, la production alimentaire et la consommation, le revenu rural et la qualité de vie, l'accès aux services par le biais des infrastructures, l'application des capacités...).
2. Adopter une méthodologie pour évaluer la pertinence de ce qui est suggéré avant de l'appliquer.
3. Adopter un processus de recherche participative afin d'inclure le public cible (communautés rurales) en elle, en particulier lors de la rédaction des documents d'orientation.



Congrès de Milan, 4-6 octobre 2015

---

## **D<sup>r</sup> Sameh Fawzy** , Bibliotheca Alexandrina – Alexandrie, Égypte

The Bibliotheca Alexandrina organised the second preparatory work for the Congress of 2015. The meeting was titled “The Left Behind: Rural Communities in Times of Transitions”, and took place on 8-9 November 2014 in Alexandria.

The meeting tackled several important themes such as: agricultural policies, good governance, employment, education, capacity-building, rural investment, and migration, in addition to the discussion of good practices and case studies.

The participants reflected the wide range of topics; there were academics, researchers, policy-makers, NGO practitioners, and representatives of business associations.

The meeting included theoretical discussions of the topics stated above, and initiated a debate on many development experiences in rural communities. The case studies presented were rich and diverse with several outcomes that underlined the following important aspects:

- Cooperation between development agencies and business (agri-business in small farms, supporting olive growing farmer business, consolidating milk collection communities, etc.)
- Building community development based on practice and learning (Sekem University)
- Developing a positive relationship between people and their surrounding environment (producing untraditional cattle fodder from agricultural residues, manufacturing furniture from palm midribs)

The discussion of multi-dimensional practices in the area of rural development helped underline some important conclusion such as:

1. Developing countries suffer from lack of socio-economic development. Comparison between urban and rural communities reveals that the latter drastically lack jobs, public services and infrastructure. Nevertheless, rural communities, for development practitioners, are still important source of creativity emerging from thorough interactions between people and their surrounding environment. As such, development should not be introduced as an imposed urban technical formula, but rather as a journey of mutual learning, positive interactions, and capacity building processes.
2. Development has many aspects: cultural, social, economic, spiritual and political. Looking at development as only a materialistic process hinders the ability of local communities to mobilize available resources and provide inhabitants with a strong sense of ownership. Development, as a comprehensive uplifting process has to include social capital formation (networks based on trust, cooperation, problem solving techniques, etc.) in addition to the needed actual physical work.

3. Sustainable development is a constant process that includes positive interactions between people and their surrounding environment. The more people can build positive relationships with their local context, the more they can get a robust and accumulative development experience. Some important practices show that rural communities learn how to re-use the agricultural residues to feed their live-stock, and make furniture out of palm midribs, etc.
4. Social research should not be separated from development. The socio-economic changes taking place in rural communities is by definition part of social research. This is typically what development research in modern communities do and what we, at the Bibliotheca Alexandrina, are keen to do. Indeed, one of the problems of social studies in developing countries, is the separation between study and practice.
5. Agriculture has been extended outside rural communities. Farms are now established in what was seen for decades as purely desert land. However, the relationship between people in both cases and their surrounding environment is different although they perform the same economic task. Both agricultural communities have different work relations, life styles, and a different view of irrigation, etc.
6. The documentation of development experiences is very limited, if it exists, in many developing countries. This results in a limitation of knowledge-exchange, of building a “developmental memory”, and of learning from previous experiences.
7. Rural communities in Egypt, unlike Western countries, introduce different development experiences in terms of population. Most are overpopulated and unable to include their youth population, who are, as a result, forced to move to major cities to work within either the official or unregulated economy; migrate to oil-wealthy Gulf countries or European societies. The empowerment of rural communities should include a potential for absorbing the surplus of population in agricultural, industrial and commercial projects.
8. Development is inseparable from public policies. The democratic development State, in development literature is basically dependent on public policies created according to genuine need assessments, and designed to achieve cooperation between modern governance actors like government, civil society and the private sector. The need for transparent, vibrant and progressive public policies seems indispensable in the area of rural development.

Finally, the empowerment of rural communities underlines important aspects of modern thinking about development like sustainability, accessibility, good governance, best use of social capital, in order to transform these communities to become both productive and inclusive.

Congrès de Milan, 4-6 octobre 2015

---

## **M. Julien Frayssignes, CIHEAM-IAM – Montpellier, France**

### **Rappel contexte :**

La troisième journée d'étude (11-12 décembre 2015, Montpellier, France) s'est tenue en marge du séminaire international « *Les territoires ruraux en Méditerranée – quelles politiques publiques pour accompagner les dynamiques de développement ?* », organisé par le CIHEAM – Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier.

Cette journée était structurée autour de 4 sessions :

- Session 1 : Inégalités au niveau national et régional, exode rural
- Session 2 : Politiques agricoles, bonne gouvernance, nouvelles populations et développement des mondes ruraux
- Session 3 : Emploi, éducation et renforcement des capacités, accès aux services, infrastructures et investissement rural
- Session 4 : Utilisation durable des ressources naturelles, biodiversité, sécurité alimentaire, santé et nutrition

Des discussions ont tourné autour de nombreux sujets, qui témoignent de la richesse et de la diversité du monde méditerranéen. Les questions suivantes ont notamment été abordées :

- La gestion durable des ressources naturelles
- Le régime alimentaire méditerranéen et qualité des produits
- La gouvernance et rôle crucial des autorités locales.
- L'accompagnement agriculture familiale
- La sécurité/souveraineté alimentaire

Il est impossible de tout évoquer ici, j'ai donc préféré insister sur deux grandes idées qui me paraissent transversales, et qui sont également ressorties lors des autres journées régionales où l'IAMM était présente : Volos et Rabat.

### **Question des représentations du monde méditerranéen, enjeu central**

On est souvent confronté à une perception défavorable, négative de la ruralité méditerranéenne. Très souvent considérée comme répulsive, synonyme de pauvreté, siège de troubles sociaux.

L'agriculture notamment, mais pas seulement : les emplois agricoles sont dévalorisés, difficiles, mal payés et en conséquence peu attractifs pour les jeunes.

Donc, il existe un certain mépris et en particulier par les élites politiques, notamment dans les pays du sud. Cela se traduit par des visions persistantes, qui se doublent parfois d'une méconnaissance totale, et cela se ressent dans le système éducatif agricole.

Un problème critique de « répulsivité » est à l'origine des drames humains que l'on connaît.

Deux types de conséquences notamment :

1. Le fait que, à cause de ces visions anciennes et persistantes, les territoires ruraux ont ainsi été très souvent laissés pour compte des politiques de développement, qui ont d'une part privilégié des formes d'agriculture intensives dédiées à l'exportation, et surtout d'autre part le développement des littoraux au détriment de l'arrière-pays.

Il en résulte d'importants déséquilibres territoriaux dans les pays du Maghreb, où de nombreuses campagnes s'appauvrissent.

2. Dans certains pays du sud, les travailleurs agricoles et ruraux n'ont aucun statut reconnu, notamment les femmes qui constituent la majorité de la main-d'œuvre agricole, familiale et salariée. Absence de statut professionnel, d'une protection sociale, de salaires rémunérateurs, problématique. Reconnaissance du métier d'agriculteur.

Une situation qui explique notamment les profondes mutations institutionnelles dans les pays, les Printemps arabes.

### **Pour autant, une volonté de reprise en main**

Ne pas noircir le tableau, le second point.

On assiste en effet à une volonté de la part des décideurs politiques de reprendre en main le développement de ces territoires délaissés et de se saisir de la question rurale, en réaction en quelque sorte.

Le postulat : les espaces ruraux sont potentiellement porteurs de dynamiques de développement. Agriculture certes, mais aussi emplois non agricoles (tourisme, artisanat, services)

Des exemples de politiques, de réappropriation du rural :

- la création d'une Direction du Développement Rural au Maroc
- la refonte des dispositifs des Projets de Développement Rural Intégré en Tunisie,
- la Politique de Renouveau Agricole et Rural (PRAR) en Algérie

- le programme *Land Reclamation en Égypte* sont autant de témoins de cette réappropriation du rural par les états.

Mais en Europe aussi :

- la stratégie de développement rural à l'horizon 2020 UE
- aussi et surtout, la mise en place par l'Union européenne de l'initiative ENPARD (porté par IAMM), politique de voisinage avec la Méditerranée, dont il sera question demain,
- ainsi que des dispositifs de jumelage institutionnel (MAAF) sur la thématique rurale sont également révélateurs du caractère désormais prioritaire de cette question.

Cette reprise en main insiste notamment sur les enjeux environnementaux, forte imprégnation (PAC, mais pas seulement).

- Enjeux de préservation de la biodiversité, Méditerranée comme réservoir
- Enjeux de définition de règles pour la gestion durable des ressources naturelles : en premier lieu l'eau.
- Enjeux de redéfinir des politiques alimentaires notamment en fonction de leur impact environnemental, santé et environnement sont liés.

Donc, une évolution positive me semble-t-il, espoir.

Voilà, 2 grandes idées qui mettent l'accent sur une nécessité forte : celle de mieux connaître ces territoires ruraux, de mieux connaître leurs besoins, leurs faiblesses. D'où les enjeux pour les instruments politiques (observatoires), mais aussi et surtout pour la recherche et les universités. La Méditerranée reste mal connue.



Congrès de Milan, 4-6 octobre 2015

---

**P<sup>r</sup> Najib Akesbi, Université Agronomique et Vétérinaire Hassan II – Rabat,  
Maroc**

Je voudrais rapidement, sur le contexte, vous dire que la rencontre de Rabat a eu lieu les 20 et 21 avril à l'Institut Agronomique et Vétérinaire de l'Université Hassan II de Rabat, avec une quarantaine de participants dont une vingtaine d'intervenants (enseignants-chercheurs, intellectuels, activistes, partenaires de la société civile) et avec la présence de collègues d'Algérie, de Tunisie et de la Mauritanie. La rencontre est bien donc régionale.

Pour aller à l'essentiel et en guise de cadrage, je vais faire un certain nombre de constats puis passer aux recommandations que je vais essayer également de synthétiser le plus possible.

Mes collègues qui m'ont précédé ont fait le même premier constat, celui d'un monde rural à la fois délaissé et méconnu, insuffisamment étudié et de ce fait, discriminé. Je ne vais pas reprendre ce qui a été dit, mais il est important d'attirer l'attention sur la méconnaissance du monde rural. L'élite, qui travaille sur ces questions-là, a dans une large mesure, pendant un certain temps, pêché une certaine méconnaissance. Les élites sont largement urbaines, elles préfèrent que les personnes de milieu rural viennent en ville pour les étudier plutôt que d'aller à la campagne pour voir ce qu'ils font, comment ils vivent. Il est vrai que nous avons accumulé une certaine méconnaissance.

L'évolution se fait quant à elle sur deux niveaux. Il est important de rappeler l'approche démographique et non pas seulement l'approche économique. Que vivent nos campagnes ?

D'un côté, nous avons des cohortes de jeunes qui arrivent chaque année sur le marché du travail. Il s'agit du legs du baby-boom des années 1950, 1960, 1970.

Puis l'agriculture, en tant qu'activité productive, n'est plus un secteur qui peut faire vivre les jeunes, la population active à la campagne. Toutes les études et recherches montrent que, l'agriculture en tant que telle, ne permet plus de vivre, de faire vivre la population qui y travaille, d'où la nécessité d'activités extra-agricoles.

Mais l'agriculture, non seulement, ne permet plus de faire vivre, elle ne permet pas non plus de nourrir la population, d'où la question de la sécurité alimentaire. C'est le premier point.

Le deuxième point a largement été évoqué par Bichara Khader, il s'agit de la ruralisation des villes et de l'urbanisation des campagnes. C'est peut-être un phénomène qui s'est accéléré ces 10 – 15 dernières années notamment avec l'apparition de nouvelles technologies, de l'information. C'est une évidence : les ruraux vivent de plus en plus comme des citadins, et beaucoup de citadins vivent comme en « douar », ce qui signifie « village » en arabe, des villages insérés/encastés dans une réalité urbaine.

Ce sont des choses qui nous désarçonnent nous les chercheurs. Il est vrai que nous avons des difficultés à saisir ces nouvelles réalités, comme l'a dit Julien Frayssignes, mon collègue de Montpellier, un très vaste champ dense de recherche s'ouvre à nous.



---

## III. LES DÉBATS EN ATELIERS

QUATRIÈME CONGRÈS DE DIALOGUE SUD-NORD MÉDITERRANÉE

Varèse

5 OCTOBRE





Photo de famille à Varèse et travail en ateliers – 5 oct. 2015

Les documents qui suivent ne reflètent pas la totalité des discussions mais seulement les exposés introductifs. Les conclusions ont été synthétisées dans la Déclaration finale reproduite en tête de ce document.

## Photo de famille

Congrès de Milan, 4-6 octobre 2015

---

## **ATELIER 1**

### **INNOVATION EN AGRICULTURE, RESSOURCES NATURELLES ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE**

Coprésident : **M<sup>me</sup> Gül Gunver Turan**, Mouvement européen – Turquie

Coprésident : **Dr Mohammad Ajlouni**, Secrétaire exécutif d'AARINENA

Intervenants : **M. Fouad Ammor**, Groupement d'Études et Recherches sur la Méditerranée

**M. Abdellatif Mahmoud**, IHEC – Carthage

## **ATELIER 5**

### **PLATEFORMES D'INNOVATIONS : AMÉLIORER LE REVENU ET LE BIEN-ÊTRE PAR L'AGRICULTURE ET LA GESTION DE RESSOURCES NATURELLES**

Coprésident : **M. Mark Holderness**, GFAR

Coprésident : **M<sup>me</sup> Baya Zitoune**, Association Nationale Femme et Développement Rural



## M<sup>me</sup> Gül Gunver Turan, Mouvement européen – Turquie

Welcome to you all to this session entitled Innovations in Agriculture, Natural Resources and Food Security.

What the future reserves us consist mostly of challenges, the primary ones being an increase in world population which is expected to rise to 9.7 billion in 2050 resulting in a tremendous increase in food demand. FAO's researches demonstrate that the world will need 70 % more food by then if not more. The need for water is another issue. Demand for water used for irrigation, personal use, drinking water will increase. All these challenges will be taking place at a time when we expect climate changes resulting in higher temperatures, droughts, fires. Changes in climate does not only have an impact on crops produced, on breeding animals for food purpose but it also causes various changes in diseases seen in animals, and in pests affecting crops. Add to this the increase in pollution and its side effects and we are in a vicious circle where one challenge leads to another...Innovations are necessary but where are we to start from...

Commercial growers of agricultural products favour few varieties of agricultural crops leading to a high dependency on few staples. It is said that during the 20 th century 75 % of world crop diversity was lost and that only 30 crops provide people with 95 % of the needed energy. To meet the increase in meat consumption genetic engineering is used to breed animals. To preserve crops wild relatives seed banks are created. Trying to produce crops without using agricultural land is on the agenda since population increase leads to urbanisation leading to loss of usable land for agriculture. Deforestation is also an outcome of this urbanisation causing thus climatic change. I could go and on but it is time to leave the floor to my co chair, then to the discussant and finally to the participants of this workshop. We shall thus discuss the topic under three headings: Challenges, Opportunities, and Actions.



**M. Abdellatif Mahmoud, IHEC - Carthage**

## **Les problématiques du développement régional et local en Tunisie**

Dès le début des années soixante du siècle dernier, le développement régional et local dans les pays du bassin méditerranéen, a été pensé de manière différenciée d'un pays à l'autre. Au nord, les Européens ont en fait l'un des piliers des politiques « d'aménagement du territoire » et de rééquilibrage des disparités économiques et sociales entre les régions. Au sud de la méditerranée, les préoccupations sont plus nuancées. Au Maroc comme en Tunisie par exemple, les autorités publiques ont déployé des batteries de mesures pertinentes pour susciter la croissance économique et une meilleure distribution spatiale des activités. Ce n'est qu'au début des années 90, que ces pays se sont attelés à bâtir un système cohérent de soutien à la création d'entreprises, impliquant le secteur privé comme partenaire de taille. Le développement régional est devenu désormais, une affaire nationale. C'est dire l'ampleur du projet et les enjeux que présente la « redistribution harmonieuse » des activités économiques.

Avec des résultats plus ou moins probants, la Tunisie s'est dotée d'un tissu de Petites et Moyennes Entreprises (PME) notamment dans les industries manufacturières tournées vers les marchés internationaux. Ceci a entraîné l'installation de plusieurs centaines d'entreprises, filiales de grandes multinationales, off shore, participant activement à la création d'une bonne part de la valeur ajoutée.

Néanmoins, si les « volontés » se sont focalisées sur la création de revenus aux populations installées dans les arrières pays, il n'en demeure pas moins que : (i) les effets induits des incitations financières et fiscales qui ont été mises en place, et (ii) le coût socio-économique à long terme en matière d'inégalités et de déséquilibres entre les territoires, seraient de nature à créer des problématiques nouvelles, parfois aigües, qu'il faudrait en tenir compte dans la période actuelle de transition. Parmi ces problématiques nouvelles, il ya lieu à souligner au moins deux :

- L'apparition de chômage d'un type particulier : celui des jeunes diplômés, qui plus est, touche des populations déjà vulnérables (les femmes plus que les hommes, les régions périphériques ou rurales plus les régions côtières et enfin le Sud du pays plus que le Nord.
- Le coût financier supporté par l'État, et le coût écologique supporté par les régions, sont tellement élevés qu'il serait opportun aujourd'hui de réfléchir sur la nécessité d'un autre modèle de développement régional

Ainsi « La question régionale » aujourd'hui en Tunisie serait la clé de voute des futurs choix stratégiques de la politique économique des prochaines années. Répondre, de manière judicieuse à ces problématiques, exige que : [i] l'État accorde aux Collectivités locales davantage de responsabilités « territoriales » et [ii] les réponses apportées s'appuieraient sur un partenariat solide avec les « régions européennes »...



Congrès de Milan, 4-6 octobre 2015

---

## **ATELIER 2**

### **RELANCER LE RURAL : INVESTISSEMENTS, INFRASTRUCTURES ET GOUVERNANCE**

Coprésident : **M. Henry Marty-Gauquié**, Banque européenne d'investissement

Coprésident : **M. Ahmed Bassalah**, Méditerranéen

Intervenants : **M. Gérard Peltre**, RED – Mouvement européen de la Ruralité

**M. Mohamed Lahmar**, Chargé de projets dans les régions rurales – Méditerranéen

**M. Fouad Ammor**, Groupement d'Études et Recherches sur la Méditerranée

**M. Carlo Bresciano**, « Pourquoi Ferrero a-t-il choisi d'implanter ses nouvelles usines en région rurale ? »

**M. Charles-Ferdinand Nothomb**, « Exemple de coopération rurale transnationale »

## **ATELIER 6**

### **INVESTISSEMENT INTÉGRÉ : JOINDRE LES INFRASTRUCTURES RURALES ET LE CAPITAL SOCIAL**

Coprésident : **Pr Najib Akesbi**, Université Agronomique et vétérinaire Hassan II

Coprésidente : **M<sup>me</sup> Fiani G. Dorra**, Knowledge Economy Foundation

Intervenants : **M. Gérard Peltre**, RED-Mouvement Européen de la Ruralité



## **M. Henry Marty-Gauquié, Banque européenne d'investissement**

### **Pour une relation euro-méditerranéenne revitalisée après 2015**

Depuis les indépendances nationales, les sociétés arabes ont connu de profondes mutations : l'éducation s'est généralisée – notamment pour les filles – et les niveaux de natalité ont baissé ; l'habitat, les relations sociales et le modèle patriarcal ont été profondément impactés par l'urbanisation ; l'ouverture des sociétés et les nouvelles technologies ont considérablement accru l'information et les attentes des citoyens.

Par contraste, les structures politiques issues des années 1960 sont restées en grande partie inchangées, c'est-à-dire marquées par le poids de l'État, les habitudes autoritaires, les liens de la rente. Cet écart manifeste entre des compositions politiques immobiles et une jeunesse en mouvement constitue l'une des causes des révolutions arabes. Depuis 2011, le jeu est plus ouvert et seul l'accompagnement de cette nouvelle dynamique permettra une stabilité pérenne de la région. Pour autant, l'histoire des révolutions arabes est loin d'être déjà écrite.

#### **L'incontournable question de la modernisation de l'État**

Un processus conflictuel agite et continuera d'agiter en profondeur les sociétés arabes méditerranéennes en transition. Ce processus met en scène une logique de recomposition, souvent confuse, opposant de puissantes forces de mouvement – la jeunesse, les couches défavorisées, les partis en révolte contre l'État – et de considérables forces d'ordre : l'armée, les classes moyennes, mais aussi certains mouvements islamiques. La situation en Libye et en Syrie montre le désordre et la violence que recèlent ces confrontations, tandis que la situation en Égypte témoigne de la puissance des logiques d'ordre. En Tunisie, la capacité de compromis montrée par les forces politiques et par la société civile apparaît comme un modèle de recomposition politique concertée ; cela fait de la révolution tunisienne une exception heureuse, mais infiniment fragile.

De fait, la contradiction entre les aspirations libérales de la jeunesse et les réflexes autoritaires des couches conservatrices rend évidemment difficile la définition d'une perspective de long terme. Cependant, les constituants se sont attachés, au-delà de la gestion des urgences, à définir les principes d'un futur contrat social en réponse aux revendications des sociétés civiles. Cet exercice a mis en lumière la difficulté de la transformation de l'État : d'autoritaire et identitaire, celui-ci devrait se muer en régulateur et arbitre entre les différentes aspirations sociales, religieuses et économiques de la société.

Or, la rédefinition d'un État crédible au service d'un contrat social partagé est essentielle pour le relèvement d'une nation et sa capacité à restaurer la confiance dans la durée. Au cœur de cette mutation se trouve la résolution de la question de la rente. Elle s'inscrit en effet au plus profond des sociétés méditerranéennes comme ayant son origine dans la forte prévalence du lien — familial ou tribal — sur le droit. La rente explique les principales difficultés des sociétés méditerranéennes et les nombreuses frustrations emmagasinées durant tant d'années avant les soulèvements populaires de 2011. L'exclusion des zones rurales est liée à la protection du pouvoir concentré dans les zones riches et les capitales ; la marginalisation des jeunes résulte de l'accès aux postes par le capital social et non par le mérite ; les hauts niveaux de corruption s'expliquent par le monopole du pouvoir politique à distribuer la richesse.

Les constituants du Partenariat euro-méditerranéen étaient bien conscients de ce point nodal de la transformation des sociétés du Sud de la Méditerranée. Portés par l'esprit positif résultant des accords d'Oslo et de la résolution de la crise des Balkans, les concepteurs des accords de Barcelone escomptaient que les effets positifs du libre-échange induiraient des transformations politiques conduisant à éroder les rentes dans ces pays. Il n'en a rien été : en l'absence de politiques structurelles assurant la répartition de la richesse entre les territoires et les générations, les rentes privées se sont substituées aux rentes publiques quand les pays ont opéré leur désarmement douanier.

### **La Méditerranée, bien public régional et mondial**

Compte tenu de l'importance géostratégique de la Méditerranée, de sa vulnérabilité climatique, de ses insécurités humaines et de l'accumulation durable de risques telluriques, la réussite des processus de transition dans les pays du Sud devrait être regardée comme un « bien public régional et mondial » par la collectivité internationale.

C'est pourquoi la coopération internationale — de l'Union européenne en particulier — est essentielle pour accompagner ces transitions. Loin de songer à la création d'un nouvel appareil institutionnel pour la Méditerranée (dont l'histoire récente éclaire les limites et les espoirs déçus), il conviendrait de renforcer le maillage des institutions existantes autour de la politique euro-méditerranéenne qui est la seule à disposer de moyens significatifs en termes d'expertise, comme de dotations financières.

Et, afin d'assurer un appui efficace à la transition démocratique dans les pays arabes, il conviendrait de poser une dynamique d'accompagnement associant portage politique, appui financier et mutualisation des savoirs à travers des plateformes d'assistance technique de portée régionale comme celle du Centre pour l'Intégration en Méditerranée (CMI). Créé en 2009 par la Banque mondiale et la BEI pour appuyer la modernisation des politiques publiques au Sud et à l'Est de la Méditerranée, le CMI réunit le soutien de 9 gouvernements dont 7 de pays des rives Sud et Est de la Méditerranée ([www.cmimarseille.org](http://www.cmimarseille.org)).

Les mutations économiques des pays arabes en transition embrassent toute une série de domaines dont certains relèvent des choix de société, et d'autres de la convergence vers des standards internationaux en vue de faciliter l'insertion réussie dans une économie mondialisée.

À la catégorie des choix de société appartiennent deux nexus qui n'ont pas encore été ni pleinement analysés, ni arbitrés par les sociétés arabes en transition. Il s'agit d'une part, des priorités essentielles à l'organisation du développement humain : sécurité alimentaire/gestion des eaux/transition énergétique. Il s'agit d'autre part du nexus touchant à l'organisation sociétale : emplois/aménagement du territoire/décentralisation de la gouvernance. Sur ces questions, complexes, mais incontournables, la coopération internationale ne peut qu'aider à l'arbitrage des peuples en facilitant la compilation des savoirs et leur dissémination à l'échelle régionale.

À la catégorie des points de convergence vers les standards de la mondialisation appartiennent trois axes, étroitement complémentaires : la composition progressive de chaînes de valeur euro-méditerranéennes par des coproductions entre Nord et Sud de la Méditerranée (i), l'appui au développement de l'économie de la connaissance et à la mobilité des personnes légalement installées sur l'espace commun (ii) et le soutien à l'économie rurale et au développement régional (iii).

Sur ces sujets, la coopération internationale peut être considérée comme décisive : de sa réussite dépendra un sens de l'appropriation et une vision régionale partagés entre le Nord et le Sud, gage de

stabilité et mieux-vivre ensemble dans l'une des régions les plus fragiles d'un monde de plus en plus instable.

### **Chaînes de valeurs régionales et mobilité des savoirs**

L'organisation du système productif entre les deux rives de la Méditerranée cantonne actuellement les économies du Sud sur des segments à faible valeur ajoutée autour de contrats de sous-traitance ; cette organisation favorise l'expatriation ou le déclassement de la main-d'œuvre qualifiée de ces pays. Or, ce modèle économique est en contradiction avec la double mutation que connaissent les appareils de production mondialisés : d'une part, le rapatriement d'activités industrielles à l'intérieur des espaces régionaux ; d'autre part, la part croissante des services aux entreprises à forte valeur ajoutée (R&D, design, marketing...) dans les chaînes de valeur industrielles.

Les expériences américaine et japonaise montrent que le redéploiement de l'appareil productif sur leurs glacières méridionaux, intégrés dans un espace régional organisé, est non seulement la garantie de conserver un appareil de production sur son propre sol, mais aussi de le renforcer. C'est pourquoi les relations euro-méditerranéennes devraient favoriser des stratégies concertées de partage des chaînes de valeurs régionales, suivant la répartition de segments spécifiques capables d'offrir des opportunités d'emplois pour les jeunes qualifiés des pays du Sud. Pour réussir cette mutation, la coopération euro-méditerranéenne devrait aider les pays du Sud à investir dans le passage à la société de la connaissance et le renforcement du contenu technologique de leurs emplois. Cette transformation, qui ne peut être que graduelle, suppose d'abord la modernisation et l'ouverture internationale des appareils éducatifs par le développement des contenus pédagogiques, des normes de formation et des certifications d'enseignements qui tiennent compte des évolutions et des attentes des clientèles consommatrices des chaînes de valeurs dans lesquelles les pays du Sud auront réussi à s'insérer.

Ces transformations seraient grandement facilitées par la généralisation des échanges pédagogiques entre les deux rives de la Méditerranée favorisant la circulation des savoirs, l'appropriation de constats partagés et de solutions concertées. L'Euro-Méditerranée devrait pouvoir organiser ces mobilités des étudiants et enseignants, et financer les systèmes de convergence puis reconnaissance des formations. À cet égard, il faut reconnaître que le dispositif mis en place depuis un demi-siècle par le CIHEAM est unique dans la région.

### **Développement territorial et modernisation rurale**

La gestion centralisée des espaces territoriaux et la méfiance des pouvoirs autoritaires envers une population rurale abondante et peu éduquée ont suscité l'exclusion de larges parties des populations, notamment des jeunes ; ceux-ci n'ont souvent eu comme perspective que l'exode vers les grandes villes du littoral ou l'émigration à risque vers le Nord. La tension qui en a résulté a été un puissant facteur du soulèvement démocratique de 2010-2011 et persiste cinq années plus tard, sous forme d'une radicalisation que les récents événements de Tunisie sont venus, hélas, illustrer.

Pour autant, le modèle européen de modernisation de l'espace rural – basé sur l'exode et d'importants transferts financiers – n'est pas transposable dans les pays du Sud méditerranéen : l'abondance de la population concernée (entre 30 et 50 % du total), son faible niveau d'éducation, le sous-équipement des villes peu demandeuses de main-d'œuvre non qualifiée et l'absence de moyens financiers pour augmenter l'intensité capitaliste de l'activité agricole imposent un constat : le maintien de l'exploitation agricole familiale sera une nécessité.

Dès lors, si l'on tient compte des pressions qu'imposent le changement climatique et la précarité hydrique en Méditerranée, la seule option réaliste consiste à renforcer la productivité par

l'amélioration des techniques familiales de culture, la prise en compte des contraintes environnementales, l'adoption de démarches qualitatives et la mise en place de circuits courts. Ces modernisations ont des implications culturelles et sociales fortes que seules les populations concernées peuvent arbitrer : développement de l'économie sociale et solidaire dans les territoires, politiques œuvrant à l'émancipation féminine dans le domaine coopératif et agricole, décentralisation de la gouvernance territoriale et de la décision bancaire du financement de l'économie, etc. La coopération de l'Union européenne peut toutefois les appuyer par la mise en place d'outils financiers spécifiques (tels que les financements à impact social, la micro finance et l'appui à l'économie sociale et solidaire) et par la valorisation de plateformes régionales d'échanges des savoirs, tous instruments qui sont relativement peu coûteux et très efficaces.

Les sociétés méditerranéennes des rives Nord et Sud sont aujourd'hui placées devant des défis collectifs : croissance et emplois durablement faibles, montée des inégalités et des crispations identitaires, modernisation défailante de l'État et revitalisation du « vouloir-vivre ensemble ». La transition économique et sociale à réaliser devra nécessairement s'appuyer sur une coopération euro-méditerranéenne revisitée pour appuyer trois points d'attention :

- la nécessité de poursuivre l'ouverture économique du Sud, mais en la conditionnant à la mise en place effective de politiques d'inclusion, stabilisatrices de ces sociétés ;
- un accompagnement vigilant des capacités de résilience des économies dans leurs points de faiblesse : monde rural, activités informelles, gouvernance ;
- l'élargissement des opportunités offertes aux jeunes et aux femmes par la création de chaînes de valeur incluant le Sud sur des segments de productivité industrielle et de services partagés.

Pour l'Europe comme pour les économies du Sud, le choix est de définir ensemble une nouvelle coopération au service d'une vision régionale et d'un avenir commun. C'est dans cette perspective qu'il convient aussi de regarder les nouveaux Objectifs de développement durable (ODD) mis en place dans le cadre de l'agenda post-2015 des Nations Unies : des cibles globales pour atteindre des résultats sur des intérêts communs transnationaux, quand bien même les réalités nationales et locales offrent un large éventail de diversités et d'enjeux spécifiques.

La Méditerranée est riche de son hétérogénéité. Cela ne doit toutefois pas l'empêcher d'avoir des dynamiques et des visions partagées sur les défis qui dépassent les frontières, mais touchent toutes les sociétés.

## **M. Gérard Peltre, RED – Mouvement européen de la Ruralité**

... « Un peuple sans mémoire est un peuple sans avenir » ; « Il n’y a pas de territoires sans Avenir, il y a des territoires sans projet » ; « Aide-toi, le ciel t’aidera ! »....

Voilà autant de citations d’actualité à méditer en veillant qu’elles soient valorisées par les dirigeants et populations des États et régions, au profit du développement de la diversité des territoires ruraux !

### **Mémoire et constat pour le futur : Entre challenges similaires et destins contrariés !**

Je sais l’apport important des civilisations et des sociétés rurales du Sud et du Nord Méditerranée au projet européen. Je sais aussi leur rôle d’éclaireurs du futur et de la connaissance dans bon nombre de domaines (sciences...). L’élargissement justifié, à marche forcée, de l’Europe vers les pays de l’Est depuis l’effondrement de l’empire soviétique aura de fait retardé le développement, essentiel (on le mesure plus que jamais aujourd’hui), d’échanges et partenariats approfondis entre l’Europe et les pays du Sud Méditerranée...

Je sais aussi que notre longue marche européenne en faveur de la reconnaissance des droits fondamentaux des personnes (La Charte européenne des droits fondamentaux a depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2009 un caractère juridique contraignant) peut essaimer vers les pays du SUD. Les peuples y aspirent, comme les Européens, à la reconnaissance de la diversité des cultures, à la libération des initiatives et des destins, à l’accès à la connaissance et à l’emploi, à l’espérance d’un développement équilibré dans tous les territoires et à la reconnaissance de l’apport des territoires ruraux...

Je sais que nous partageons aussi le rôle déterminant et pourtant insuffisamment pris en compte, des femmes dans les processus de développement local rural, mais aussi l’enjeu de l’attractivité de la diversité des territoires ruraux pour les Jeunes. Je me souviens, moi qui suis né dans un village et y suis revenu pour redynamiser le développement du territoire, que mes parents m’avaient fait faire des études supérieures pour partir « Réussir ma vie » en ville...

Je sais encore que nous sommes confrontés au même défi du dérèglement climatique et de l’épuisement annoncé des énergies fossiles. Les réalités ou impacts sociaux, territoriaux, agricoles et alimentaires y seront par contre, bien différents du fait des situations géographiques, des potentialités en ressources endogènes (eau...) ! Il y a certes là des désastres annoncés. J’y vois un formidable gisement d’innovations sociales, territoriales, économiques que nous nous devons d’explorer en commun.

Et puis les soubresauts d’une économie mondialisée, les extrémismes, avec leurs atrocités... qui malmènent encore et encore les destins....

Les pays du Nord et du Sud Méditerranée ont des destins mêlés (une communauté de destin ?) qui imposent aujourd’hui plus que jamais de dynamiser les solidarités et partenariats gagnants/gagnants.

Il s’agit là, à mon sens, d’un enjeu en forme de challenge à partager et mobiliser dans des coopérations à amplifier entre territoires de l’espace Sud — Nord Méditerranée.

S'engager dans cette voie, c'est choisir un rempart dynamique, contre les extrémismes et les pauvretés qui font leur lit ou encore contre les migrations non choisies ! Les territoires ruraux ont en ce sens de nombreux atouts à faire valoir et un rôle important à jouer.

Ils ont pour ce faire besoin de reconnaissance, de compétences, de méthode de développement sachant mobiliser toutes les forces vives. Il y a là un objectif à faire inscrire dans la nouvelle politique de voisinage.

J'ai pu identifier, fin septembre de cette année à Milan, lors des travaux du sous-comité leader Européen auquel j'appartiens, que des coopérations entre territoires Leader européens et des territoires du Sud méditerranée étaient déjà engagées. À développer !

**La reconnaissance des territoires ruraux en pôles de développement et d'innovation :  
Le premier enjeu !**

« Un engagement que l'association internationale Ruralité développement porte et que le Mouvement Européen de la Ruralité partage »

Les Initiatives innovantes, pour la qualité de vie des habitants et le développement durable (valorisation à haute valeur ajoutée des productions agricoles ou artisanales de terroirs, développement de services de proximité, pratiques et créations culturelles, préservation et valorisation de la biodiversité, interrelations ville campagne, formation Développement...), foisonnent dans la diversité des territoires ruraux des régions de France, d'Europe et nul doute des pays du Sud de la Méditerranée.

La profession agricole a largement contribué aux innovations sociales et économiques rurales structurelles, notamment avec le système coopératif en agriculture, la formation agricole par alternance au cœur des territoires ruraux (Maisons familiales rurales)... L'agriculture représente un secteur socio économique important, voire déterminant dans certains espaces ruraux. Mais limiter la perception des territoires ruraux à cette seule activité occulterait la diversité économique et sociale qui fonde leur vitalité.

Les territoires ruraux ont dans leurs gènes, comme le reconnaissent déjà les ministres de l'Aménagement du territoire du conseil de l'Europe en 1978, une formidable capacité d'anticipation et à relever les défis sociaux et économiques qu'imposent les mutations... Et pourtant les territoires ruraux sont en fin de compte, de ces points de vue au moins, méconnus, voire dévalorisés... Y compris par bon nombre de ruraux, même, qui n'osent pas croire à leur potentiel.

Réveillons toutes ces initiatives en les remettant dans le contexte des stratégies et mobilisations locales qui les ont fait naître. Le concept du développement local en est un élément des références qui a inspiré l'initiative LEADER européenne. Né en France à la fin des années 1970, il a été promu par les États généraux des Pays en 1982, puis mis en politique publique, dès le 9<sup>e</sup> plan (1984) sous l'impulsion de l'Association Nationale pour le Développement local et les Pays (j'en ai été le président de 1983, date de sa création, à 1989).

Capitalisons ces initiatives innovantes en les inscrivant dans des centres de ressources...

Il y a là un vaste chantier mobilisateur de « remontée » des territoires à engager que RED a commencé à mettre sur le métier... Il est urgent que les territoires ruraux soient enfin identifiés et reconnus par les décideurs et acteurs locaux, mais aussi par leurs partenaires publics, comme de véritables pôles de développement et d'innovation à fort potentiel.

L'inscription en 2006, à l'initiative de RED, dans le glossaire Européen de la définition du concept de Pôle Rural (un territoire rural, qui peut être irrigué de petites villes et dont le développement est adossé à une stratégie co construite et mise en œuvre avec les acteurs locaux...) en ouvre la voie

Les territoires ruraux n'attendent pas de « soins palliatifs » ou encore de simples soutiens voire de compensations. Ils ont besoin de cette reconnaissance ! Cette reconnaissance, en « terres » de projet et d'innovation, les territoires ruraux la revendiquent !

Elle est essentielle pour permettre aux nombreuses initiatives d'éclore, pour mobiliser les forces vives et donner envie à des jeunes formés ou à des investisseurs de venir s'engager dans le développement de la diversité des territoires ruraux.

Elle est aussi déterminante pour que les ruraux eux-mêmes osent croire au potentiel d'avenir de leurs territoires. Ils s'étaient convaincus (ou résignés), avec les décideurs, à ne reconnaître pour « eldorado » du futur et moteur du développement que les villes. Reléguant alors les territoires ruraux au seul statut d'espaces agricoles (voire récréatif) au point même que les deux termes d'agriculture et de ruralité se trouvent aujourd'hui souvent associés de manière exclusive et décalée

C'est le moment !

La nouvelle période de programmation européenne en ouvre l'opportunité alors que l'embrasement extrémiste et le dérèglement climatique en créent la nécessité et l'urgence.

Les territoires ruraux doivent y être présentés comme des territoires d'avenir où le futur peut se construire en partenariat équilibré avec les pôles urbains.

Nous n'en sommes pas encore là en Europe où les territoires à dominante rurale représentent pourtant 56 % de l'emploi, de l'union, 59 % de sa population... Ils ont ainsi un rôle essentiel à jouer pour la croissance et l'emploi et le bien-être des peuples comme le traité de Lisbonne y fait référence.

Pour l'heure, la place réelle de la diversité des territoires ruraux pour réussir les objectifs de la stratégie 2020 de l'UE (croissance intelligente, durable et inclusive) reste encore assez floue (même si le principe de croissance inclusive porte en lui l'enjeu de cohésion territoriale [inscrit à l'article 74 du traité]).

L'appel pour un livre blanc de la ruralité, lancé par le mouvement Européen de la Ruralité, sous l'impulsion et présidence de RED a pour ambition d'en faire corriger la réalité. Il prend en référence les potentialités et objectifs précités et préconise le recours généralisé à l'approche LEADER pour dynamiser le développement local mené par les acteurs locaux [un objectif préconisé dans les règlements de l'UE pour la période 2014-2020 que les États membres mettent encore insuffisamment en œuvre].

Cet Appel pourrait aussi servir de socle à une recommandation pour l'évolution de la politique de voisinage et un appel aux États du SUD Méditerranée.

Une méthodologie et des coopérations pour bouter la désespérance hors des territoires en permettant à leurs habitants de prendre conscience du pouvoir agir

« Des clés pour faciliter la mise en œuvre des projets et les coopérations Sud – Nord Méditerranée avec les options ouvertes à l'échelle de l'UE pour la période de programmation 2014/2020 »

C'est le moment de dépasser les inquiétudes voire les désespérances [qui font le lit de tous les extrémismes] et de retrouver la certitude du pouvoir Agir... C'est le moment de montrer qu'il est possible de réussir, par l'action collective, un développement choisi qui offre des perspectives à chaque individu, à chaque territoire rural de l'espace Sud – Nord Méditerranée...

Cet espoir « créatif », aux potentialités réelles, il convient de le faire germer dans des coopérations proactives sans dépendances, puis pousser dans des stratégies territoriales de développement, localement choisies et menées par tous les acteurs.

C'est le moment de prendre toute la mesure des potentialités, pour un développement territorial choisi, des réseaux d'échange et de partage de connaissances, des démarches collaboratives qui doivent être au cœur des coopérations à dynamiser à l'échelle de l'espace Sud – Nord Méditerranée. Les territoires ruraux ont notamment pour cela d'avoir accès au très haut débit Internet.

Il est important et sans doute possible d'intégrer à la politique de voisinage, les orientations et dispositifs de développement qui prévalent pour les territoires ruraux de l'UE. Des programmes de coopération suisses et norvégiens proposés [par appel à projets] à des territoires ruraux du centre et de l'Est européen s'en inspirent.

Pour information, l'UE préconise en l'inscrivant dans les accords de partenariat avec les états membres :

De relever les défis de croissance et d'emploi par le développement territorial intégré mené par les acteurs locaux [LEADER/DLAL] et l'innovation [sociale et technologique]. La Stratégie 2020 [pour une croissance intelligente durable et inclusive] en cadre les objectifs et moyens en proposant des règlements convergents aux différents fonds [cadre stratégique commun pour le FEADER, le FEDER, le FSE, et le FEAMP], des instruments et dispositifs de soutien à l'Innovation : « Horizon 2020 » avec notamment le partenariat Européen pour l'innovation en agriculture, foresterie...

De renforcer les coopérations entre les territoires ruraux et les villes

Il y a là matière pour inspirer une méthodologie de développement territorial convergente importante et dynamiser les coopérations à l'échelle de l'espace Sud – Nord Méditerranée.

Quelques recommandations issues de mon expérience d'élu local depuis 38 ans [37 ans de mandat de Maire rural] et de militant du développement local

« Une certitude acquise à faire partager dans le cadre du dialogue Sud-Nord Méditerranée ».

On peut agir efficacement pour un développement choisi au sein des territoires ruraux » et pour l'obtention de politiques adaptées aux besoins de financement des projets !

Il convient pour cela :

- De définir collectivement ce que l'on veut faire en l'inscrivant dans des stratégies territoriales adaptées, construites et mises en œuvre avec les acteurs locaux, qui ouvrent de réelles perspectives à tous les individus et aux acteurs de se connaître : Un lien social pérenne qui se tisse et un réseau d'acteurs propice à l'innovation qui se met en place.
- De développer l'accès à l'ingénierie pour les territoires et permettre le développement des compétences :
  - Des acteurs et actifs
  - Accès à la connaissance et formation tout au long de la vie
- De stimuler l'initiative et accompagner l'entrepreneuriat :
  - Par la mise en œuvre de dispositifs d'accueil et d'accompagnement des porteurs de projet, en veillant à ce que toutes les forces institutionnelles et professionnelles en présence soient au service de la réussite du projet de chaque entrepreneur
  - En diffusant la culture de l'entrepreneuriat chez les habitants et acteurs des territoires en positionnant notamment les établissements scolaires en partenaires de ce challenge et des enjeux de développement ;
  - En unissant l'ensemble des acteurs de la chaîne de soutien au développement intégré des territoires... autour d'une connaissance partagée des mécanismes et enjeux du développement local intégré et de l'entrepreneuriat. Il s'agit là de proposer des dispositifs qui permettent une formation partagée des acteurs, des cadres administratifs et des institutions concernées
- De stimuler la mobilisation des acteurs et investissements publics et privés. Il est ainsi indispensable de montrer aux acteurs privés d'un territoire qu'ils sont partie intégrante des enjeux de son développement. Les approches participatives pour l'élaboration des projets de développement doivent, en particulier, porter ce sens. C'est aussi comme cela que la mobilisation de l'épargne des habitants au service du développement local pourra être facilitée. Il n'est pas toujours nécessaire d'avoir recours à des outils compliqués. J'en ai fait l'expérience.
- D'adosser la mise en œuvre des stratégies territoriales de développement à des stratégies financières adaptées qui valorisent le partenariat public privé. Une approche initiée dans ma toute petite commune rurale. J'y ai adossé [dès le début des années 1980] la stratégie partenariale de développement communal [inscrite dans un projet intercommunal sur initiative communale] à une stratégie financière. Il s'agissait d'optimiser aussi la valorisation du partenariat public/privé pour compenser la faiblesse des ressources budgétaires. L'approche intégrée et la programmation des opérations le permettant.
- Il s'agissait de favoriser [et même privilégier] les opérations d'investissement [aménagement, immobilier, équipement] qui :
  - Répondent à des besoins [services, logement...] identifiés dans la stratégie de développement
  - Génèrent [pour partie au moins] des ressources budgétaires en capacité d'amortir les charges résiduelles d'emprunt et de fonctionnement [limitation stricte des charges permanentes de fonctionnement]
  - Stimulent l'investissement privé local et le cas échéant la consolidation voir le développement d'activités économiques ou associatives locales
- De faire évoluer l'appréciation, souvent restrictive, du risque d'entreprendre en territoire rural. Cette appréciation freine l'entrepreneuriat et l'investissement privé.

C'est en particulier le cas pour les petits projets dont le risque statistique est jugé important par les financiers. Il appartient, là, à chaque institution publique de prendre l'initiative de réunir l'ensemble des acteurs concernés [institutions, banquiers...] autour de l'objectif de réussite du projet porté par un entrepreneur donné.

Il peut aussi s'agir pour elles de s'engager en partenaire de l'entrepreneur dans le montage et le suivi de son projet voire de sa mise en œuvre. De nombreuses solutions existent. Elles sont :

- D'accompagnement de projets
  - Financières : capital risque, crowdfunding, crowdsourcing...
- Accompagnement formation [formation développement] à l'émergence et au suivi de croissance du projet, plateformes d'accompagnement à l'innovation...

La condition sine qua non étant la cohérence avec le projet de territoire. L'approche LEADER européenne en offre l'opportunité financière et méthodologique [GAL]

- De valoriser les possibilités ouvertes avec la Stratégie européenne d'innovation « Horizon 2020 » et les programmes de coopération en veillant à une facilitation d'accès pour les Pays du Sud Méditerranée.
- De développer l'accès au très haut débit Internet dans les territoires ruraux pour
  - Développer ou consolider l'accès aux services [santé, commerce...]
  - Stimuler le travail en réseau
  - Favoriser les coopérations

## Préconisation pour la politique de voisinage et le renforcement de coopérations avec les organisations européennes

### ● Politique de voisinage

Favoriser la mise en œuvre des fonds de soutiens aux pays du SUD Méditerranée en les adossant sur les règlements et dispositifs de l'UE : LEADER/CLLD, Erasmus +, horizon 2020...

Favoriser l'émergence de réseaux ruraux nationaux, selon le modèle du réseau rural de l'UE en veillant à organiser une coopération forte avec le réseau rural européen et les réseaux ruraux nationaux

Inciter et accompagner l'élaboration dans les États du Sud Méditerranée de livres blancs de la ruralité en convergence avec les orientations de l'UE. L'appel pour un livre blanc de la ruralité lancé par le Mouvement européen de la ruralité pouvant être utilement valorisé à cet effet.

### ● Coopération avec les organisations européennes du Mouvement européen de la ruralité

Certaines organisations ont déjà des coopérations engagées. Il s'agira de les développer et d'ouvrir de nouvelles voies de coopération : Formation par Alternance, sport de Nature, tourisme, produits d'origines, performance énergétique du patrimoine bâti, aménagement foncier, développement local mené par les acteurs locaux...

**M. Carlo Bresciano, Entreprise Ferrero**

## **Pourquoi Ferrero a-t-il choisi d'établir de nouvelles entreprises en région rurale ?**

Procédons d'emblée à la lecture de la préface d'un livre écrit, en 2003, par le sociologue Francesco Alberoni, à l'occasion de la célébration du vingtième anniversaire de la Fondation Ferrero :

« Il existe des endroits dans lesquels, à un moment donné de l'histoire, on assiste à la création d'une dynamique sociale et culturelle extraordinaire. C'est alors qu'émergent de grandes personnalités et que s'accomplissent de grandes œuvres. Nous avons tous en mémoire les moments glorieux d'Athènes ou de Florence, mais un tel processus peut aussi se réaliser à une échelle plus réduite, dans une petite ville, dans un village, lors de périodes propices à la prospérité. Pensons à Maranello, où naquit la Ferrari, ou encore à Ivrea à l'époque d'Adriano Olivetti. Et bien, c'est ce qui se passa également à Alba, où naquit la Ferrero, seule véritable multinationale italienne, qui n'est d'ailleurs pas seulement une entreprise, mais qui est aussi une famille ainsi qu'une communauté. Elle est en revanche bien plus qu'une entreprise puisqu'elle interagit avec le territoire où elle est implantée ainsi qu'avec la société civile dont elle a émergé et dont elle tire sa force tout en l'enrichissant à son tour en participant à sa prospérité. »

Alba ne serait pas la ville prospère qu'elle est aujourd'hui, ni les Langhe patrimoine de l'UNESCO, si Ferreron'avait existé.

Nous vivons alors la période de l'immédiat d'après-guerre ; les Langhe sont très pauvres et aspirent, comme toute l'Italie, à un renouveau tout en rêvant à leur développement.

Le refus des jeunes filles à les épouser incite les paysans à émigrer de leur campagne vers la ville.

Cette tendance aura des conséquences dévastatrices dans le sud de l'Italie, où de nombreux villages se désertifient.

Ferrero est alors en pleine expansion ; elle a besoin de main-d'œuvre, de personnes robustes, créatives et sachant travailler.

Au lieu d'inciter les habitants du Centre, du Sud et du Nord-Est à se déplacer, Ferrero va s'appuyer sur une main-d'œuvre locale, qu'elle trouvera dans les Langhe. À cette fin, la société crée un réseau d'autobus pour aller chercher les travailleurs à la maison et les y reconduire. De ce fait, chacun peut continuer à vivre à la maison et y faire prospérer sa terre.

C'est ainsi que, grâce à l'entreprise implantée sur son sol et à son développement progressif, la ville va contribuer à revitaliser progressivement les campagnes, au lieu de les détruire.

C'est sciemment que Ferrero ne monopolisera pas le temps de ses ouvriers ; elle va, en effet, intentionnellement les laisser s'absenter afin qu'ils puissent prendre soin de leur terre au moment où celle-ci en a besoin.

Les travailleurs vont faire bénéficier leurs terres du savoir-faire industriel acquis ; avec l'argent gagné à la ville, ils vont acheter de nouveaux équipements et rendre leurs entreprises agricoles prospères, en plus d'éviter leur décadence.

En outre, les besoins en noisettes de Ferrero vont l'inciter à promouvoir leur culture, à en améliorer la qualité et à en augmenter la production. Ainsi, une nouvelle fois, les campagnes vont pouvoir s'abreuver de cette nouvelle source de revenus.

Cette main d'œuvre recouvre par conséquent la double qualité de « paysans – ouvriers » ; à ce titre, ces travailleurs persistent dans le rôle de petits entrepreneurs locaux, dont la créativité ainsi que la capacité à prendre des risques sont constantes.

Ils constituent donc une main-d'œuvre, non pas passive, mais active et initiative, très précieuse pour une entreprise dont l'un des moteurs est la créativité.

Ferrero va se développer très rapidement et constitue un exemple de ce qu'il est courant d'appeler « le miracle économique italien ».

Penchons-nous à présent sur les caractéristiques de cette première expérience extraordinaire, que Ferrero a tenté de reproduire par la suite, lors de ses implantations à l'étranger.

- 1) Maintien du territoire rural en évitant que les campagnes ne se désertifient ;
- 2) Volonté de ne pas s'appuyer sur les collectivités en évitant l'accomplissement de travaux d'urbanisation ;
- 3) Implantation là où est la main d'œuvre est disponible, même si celle-ci ne détient pas un haut niveau de qualification ;
- 4) En tant qu'entreprise agroalimentaire préoccupée des aspects environnementaux, volonté de s'implanter loin d'entreprises polluantes, telles qu'une fonderie ou un producteur de solvants.
- 5) Fidélisation plus aisée des travailleurs en zone rurale ; cet aspect est très important pour la qualité du produit ainsi que pour l'attention avec laquelle le travailleur exécute son travail. Il en découle une diminution des déchets et du gaspillage.
- 6) Valorisation des matières premières locales comme les noisettes, le lait ou le sucre.

Ferrero Allemagne est créée en septembre 1956 ; il s'agira du premier exemple d'internationalisation en Italie dans notre secteur d'activité.

À l'instar de Ferrero Italie, elle voit le jour en « province », loin des grandes métropoles industrielles, dans la localité d'Allendorf, située à 150 km de Francfort, au cœur d'une des plus belles et des plus denses forêts de l'Assia.

En 1956, Allendorf compte à peine 4000 habitants et se remet péniblement de la guerre.

Comme on peut aisément l’imaginer, ses premiers pas sont laborieux... Au début, seul un produit y est élaboré. Il s’agit de Cremalba.

Pourtant, six mois après sa création, Ferrero Allemagne compte déjà 60 salariés. Un an après celle-ci, 150 personnes y travaillent.

Pour pallier les besoins croissants en effectifs de cette nouvelle société, il conviendra d’aller chercher de la main d’œuvre en dehors d’Allendorf, dans les petites villes environnantes, comme ce fut le cas pour Alba, quelques années plus tôt.

Pour ce faire, un service d’autobus Ferrero, similaire à celui d’Alba, y est organisé.

Le « Mon chéri » est lancé en 1957 et rencontre un énorme succès.

En 1961, le nombre de salariés atteint 3 500 personnes !

La Ferrero France est créée en 1960, à Villers-Ecalles., située à 25 km de Rouen.

Une fois encore, une zone quelque peu décentrée est préférée aux grandes villes industrielles.

Néanmoins, tout comme à Allendorf, cet endroit peut parfaitement être exploité afin de profiter des infrastructures sur lesquelles nos produits devront voyager.

La Ferrero Ardennes est créée en 1989. Elle démarre son activité dans l’ancienne usine Levis d’Arlon, alors que cette région est touchée par une grave crise économique.

Une nouvelle fois, Ferrero s’installe là où de la main-d’œuvre est disponible et, comme chacun le sait, dans une petite ville située au centre de l’Europe, dans un lieu hautement stratégique d’un point de vue logistique.

Au fil des ans, Ferrero Ardennes a largement dépassé les objectifs préalablement fixés par les autorités belges.

Il y règne un climat social favorable, souhaité par Ferrero, qu’illustre le fait que, 26 ans après sa création, 65 % du capital humain y détient une ancienneté supérieure à 20 ans.

Ferrero Ardennes est donc parvenue à accumuler un patrimoine considérable de connaissances et de savoir-faire, tout en maintenant un équilibre efficient entre, d’une part, la valorisation des expériences acquises et, d’autre part, la création d’opportunités nouvelles pour les jeunes.

Ferrero Ardennes se distingue par un haut niveau de professionnalisme et de compétitivité ; dans un contexte mondial fortement compétitif, dans lequel le coût de la main-d’œuvre en Belgique est l’un des plus élevés, les performances réalisées à Arlon figurent parmi les meilleures au regard de celles des autres usines Ferrero élaborant les mêmes produits.

En outre, il y a quelques années, les techniciens de Ferrero Ardennes sont parvenus à mettre au point, grâce à leur intuition et à leur niveau de compétence, un nouveau mode d’emballage des œufs Kinder Surprise, améliorant l’aspect esthétique ainsi que la lisibilité des mentions légales présentes sur l’aluminium. Cette innovation technologique a par la suite été adoptée par les autres usines du Groupe.

S'agissant maintenant des entreprises sociales Ferrero, il y a lieu de préciser que ce projet a pour objectif d'étendre l'engagement de Ferrero à contribuer concrètement à l'amélioration des conditions de vie et de développement des populations des régions les plus pauvres du Monde.

C'est un projet dont la mission première se concrétise au travers d'initiatives entrepreneuriales produisant des ressources financières qui permettent de poursuivre toujours plus largement cette mission initiale.

Ladite mission s'articule autour de deux lignes directrices qui sont étroitement liées :

— Création de postes de travail dans les zones les moins développées du pays dans lequel elles s'installent, en apportant aux travailleurs la formation nécessaire et en leur enseignant un métier, de façon à créer les conditions d'une véritable croissance durable ;

— Aide et initiatives sociales visant à la protection de la santé et à l'éducation des enfants dans les zones où les entreprises sociales sont installées.

À cette fin, un fonds social est défini chaque année, et dans chaque pays concerné, selon les volumes produits dans l'usine. En accord avec les autorités locales, ce fonds est employé pour soutenir les initiatives sociales locales en faveur de l'enfance.

Les entreprises sociales Ferrero mettent également en application en Inde et en Afrique le « modèle Ferrero ».

La création de postes de travail au Cameroun, en Afrique du Sud et en Inde pourrait être retenue comme suffisante, mais la valeur ajoutée de ces initiatives découle en revanche du fait que la personne du travailleur est mise au centre du projet, au travers notamment de la formation qui sera garante d'un développement durable.

Cette valeur ajoutée découle aussi de l'organisation de transports des villages jusqu'aux usines afin de permettre aux mères de famille, souvent seules pour élever leurs enfants, de pouvoir travailler, d'une part, et de se consacrer à leur maison d'autre part. Elle signifie la mise à disposition de moyens de transport pour ceux qui n'ont pas la possibilité de se déplacer à moins de faire face à des coûts élevés ou d'affronter des heures de marche.

Cette valeur ajoutée se traduit également dans certains cas par l'octroi d'aides scolaires afin de permettre aux enfants d'étudier. Elle signifie aussi le soutien de petits projets sans but lucratif afin de sauver de la rue les enfants de Mumbai.

De même, grâce aux innovations technologiques, cette valeur ajoutée garantit un niveau de qualité et de sécurité alimentaires identique à celui des produits élaborés en Occident, tout en sachant réhabiliter le travail manuel dans les domaines de l'emballage et des surprises, afin d'offrir du travail au plus grand nombre de personnes ; c'est par ailleurs du respect du territoire que découle l'utilisation de matières premières de producteurs locaux afin de soutenir les filières agricoles locales.

Enfin, la valeur fondamentale de ces entreprises sociales est constituée par le fait que chacune d'elles est associée à des projets sociaux visant à la protection de la santé et à l'éducation des enfants de sorte

que l'entreprise sociale n'est pas une cathédrale dans le désert, mais bien le vecteur de conditions de vie différentes dans la communauté où elle est implantée.

## **M. Charles-Ferdinand Nothomb, Institut de la Grande Région**

### **Exemple de coopération rurale transnationale**

- 1) La coopération internationale et interrégionale entre les régions rurales est utile.
- 2) Il faut veiller constamment, à tous les niveaux, à l'équilibre rural urbain de l'effort d'équipement et de développement des autorités publiques nationales et internationales.  
La coopération entre régions par-delà les frontières est une manière efficace de s'affirmer dans son cadre national comme international.  
Je citerai l'exemple de 5 régions, dans 4 pays différents d'Europe, qui sont associées depuis 20 ans dans un effort de coopération pour leur développement : il s'agit de 2 Lands allemands, la Sarre et la Rhénanie, une région française, la Lorraine, une région belge la Wallonie, et le Grand-duché de Luxembourg associés dans une « Grande Région ».  
Cela les aide à faire valoir leurs intérêts et leurs spécificités vis-à-vis des États dont ils font partie et vis-à-vis de l'Union européenne, mais aussi pour se prêter un soutien mutuel par-delà chaque frontière.

117

Dans ce cadre aussi, comme dans le cadre national, les défenseurs des régions rurales doivent être vigilants pour ne pas se laisser oublier dans la part de l'effort public ou dans la spécificité des mesures à prendre en fonction des besoins.

Ainsi dans la Grande Région (qui compte 11 millions d'habitants) les 5 gouvernements s'étaient mis d'accord sur un schéma de développement centré sur les villes dans l'ambition d'une certaine « métropolisation » pour être dans l'air du temps...

La société civile, polarisée par un « Institut de la Grande Région » leur a fait remarquer que sur les 11 millions d'habitants, seule une petite minorité habitait dans les villes et donc qu'il fallait définir des perspectives de développement pour les autres territoires et principalement les territoires ruraux. L'Institut a déposé après 2 ans d'études en commun, un Livre Vert sur le nécessaire développement des régions rurales. Ce Livre vert est disponible en français et en allemand sur simple demande.



Congrès de Milan, 4-6 octobre 2015

---

### **ATELIER 3**

#### **OPPORTUNITÉS POUR LES FEMMES**

Coprésident : **M<sup>me</sup> Yasmina Taya**, Comité Algérie du Dialogue Sud-Nord Méditerranée

Coprésident : **M. Virgilio Dastoli**, CIME

Intervenants : **M<sup>me</sup> Eljezia Hammami**, ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance  
(Tunisie)

**M<sup>me</sup> Salima Marzouki**, Secrétaire Général, COFO-WANA : Comité des Organisations  
Agricoles, Asie de l'Ouest et Afrique du Nord

**M<sup>me</sup> Baya Zitoune**, Association Nationale Femme et Développement Rural

**M. Placide Muamba Mulumba**, Collectif des Femmes de Louvain-la-Neuve

119

### **ATELIER 7**

#### **DEBLOQUER LE POTENTIEL DES FEMMES PAR LA CREATION DE NOUVELLES ENTREPRISES**

Coprésident : **M. Carlo Bresciano**, Ferrero

Coprésident : **M<sup>me</sup> Eljezia Hammami**, ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance  
(Tunisie)



**M<sup>me</sup> Yasmina Taya , Comité Algérie du Dialogue Sud-Nord Méditerranée**

## **Introduction**

Quel est le rôle de la femme dans la ruralité et quelles sont les opportunités qui lui sont offertes dans cet espace ? Ce sont là les mots clés autour desquels vont s'articuler nos discussions au cours de cette journée.

Comme vous le savez, notre 4e Congrès qui a pour intitulé « Les communautés rurales, ne plus les oublier » se tient en marge de l'Expo universelle ayant pour générique « Nourrir la planète, énergie pour la vie ».

« La sécurité alimentaire » est une problématique à laquelle les Nations unies accordent une grande importance en cette période particulière à bien des égards tout comme l'éradication de la pauvreté, qui est un élément central dans les objectifs du millénaire pour un développement durable

Si les femmes en zones rurales évoluent dans des contextes socio-économiques différents au Sud et au Nord de la méditerranée, elles ont certainement des points communs liés à leur condition de femme

Je ne voudrais pas influencer le débat qui suivra les interventions des membres du panel qui nous donneront des éclairages sur la situation de femmes vivant en zones rurales dans leurs régions, mais je voudrais ajouter que la femme joue un rôle très important dans les revenus familiaux et qu'elle préserve « l'identité de sa localité ». Ce sont là des atouts qui lui offrent des opportunités certaines, pour participer à l'éclosion d'une économie locale répondant aux besoins des populations et participant à une amélioration des conditions tant économiques que sociales des femmes



**M<sup>me</sup> Eljezia Hammami**, ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance  
(Tunisie)

## Femmes rurales en Tunisie

- 1.786.261 femmes vivent en milieu rural, soit :  
**32,4 %** de la population féminine totale en Tunisie  
**50,4 %** de la population rurale totale
- Elles jouent un rôle stratégique dans la sécurité alimentaire et la protection des campagnes tunisiennes contre le dépeuplement et la désertification
- Elles constituent une force de travail incontournable pour le secteur agricole (27 % des actifs en agriculture)

### Femmes et Développement rural...

L'État tunisien a œuvré dès l'indépendance à assurer aux citoyens des deux sexes les droits fondamentaux et a déployé pour cela des efforts et mobilisé des ressources importantes pour l'éducation, la santé, l'amélioration des conditions de vie d'où une amélioration substantielle des indicateurs sociaux en milieu rural et urbain.

### Des acquis indéniables et une amélioration du niveau et des conditions de vie

- Taux national de scolarisation des filles 6-11 ans : 99,1 % (INS, 2014)
- Les femmes en milieu rural ont trois fois plus de chance que leurs mères d'avoir un niveau d'éducation primaire et dix fois plus d'accéder au niveau d'éducation secondaire et supérieur
- Le taux d'analphabétisme des FR (10 ans et +) a régressé (43 % en 2004, 30 % en 2014)
- Augmentation de l'espérance de vie : 70,3 ans (1 999), 74,7 ans (2010) 76.9 ans pour les femmes en 2012

123

### Contraintes

**Faute de modèle de développement inclusif, intégré et équitable, des disparités continuent d'exister entre hommes et femmes et entre régions (causes principales de la révolution) :**

#### Sur le plan social

- Persistance du phénomène de l'**abandon scolaire** qui touche principalement le monde rural et notamment les régions défavorisées
- Trop de femmes meurent encore en donnant la vie (taux national : **44,8/100 000 n.v.**) avec de grandes **disparités régionales** : (N.Ouest:**67**, C.Ouest:**55.9** et S.Est : **56.8**)
- Les femmes rurales restent majoritairement exclues du système de la Protection sociale faute d'adaptation des lois en vigueur aux spécificités de leur travail et de leur statut.

**Sur le plan économique** : le taux de chômage des femmes dans les régions à dominance rurale est le **double**, voire même le **triple** de celui des hommes

- **20 %** seulement des FR disposent d'une source de revenus propre à elles

- **3%** seulement des FR ont une propriété foncière
- Faute de tissu économique diversifié, et de formation qualifiante, le secteur agricole reste le principal employeur des FR, mais dans des conditions inappropriées
- **79 %** des Femmes actives dans ce secteur sont des aides familiales agricoles : leur Travail est non reconnu, car non rémunéré
- Femmes et Développement rural : **contraintes**

#### Sur le plan organisationnel :

- Dispersées, mal encadrées, mal informées et dans le besoin, les femmes productrices — dans l’informel — trouvent des difficultés d’accès aux marchés et aux services.
- Faute d’organisation et de participation à la vie publique, les femmes rurales ont du mal à faire entendre leur voix
- Femmes et Développement rural : **contraintes**
- Situation de précarité économique et de vulnérabilité sociale
- Reproduction de la pauvreté et de l’exclusion sociale
- Disparités entre H et F et déséquilibre entre les régions
- Femmes et Développement rural : **Atouts**
- Après la révolution...
- Un climat d’ouverture et de liberté favorable à la participation et à la revendication des droits
- Une société civile dynamique, diversifiée ayant un rôle actif dans la mobilisation autour de questions fondamentales (civisme de l’État, Droit et libertés, place de la femme) et dans l’éveil de l’intérêt des citoyens à la vie publique et politique
- Femmes et Développement rural : **Atouts**

#### Après la révolution...

- Une participation sans précédent des femmes dans la vie publique à différents niveaux et à travers diverses formes d’action
- Un tournant dans l’approche de la chose publique et des questions de genre et de la place de la femme au sein de la famille et dans la société
- Femmes et Développement rural : **Atouts**
- 

#### Acquis constitutionnels :

- Libertés et Droits humains, Constitutionnalisation des Droits des femmes
- Égalité h/F
- Parité dans la vie publique et politique (instances élues)
- Décentralisation et discrimination positive pour les régions défavorisées
- Femmes et Développement rural : **Atouts**
- Des femmes rurales désireuses de se prendre en charge en créant leur **auto-emploi**, mais sont demandeuses de formation qualifiante, d’appui financier et de soutien logistique (**accès aux services et aux marchés**),
- Existence de programmes nationaux de **L. C. Ab. scolaire** et de promotion de l’**Entrepreneuriat féminin**
- **Une société civile** qui commence à s’ouvrir sur le monde rural et à s’intéresser aux femmes,
- Une prédisposition des structures gouvernementales à travailler en **partenariat** avec les secteurs privé et associatif autour de problématiques de développement et d’autonomisation des femmes,

- L'engagement d'un **débat national participatif** autour du Plan quinquennal de Développement 2016-2020 ; une des s/commissions nationales du Plan est dédiée aux FR,
- La Tunisie est en train d'engager d'importantes **réformes** politiques, économiques et sociales (Institutions constitutionnelles, système éducatif, Protection sociale, travail dans le secteur agricole...), avec une volonté de faire participer toutes les parties prenantes.

#### **Appui attendu de la Politique européenne de Voisinage**

- Appui technique et organisationnel aux Structures publiques et aux OSC en vue d'une meilleure prise en compte des problématiques liées au genre
- Appui à la formation et au développement de l'ESS en tant que levier de promotion sociale et économique et d'autonomisation des femmes
- Appui à la promotion des produits locaux des femmes rurales et facilitation de leur accès aux marchés nationaux et internationaux
- Appui institutionnel pour assurer la participation des FR à la gouvernance locale



## **M<sup>me</sup> Salima Marzouki, Secrétaire Général, COFO-WANA : Comité des Organisations**

### **La femme rurale et la pauvreté.**

L'urbanisation a beaucoup progressé ces dernières décennies. L'évolution démographique enregistre un fort exode rural, notamment à partir des milieux les moins favorisés. Ces flux migratoires sont les indicateurs d'une crise des agriculteurs et de la mauvaise gouvernance dans les zones rurales, impuissante à procurer des emplois et des revenus suffisants aux habitants de ces régions. Le rapport des campagnes à la ville reste soumis à des impératifs d'emplois.

L'investissement dans l'agriculture est au cœur de la croissance économique dans la plupart des pays en développement. La faim et la pauvreté seront dépassées en transformant les agriculteurs de subsistance en petits entrepreneurs, et pourtant, la plupart des pays en développement ne consacrent que 4 % de leur budget à l'agriculture. Les organisations internationales et les donateurs continuent d'ignorer le secteur agricole (difficulté de financements). Sans routes et sans infrastructure de base, les agriculteurs ne peuvent pas recevoir les facteurs de production essentiels dont ils ont besoin pour écouler leurs produits sur le marché.

Sans un régime foncier sûr et sans matériel moderne pour la transformation agricole, les rendements continueront d'être bas, les pertes après la récolte seront élevées et la création d'emplois inexistante. Le chômage frappe plus durement les jeunes et en particulier les femmes. En effet, l'agriculture tient le haut pavé de l'activité féminine, la population féminine active occupée au niveau des exploitations agricoles dépasse les 35 % de la population active agricole. On compte par exemple en Tunisie uniquement 3 % des femmes agricultrices possédant une terre qui dépasse les 20 hectares, sur un effectif de quatre cent mille agriculteurs. De ce fait, une attention plus particulière doit être donnée aux femmes des zones rurales.

Pour combattre la pauvreté, il faut :

- Comprendre et évaluer la pauvreté.
- Évaluer la notion de pauvreté et comprendre leurs besoins liés à l'environnement, aux indicateurs de la pauvreté multidimensionnelle (santé, éducation, abandon scolaire, bien-être...), aux infrastructures scolaires et sanitaires dans les régions défavorisées.
- Initier une démarche participative reposant sur un diagnostic territorial.
- Faire immerger les activités innovantes pour les groupes vulnérables et les plus défavorisés.
- Ancrer la démarche de développement local et le promouvoir.
- Évaluer le présent par rapport aux objectifs des pays méditerranéens (rive nord, rive sud).
- Partager les bonnes pratiques d'innovation sociales dans les différents pays méditerranéens nord-sud.
- Créer un marché méditerranéen commun ainsi qu'un label méditerranéen des produits féminins.
- Renforcer les capacités des organisations professionnelles agricoles et locales.

Il s'agira donc de s'interroger sur les politiques sociales et économiques des pays méditerranéens et leur potentiel de réduire la pauvreté et par la suite de réduire les conséquences néfastes à savoir l'exode rural raté, l'isolement social, la délinquance ainsi que la criminalité.

La stratégie doit être nationale, internationale et de voisinage du bassin méditerranéen pour l'éradication de la pauvreté, en proposant des réformes macro et micro-économiques et en analysant les ressources humaines, financières et naturelles pour atteindre l'objectif « pauvreté zéro ».

Tant que nous n'aurons pas mis l'accent sur ces problématiques, tant que nous n'aurons pas formulé ces revendications, tant que nous n'aurons pas dépassé les slogans et tant que ne se seront pas attelés à élaborer l'alternative économique, sociale et politique : **respect mutuel, démocratie et égalité**. On ne pourra pas parler d'éradication de la pauvreté féminine.

Toute fois, il **faud** avoir la **volonté de le faire**, des **ressources** et une **bonne gouvernance**.

## M<sup>me</sup> **Baya Zitoune**, Association Nationale Femme et Développement Rural

### FEMMES RURALES ET OPPORTUNITÉ

#### INTRODUCTION

Dans mon propos, j'aborderai cette thématique à travers la question de l'autonomisation des femmes rurales qui est au cœur de leur promotion économique et sociale et par voie de conséquence d'un développement réellement durable.

Pour cela, il nous apparaît nécessaire de décrire le contexte environnemental global pour y situer les opportunités et les défis.

#### LE CONTEXTE

En Algérie, le monde rural compte une population féminine importante de presque la moitié de celle des hommes.

Une typologie de femmes rurales diversifiée où nous trouvons des femmes travaillant dans l'agriculture en qualité d'exploitantes agricoles : elles sont « chefs d'exploitation » pour certaines et ouvrières agricoles pour d'autres. D'autres encore travaillent comme aide familiale dans leur propre exploitation gérée par leur époux.

Dans tous les cas, nous y trouvons des femmes de tout âge et de tout niveau qui possèdent des « savoir-faire » acquis souvent par transmission générationnelle ; Nous y trouvons également des jeunes femmes et jeunes filles instruites voire diplômées des universités. Cette donne a changé quelque peu la problématique femme rurale dans notre pays.

Nous avons un monde rural en mouvement avec des territoires qui recèlent de potentialités et longtemps délaissés. Depuis 2004, la politique de renouveau rural, sa stratégie et ses programmes y afférents ont inscrit à l'ordre du jour la revitalisation de ces territoires.

Un des axes de la stratégie développée accorde une importance particulière à la valorisation des métiers ruraux et des produits de terroir dont certains sont le fruit du travail des femmes.

L'agriculture familiale en cours de reconnaissance et de renaissance, où la femme joue un rôle indéniable.

#### LES OPPORTUNITÉS ET DÉFIS

L'existence de généreux dispositifs de création d'emplois et d'activités avec des financements allant du micro crédit (ANGEM), de cent mille à un million de DA, et jusqu'à 10 Millions de DA (ANSEJ),

présentant des facilités de paiement et des avantages fiscaux est une opportunité à saisir pour les femmes rurales.

Par ailleurs, notre pays – comme d’ailleurs l’ensemble des pays du sud et nord – doivent faire face à de nombreux défis : le chômage, qui affecte davantage les jeunes et les femmes avec un salariat de plus en plus saturé, le phénomène des changements climatiques qui impactent négativement les populations rurales en particulier les femmes sans compter les retombées des contre coups de la mondialisation.

Pour libérer le potentiel des femmes rurales, le valoriser et sortir les femmes de l’informel, susciter l’employabilité des femmes en particulier et les responsabiliser, l’entrepreneuriat apparaît la solution idoine qui, par ailleurs, se substitue à l’emploi salarié.

Il représente une opportunité certaine pour les femmes rurales, car les activités génératrices de revenus qu’elles ont pu initier grâce à leur savoir-faire peuvent évoluer en de véritables entreprises et leur assurer plus d’autonomie financière.

Pour les plus instruites d’entre elles, notamment les universitaires, elles peuvent investir des créneaux porteurs et novateurs qui leur permettent de travailler dans leur région et contribuer au développement de leur territoire et éviter le déracinement.

Le choix des créneaux tels que les TIC — ÉCONOMIE VERTE — AGRO ALIMENTAIRE – ÉCOTOURISME sont non seulement porteurs, mais permettent de diversifier le tissu entrepreneurial.

La promotion de cet entrepreneuriat nécessite un accompagnement de proximité en amont et en aval de la création d’entreprises par l’information, la formation, le perfectionnement qui est pris en charge au niveau national par les institutions concernées et le mouvement associatif

Un certain nombre d’autres éléments critiques pour l’instauration d’un environnement propice à l’autonomisation des femmes sont extrêmement importants pour les femmes rurales. (Protéger leurs droits, les mettre à l’abri de la violence et renforcer leurs capacités et les impliquer dans la sphère de décisions au niveau de la gestion de la cité.

## RECOMMANDATIONS

Pour valoriser davantage « les savoir-faire » des femmes rurales et booster cet entrepreneuriat naissant, des échanges entre femmes rurales du sud et du nord sont à programmer

Échanges d’expériences entre Femmes rurales du sud et du Nord doivent être envisagés : voyage, foires, sachant que l’accès au marché reste un problème majeur qui se pose aux femmes rurales.

Des jumelages entre communes rurales impliquant les femmes seraient également des opportunités de poursuivre le dialogue entre les actrices et acteurs des deux rives de la Méditerranée.

Envisager dans les programmes de coopération internationale la promotion de l’entrepreneuriat féminin en milieu rural qui puisse relier les femmes rurales au marché mondial.

## **M. Placide Muamba Mulumba, Collectif des Femmes de Louvain-la-Neuve**

### **RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES FEMMES DU NORD ET DU SUD**

Organisme demandeur.

Le Collectif des Femmes de Louvain-La-Neuve est un Centre d'Insertion socioprofessionnelle (CISP) agréé par la Région wallonne pour la réinsertion socioprofessionnelle des femmes en Belgique et dans les pays du Sud. Il fonctionne sous forme d'une association sans but lucratif. Sa démarche consiste à aller vers les femmes du site ou d'ailleurs et s'inscrit dans une optique de réciprocité, les participantes offrant leur savoir-faire et leurs expériences de terrain. L'association définit les objectifs et les orientations des formations avec les femmes en essayant de répondre ensemble à des besoins et difficultés rencontrés par chacune. Concrètement, le travail de cette institution consiste à orienter et définir une action collective qui a pour but de former, accueillir, et encadrer les femmes migrantes et réfugiées en vue d'une réinsertion professionnelle dans leurs pays d'origine.

Grâce à un travail commun avec les opérateurs locaux du Nord et du Sud, notre dispositif vise à renforcer les capacités des femmes à identifier, lancer et gérer une activité génératrice de revenus afin de faire du retour une démarche constructive et de permettre une réinsertion durable. Il propose un soutien à l'élaboration d'un micro projet de développement par la formation technique, la formation en gestion et le suivi social. Il s'agit d'un des mécanismes d'appui à la petite entreprise et partant à l'émergence de l'entrepreneuriat féminin.

131

#### 1. Introduction

Le programme mis en place par le Collectif s'intéresse en priorité aux femmes, notamment des étudiantes qui sont des agents de développement souvent oubliés et est appliqué dans une approche globale centrée sur la réinsertion socioprofessionnelle au Sud. La spécificité de l'action se situe dans les synergies établies avec les partenaires locaux au Sud, les entrepreneurs formateurs du Nord et les associations des migrants. L'action vise à former le groupe cible pour lui permettre d'acquérir des outils et des compétences pratiques indispensables pour la réalisation de leur projet professionnel, afin de faire bénéficier leur pays d'origine de la formation et de l'expérience acquise au Nord. Il s'agit de la continuation d'autres actions qui s'inscrit dans un plan plus vaste et avec d'autres instances et parties prenantes.

#### 2. Le programme de renforcement des capacités.

Le Collectif des Femmes anime depuis plusieurs années un programme de renforcement des capacités des femmes et d'appui à l'entrepreneuriat. L'objectif de cette initiative est de :

- Développer un réseau en Belgique dans le domaine de la formation en PME et encourager l'implication de différents acteurs susceptibles d'épauler les porteurs de projets ;
- Favoriser le partenariat avec les organisations locales d'appui à la microentreprise et encourager le renforcement de leurs moyens d'action sur place ;

- Soutenir les initiatives individuelles de création des activités dans une perspective de développement familial et local.

De façon plus concrète, le programme propose un appui à l'élaboration d'un micro projet de développement par la formation technique, la formation en gestion et le suivi social. Il est également question d'assurer l'encadrement et le suivi de la porteuse de projet grâce à la collaboration avec nos partenaires du Sud.

### 2.1. Les bénéficiaires du programme.

Le programme de renforcement des capacités concerne spécialement les étudiantes et anciennes étudiantes vivant en Belgique, mais il est aussi ouvert à toute porteuse de projet ou personne migrante établie en Belgique. Les critères d'éligibilité tiennent compte de la motivation et des qualités d'entrepreneur des candidates. Bien que cette initiative concerne tout candidat porteur de projet, une priorité est cependant accordée aux femmes. Beaucoup de ménages dans les pays en développement sont en effet dirigés aujourd'hui par des femmes. Le Collectif pratique en fait une discrimination stratégique. Les Africaines sont majoritaires, mais les Latino-américaines et les Asiatiques participent également à cette initiative. Plusieurs modules de formation à la création et gestion de PME sont organisés chaque année et suivis par 98 % de femmes d'une tranche d'âge de 25 à 45 ans. Le public cible est aussi diversifié quant aux statuts, au niveau de qualification initiale et aux expériences professionnelles.

### 2.2. Les différentes étapes du programme

#### 2.2.1. Orientation et sensibilisation des candidats porteurs de projets

Il existe au Collectif un service d'accueil, d'information et d'orientation qui est ouvert à toute personne envisageant de suivre nos programmes. Un premier entretien permet d'identifier les raisons et les motivations des candidates. L'association organise chaque année des visites d'entreprises et des journées de sensibilisation sur l'entrepreneuriat au Sud. Lors de ces manifestations, une équipe des formateurs compétents dans divers domaines fournit des informations à toute personne qui envisage de créer son entreprise et de rentrer dans un pays du Sud. Il est par la suite procédé à l'identification des besoins en matière d'assistance, notamment en ce qui concerne la formation technique ou générale, le temps de préparation du projet de retour et la recherche du matériel ainsi que des outils de travail pour le démarrage d'une activité économique au Sud.

La sensibilisation à l'entrepreneuriat se fait à partir de la formation dispensée au Collectif et des contacts existants avec des associations qui s'occupent des migrants. Diverses manifestations sont également organisées afin d'intéresser différents acteurs à la problématique de la lutte contre l'exclusion sociale. Des séminaires, ateliers et journées de réflexion interviennent régulièrement, pour intensifier notre action, avec des mandataires politiques de différents niveaux, des responsables économiques, des entrepreneurs, ainsi que des représentants de diverses associations de terrain.

#### 2.2.2. La formation en entrepreneuriat

La formation en création et gestion des PME vise à permettre aux femmes de développer les capacités de s'engager dans des activités économiques plus formelles et d'être capable, non seulement d'assurer la survie de leur famille, mais aussi d'affronter les conséquences de la crise. Il s'agit en fait de répondre

à une demande précise des femmes qui, conscientes des enjeux que comporte leur émancipation sociale, trouvent également qu'une réflexion seule ne suffit pas.

Le Collectif cherche à vulgariser l'esprit d'entreprise, ou mieux l'aptitude des participantes à prendre des risques pour engager des ressources matérielles et humaines afin d'investir, voire s'investir dans une sorte d'aventure, un micro projet. Il incite à entreprendre et pousse les candidates à conquérir une place sur le marché. Être en mesure de contribuer à la création de son propre emploi est un aspect motivant pour envisager le retour malgré les problèmes structurels que connaissent la plupart des pays du Sud. Aussi, pour corriger les handicaps socioculturels, le Collectif développe une méthodologie intégrant les dimensions de (re) motivation, de (re) socialisation et (re) dynamisation de la femme. L'acquisition des compétences en gestion de PME est très valorisante. Elle permet non seulement aux femmes de conquérir leur indépendance économique, mais également d'obtenir la reconnaissance sociale de leur rôle dans le développement économique des nations.

Les femmes qui participent aux activités organisées par le Collectif sont sensibilisées à l'aspect communautaire du développement. Celles qui retournent dans les pays du Sud pourront à leur tour contribuer à l'encadrement et au soutien d'autres femmes de leur collectivité. Ce n'est que de cette manière qu'elles peuvent conquérir le pouvoir économique et rendre possible leur participation aux prises de décision visant la définition et l'orientation du développement global au niveau de la famille, de l'entreprise, de la localité et du pays.

D'un point de vue général, la formation en entrepreneuriat recouvre différents domaines. Si en matière de création d'entreprises, le savoir théorique est nécessaire, il est loin d'être suffisant pour modifier les comportements. L'expérimentation, qui repose essentiellement sur la pratique, les études de cas de création, les simulations, les témoignages d'entrepreneurs, les visites et stages en entreprises, reste tout à fait indispensable. L'objectif visé étant de préparer une future réinsertion professionnelle dans le pays d'origine.

#### L'élaboration d'étude de faisabilité

La création d'une entreprise est une aventure à risque qu'il convient de bien préparer dans la mesure où la chance de réussite dépend en grande partie du niveau de l'engagement personnel, de l'assistance dans l'élaboration et le montage du projet. La maîtrise des techniques de gestion et l'acquisition de savoir-faire spécifiques sont des éléments fondamentaux susceptibles de favoriser la réussite de l'action envisagée. Le programme exige que les participantes élaborent une étude de faisabilité. Ce rapport est une façon logique et structurée de présenter le projet, une estimation la plus réaliste possible de la faisabilité et de la viabilité du projet. Il s'agit en fait d'un instrument qui sert à corriger les erreurs et les incohérences de l'activité envisagée, avant son démarrage plutôt qu'en cours d'opération, et qui permet en définitive d'évaluer les coûts d'exploitation et de production.

Un travail d'accompagnement individuel et collectif par la prise de contact et la constitution d'un répertoire de partenaires éventuels est également réalisé afin de permettre aux futurs entrepreneurs de mûrir leurs projets d'insertion professionnelle. Pendant cet accompagnement, le Collectif aide les femmes à prendre des contacts nécessaires pour la réalisation du projet individuel. Des séances

d'échanges avec les professionnels du monde de l'entrepreneuriat sont organisées à cet effet. La phase d'élaboration de projets constitue en fait la partie primordiale du programme d'aide à la réinsertion et d'appui à la microentreprise.

Le Collectif collabore avec un certain nombre d'entreprises dans l'élaboration des projets et l'accompagnement des femmes. Ces entreprises ont été choisies en fonction de leur spécificité et en tenant compte des conditions dans lesquelles elles ont été créées. Les visites, stages et formations sur terrain visent aussi à montrer aux candidats entrepreneurs les exemples de réussite et à favoriser le parrainage. L'implication des associations des migrants et des entrepreneurs d'origine étrangère est un facteur très motivant, elle permet surtout de nouer des relations d'affaires sous forme de tutorat et de parrainage.

#### 2.2.5. Implication des opérateurs du Sud

Comme l'objectif est de faire des agents de développement au Sud et de préparer leur démarrage, quelques organisations ressources du Sud ont été choisies en vue de jouer le rôle de catalyseur dans la promotion de l'auto emploi. Les difficultés inhérentes à la réinsertion des personnes venant du Nord dans leur pays d'origine sont certes énormes. Il n'est donc pas facile pour une personne qui n'a pas beaucoup de moyens de s'intégrer immédiatement en créant son propre emploi. Un accompagnement par des professionnels du Sud permet aux jeunes entrepreneurs d'être en mesure d'effectuer un bon départ et d'être un agent de développement. Le Collectif des Femmes travaille pour cela avec des organisations qui évoluent déjà dans le domaine de l'entrepreneuriat et qui peuvent proposer non seulement un encadrement dans le montage du projet, mais également des formations supplémentaires. Il s'agit notamment des Chambres de commerce, des associations spécialisées dans l'appui au micro projet.

#### 2.2.6 Suivi et évaluation de projets

Une fois que l'activité a été mise en place, l'équipe de suivi développe tout un mécanisme d'accompagnement social et de conseil afin d'insérer les bénéficiaires du programme dans une dynamique de confiance et d'émancipation motivante. Ce travail contribue aussi bien à l'amélioration durable de leur condition de vie ainsi qu'au bon fonctionnement de leur microentreprise. Les procédures d'évaluation et d'analyse régulières permettent de mesurer constamment l'impact des démarches entreprises et leur efficacité par rapport au résultat attendu.

La mise en place des unités économiques viables et ayant un effet multiplicateur sur la communauté locale est indispensable. Elle exige qu'on soit capable de suivre et d'évaluer de façon efficace les projets initiés dans les pays du Sud. C'est ainsi que grâce à la collaboration de nos partenaires du Sud le Collectif reste en contact avec ses anciens stagiaires et porteurs de projets et est en mesure de suivre leur évolution. Ces relations permettent en outre de mettre en lumière les résultats et les difficultés de chaque activité entreprise au niveau social, technique et stratégique. L'évaluation de micro projets porte également sur les natures d'emplois générés et leurs liens avec le développement communautaire.

Congrès de Milan, 4-6 octobre 2015

---

#### **ATELIER 4**

### **OPPORTUNITES POUR LES JEUNES (EMPLOI ET EDUCATION)**

Coprésident : **M. Mamdouh Mabrouk**, Bibliothèque d'Alexandrie  
Coprésident : **M<sup>me</sup> Ana Huertas**, YPARD  
Intervenants : **M. Aymeric Debrun**, Programme ENPARD

#### **ATELIER 8**

### **DEBLOQUER LE POTENTIEL DES JEUNES PAR LA CREATION DE NOUVELLES ENTREPRISES**

Coprésident : **M. Damien Jouen**, YPARD  
Coprésident : **M<sup>me</sup> Hanan El-Rakkad**, Bibliothèque d'Alexandrie  
Intervenants : **M. Henry Marty-Gauquié**, Banque européenne d'investissement

135

---



**M. Mamdouh Mabrouk, Bibliothèque d'Alexandrie**

## **The Role of Rural and Regional Development in Southern and Northern Mediterranean in Europe's new Neighborhood policy**

### **Young people in Rural areas**

Hello, my name is Mamdouh Mabrouk. I'm a researcher at the Center for Development Studies, Library of Alexandria. **It's really my pleasure** to moderate this important session which will definitely add a lot to the congress because young people are always thinking out of box.

**As mentioned yesterday**, this congress is coming after four preparatory meetings, held in different Mediterranean cities; Volos (Greece), Alexandria (Egypt), Montpellier (France); and Rabat (Morocco). **Although each country** has its own circumstances, the four meetings agreed on specific factors that affect on the rural development process such as: agricultural policies, good governance, employment, education, capacity - building, rural investment; and migration. **These meetings** didn't tackle only Theoretical discussions but they also opened spaces for exchanging many successful development experiences between different countries. **Today, In this session**, I hope that we can reach to a higher level of discussion by moving from theory to the strategic implementation and searching for solutions instead of discussing our challenges to be able to present specific demands to policy makers through the final declaration.



**M. Aymeric Debrun, Programme ENPARD**

## **The situation of Mediterranean rural territories**

- Agricultural difficulties in meeting the challenge of economic liberalization and lack of economic diversification
- Unemployment and lack of job prospects
- Poor living conditions, lack of infrastructure , social and educational services
- Politically and economically marginalized
- An important rural exodus in spite of lack of absorption capacity of cities

### **Bring about:**

- **Revolts that have spread all around the Mediterranean since 2011**
- **Massive migration phenomena**
- **Radicalization and rise of extremism**

### **The ENPARD Initiative**

139

**ENPARD** was launched in recognition of the socio-economic importance of the agricultural sector and rural areas for an inclusive and sustainable development and as a concrete response to new developments in the Southern Mediterranean countries.

### **A cooperation partnership proposal from the European Union launched in 2011 :**

- For EU Eastern neighborhood : Armenia, Azerbaijan, Belarus, Georgia, Moldova and Ukraine.
- For EU Southern neighborhood: six pilot countries (Algeria, Egypt, Jordan, Lebanon, Morocco and Tunisia)

### **Main goals:**

- To improve rural livelihoods
- To increase agricultural productivity, food safety and quality standards
- To develop agricultural productivity capacities in the countries

### **Funding and management:**

- Funded by the EU under the European Neighborhood Instrument
- Coordinated by the European Commission-DGNEAR
- CIHEAM-Montpellier supports the implementation of the initiative

## The ENPARD Initiative Support Programme

### Approach:

- *National:*
- Accompanying rural and agricultural public policies analysis
- Identifying national themes and challenges
- Supporting the formulation of new rural and agricultural policies
- *Bilateral and regional:*
- Enhancing dialogue, experiences exchange, debates and cooperation

### Values and principles:

- Balanced and inclusive rural development
- Productive and sustainable agriculture
- Participation

### Main results:

- A strong interest from the partnership countries
- Productive exchange and debates
- Implementation of pilot programs and formulation of bilateral support

### Emphasis on regional activities

+ Turkey and Balkan

### A new framework and key topic

*“What policies are needed to support farmer and rural population?”*

### Creation of think tanks in the countries whose missions will be

- To identify the main Mediterranean challenges
- To support governments in the formulation of public policies

### Production and broadcasting of analytical papers and studies in order to:

- Fuel discussions and debates
- Enhance the exchanges and work done during these meetings
- Provide solutions and arguments to policymakers

→ **Encourage synergies among several initiatives on agriculture and rural development in the partnership countries**

### Youth in Mediterranean rural territories

Nowadays youth have better access to education but they suffer from:

- **Lack of economic opportunities but also mismatch between supply and demand of labour**
- **A relatively high rate of unemployment (notably among young graduates and women)**
- **Increase of informal and low-paid jobs**
- **A greater vulnerability to poverty**
- **A lack of political and associative representation**
- **Enhancing a growing and dangerous frustration and tensions**
- **Breeding ground for migration or radicalization**

### **Rural and agricultural opportunities**

#### **Why should rural areas be a main concern of Mediterranean countries:**

- Rural population represent 40% of the global population (BM)
- These areas have a major cultural, social and economic role
- Agricultural and rural development are central to improve food safety and natural resources management

#### **Why and How could rural development and agriculture help Eastern and Southern Mediterranean countries to face their challenges for youth (and particularly employment issue)?**

- A renewed and innovative rural and agricultural policy
- Strengthening regional and local governance, including various stakeholders in the decision-making process
- New ways of producing and organizing
- Economic diversification (agro-tourism, rural tourism, small industries, specific rural and agricultural services...)
- Public policies adapted to each territory and its specifics, assets and needs



**M<sup>me</sup> Ana Huertas, YPARD**

## Youth

### Challenges

1. Access to resources and environmental degradation
  - a. Land, credit, jobs, education, information (language), institutional support (eg. dealing with bureaucracy)
  - b. Degradation of natural resources mean less opportunities to develop livelihoods (less options for production and loss of ancient modes of production)
2. Perception of agriculture among the youth and the pressure of globalization
  - a. Negative image of agriculture and rural areas (low salaries, isolation, lack of infrastructure)
  - b. Global markets and heavy competition make livelihoods precarious
  - c. Youth migration in search of better livelihood opportunities
  - d. Need to refocus on the local level (relocalisation)
3. Educational systems and alternative livelihoods
  - a. Education is not designed to respond to world needs (not just economic), and youth is often both over and under qualified
  - b. No value given to non-formal education
  - c. Governments unable to respond to job demands
4. Lack of social support for innovation and alternative proposals
  - a. Innovation not well received by elders
  - b. No social or political support for youth-led projects that propose alternative livelihoods; eg. Based on different economic models
5. Political representation and participation
  - a. Miscommunication between youth and policy-makers
  - b. Lack of support systems for youth representation (through youth organisations)
  - c. Lack of active youth participation in local and regional political contexts

143

### Opportunities

1. Existing proposals for new economic models
  - a. Interest and will to explore alternatives
  - b. Green economy and solidarity economics
2. Use of technology and value of non-formal education
  - a. Use of technology to learn and exchange
  - b. Non-formal education for provision of skills that respond more quickly to real challenges: focus on capacity building
  - c. Creation of support networks

3. Mobility and adaptation capacity
  - a. Ease for youth to move from region to region, eg. To study abroad
  - b. Increasing interest to return to rural areas
4. Use existing programs of government support
  - a. Support for young farmers, human and agricultural development, access to resources (public land, credit)
  - b. Support for agricultural innovation and rural extension (counsel)
  - c. Support youth self-organisation
5. Youth organisations and cooperation
  - a. Youth is becoming an ever increasing proportion of the global population
  - b. Youth are already uniting to respond to global challenges: international recognition of youth as change-makers
  - c. Support, reinforce and give visibility to local interest groups, grass-roots cooperatives and community-led initiatives
  - d.

STATEMENT	CALL FOR ACTION	COMMITMENT
		First stage commitment: Engage in getting to know more about congress participants to create rapports to build the foundation for strong partnerships
Access to resources <ul style="list-style-type: none"> <li>• Land</li> <li>• Finance</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Development of land banks</li> <li>• Development of innovative financing system for the youth to begin enterprises</li> <li>• Agricultural credit schemes</li> </ul>	
Improve representation and perception of agriculture	Promote agriculture: <ul style="list-style-type: none"> <li>• Academia and educational programmes</li> <li>• Social and Conventional Media (success stories)</li> <li>• Proactivity from young professionals</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Series of testimonials of young professionals and senior insights on the role of youth in agricultural and rural development</li> <li>• Promote meetings and spaces of exchange for young people (aspirations research) with other partners from the Congress (Algeria)</li> </ul>
Development of social services in the rural areas	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Social and solidarity economy</li> <li>• Cooperative union or mutual fund to tackle risk</li> </ul>	

Develop educational curricula to be more adapted to the demands of the labour market	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Create bridges with professionals of private and public sectors and from the civil society</li> <li>• Multi-stakeholder approach (civil society, private sector, etc.)</li> </ul>	Involve external partners not present at congress on discussions about curricula development
Ask European institutions to support rural development beyond economic perspectives		

### General Ideas Issued from the Session

(already adapted in the table presented above)

#### Statement

1. Access to resources
  - a. Land
    - i. Land bank (government and land holders)
  - b. Finance
2. Improve representation and perception of agriculture
3. Development of basic infrastructure and of social and educational services in the rural areas
  - a. Educational curricula to adapt more to labour market
  - b. Multi-stakeholder approach (civil society, private sector, etc.)
4. Development of innovative financing system for the youth to begin enterprises
5. European political reforms for the youth on questions of rural development in countries in the Mediterranean – what does this mean?
6. Exploiting Information Technology for information sharing and communication
7. Diversification of activities in rural areas

#### Call for Action

1. Encourage social and solidarity economy to incite youth to participate in rural development
  - a. Systems for agricultural funding (agricultural banks)
  - b. Mutualisation
2. Awareness-raising among the youth and their integration in professional organisations and decision-making bodies
3. Research on youth aspirations and perspectives
4. Develop governmental policies that change things

5. Promote agriculture
  - a. Academia and educational programmes
  - b. Social and Conventional Media (success stories)
  - c. Proactivity from young professionals

#### **Commitment**

1. Partnership between universities and the labour market
2. Involve external partners in the discussions about curricula content
3. Promote activities and engage in listening cells to identify and respond to the issues of the youth
4. Engage in getting to know more about congress participants to create rapports to build the foundation for strong partnerships
5. Promote meetings and spaces of exchange for young people (aspirations research) with other partners from the Congress (Algeria)

---

# IV. LA SÉANCE DE CLÔTURE

QUATRIÈME CONGRÈS DE DIALOGUE SUD-NORD MÉDITERRANÉE

MILAN

147

6 OCTOBRE





De gauche à droite, de haut en bas : M. Piattella, Mme Udwin, M. Nothomb, Mme Marzouki, photo de groupe au pavillon Kinder + Sport, M. Holderness, premier rang à l'Expo Center, Milan.



---

## LECTURE DE LA DÉCLARATION FINALE

Par M. Holderness

Par M<sup>me</sup> Marzouki

Le texte de cette déclaration de conclusion en quatre langues a été placé, vu son importance, en tête du présent recueil (voir page 17)

4-6 OCTOBRE

---

## **RÉACTION DU GOUVERNEMENT ITALIEN**



Congrès de Milan, 4-6 octobre 2015

---

## **M. Massimiliano Piattella, Représentant du ministère de l'Agriculture-Italie**

Merci pour les belles déclarations que nous venons d'entendre. Nous partageons pleinement votre esprit et les contenus des ateliers. En effet, puisque nous partageons un espace méditerranéen, nous partageons des points de vue géographiques et historiques communs. Tous ces thèmes ne sont pas nouveaux. Lorsque l'on aborde la nécessité d'inclusion sociale, la solidarité dans le milieu social, quand on parle de développement équilibré, on parle évidemment la même langue.

Bien sûr, nous partageons le même avis sur ce que sont les politiques européennes. Ce que vous avez pris en considération ici, à savoir l'investissement, l'innovation, l'importance des femmes et des jeunes dans le milieu rural, ce sont les mêmes priorités de la politique européenne et de la politique nationale italienne, déclinées dans un pays plus proche, comme nous, issu de la Méditerranée. Nous sommes tout à fait d'accord quand on parle de renouveau de l'innovation, de renouveau rural, quand on parle de plateformes locales d'innovations. Nous pensons qu'il est important de décliner la partie *recherches et innovations* de façon à ce qu'elle soit moins autoréférentielle et plus proche des agriculteurs. Cela veut dire faire de la recherche appliquée à qui en a besoin, et surtout aux fermiers, aux entrepreneurs agricoles, qui sont les points plus loin du monde de l'innovation. La capitalisation des expériences est aussi primordiale.

**La politique d'investissement** : en tant que ministère de l'Agriculture, les politiques sont notre défi. La stratégie agricole est un point de départ pour la mise en place du développement rural, et un point de la politique agricole. L'échange d'expériences dans ce domaine est très important, c'est pourquoi je vais partager avec vous l'une des nôtres.

Le modèle xx et une simplification sont la base pour mettre en place des politiques et seront appropriés et feront diminuer les problématiques liées à la programmation. Tout en sachant que la programmation veut dire la capacité à développer une stratégie, une gestion, un suivi et une évaluation. Il est important de planifier, mais aussi de suivre les éléments planifiés pour le développement rural et local.

Le thème de la femme est aussi très important, il faut connaître son rôle dans la société et puis dans les milieux ruraux. La femme a toujours représenté chez nous, et chez vous, un élément très important dans le milieu de la production et aujourd'hui de la diversification du milieu rural. Donc, dans les multifonctionnalités, les femmes sont celles qui gèrent une partie importante de cette activité de diversification. Nous sommes tout à fait d'accord sur l'importance de développer les compétences de femmes et de les insérer dans un milieu rural qui puisse être attentif aux femmes, pour éviter l'exode rural. Tout ça est vrai aussi pour les jeunes, les mêmes efforts doivent être fournis. Nous devons rendre le milieu rural attractif, c'est une grande nécessité pour le développement local, mais aussi pour le reste de la population. Si tout le monde fait ça, ça permet d'introduire les principes de la privatisation, de développement rural et local en tant que préservation du milieu urbain aussi.

Nous sommes aussi d'accord sur l'importance de la formation des jeunes. Il faut mettre en place des politiques qui facilitent le développement et l'entrée dans le monde du travail pour les jeunes du monde rural. Les politiques européennes doivent aller dans cette direction.

Pour partager les instruments que l'Italie a mis en place pour soutenir le développement rural, je vais vous présenter une activité réglementée par l'UE et qui est déclinée dans tout le pays. C'est le **Réseau rural national**. C'est un Instrument dont le ministère de l'Agriculture est responsable. Il gère toute une expérience d'échange de données avec cet instrument qui permet de capitaliser les expériences dans le milieu rural à partir de la planification, de la gouvernance, de la programmation, du suivi et de l'évaluation des programmes. C'est un instrument stratégiquement défini au niveau européen, mais que l'on utilise beaucoup en Italie, ce qui permet d'échanger avec vous les expériences et les informations. L'esprit d'échange est la base pour accroître les connaissances et le bien-être commun.

Laissez-moi vous dire enfin que le ministère de l'Agriculture italien est prêt à développer des activités avec la Fondation et avec les organisations que vous représentez. Dans ce contexte, sachez que nous sommes enclins à approfondir un dialogue avec vous et avec vos gouvernements. Dans ce domaine, nous mesurons bien l'importance des coopérations mises en place entre les réseaux ruraux nationaux et au sein des instruments de la Commission européenne, telles que le jumelage qui est un instrument important de dialogue entre les administrations, et que je vous suggère de porter à l'attention de votre administration. Cela nous permettrait d'utiliser un instrument de dialogue non négligeable, soit du point de vue de la programmation politique, soit du point de vue de la gestion et développement rural et local.

Dans ce contexte, je suis prêt à me porter interprète si par la suite vous êtes intéressés par tous les instruments européens de coopération transnationale et transfrontalière.

Je vous remercie pour votre attention et vous souhaite une bonne fin de séjour à Milan.

---

## **RÉACTION DES ORGANISATIONS AGRICOLES ET INTERNATIONALES**



Congrès de Milan, 4-6 octobre 2015

---

## **D<sup>r</sup> Kamel Shideed, Directeur International de l'ICARDA**

First of all, I would like to sincerely thank and highly appreciate the invitation of “Fondation du Dialogue Sud-Nord Méditerranée” and GFAR and the Government of Italy for inviting ICARDA and the CGIAR to participate at this meeting and contribute to its dialogue.

We all know that development experience showed that growth in agricultural production, particularly growth in crop yields of cereals and lower cereal prices significantly reduced food insecurity. FAO data indicated that proportion of undernourished population declined from 26% in 1967-71 to 14% in 2000-2002.

Investment in agricultural research and technology contributed substantially to this development. However, World demand for staple crop products is expected to increase by 60% by 2050 due to:

- Population growth
- Per capita income growth
- Use in (demand for) biofuel

At the same time crop area is likely to grow by only 10% through net increase in arable land and increase in cropping intensity.

This means that the deficit in food production to meet the growing demand has to come from yield increase. A minimum of yield growth of staple crops of 1.1-1.3% annually is needed.

Within the Mediterranean region, MENA region is a major food and feed deficit region. In 2010, MENA region imported nearly 66 million tons of cereals, which is the largest globally. Future projections indicate that MENA will continue a large food deficit region under current production and yield levels.

Farming in MENA region is highly risky due to the fact that 83% of seasonal crops are in rained areas with low and erratic rainfall patterns and frequent droughts. Climate change is severely affecting the stability of food production in MENA as the region is experiencing 15-50% reduction in annual precipitation between now and the year 2080 due to climate change. This means that climate change is a risk multiplier in the Mediterranean, and particularly in the MENA region.

Characterized by physical water scarcity, rapid natural resources degradation and desertification, groundwater depletion, drought, salinity and climate change. The rural communities in MENA are facing major challenges that we all need to address in a better targeted and more coordinated efforts and investments in agricultural research and technologies and development.

The declaration of this dialogue is an important milestone in this direction.

MENA population is largely young, which is a positive indicator. In Egypt, for example, 53% of the population is below 24 years of age. Likewise, in Morocco 49% of the population are young. However, youth unemployment rate in the region is very high (for example, 48% in Syria and 53% in Yemen). This adds further pressure to the region's instability. However, this can open new opportunities for partnership among Mediterranean countries on youth employment and building their skills.

On the positive side, MENA region is the origin of precious crop biodiversity and genetic resources, which are a source of resistant to different biotic and abiotic stresses. ICARDA's genebank holds a total of more than 148000 accessions of wild relatives and local varieties of cereals and food and forage legumes, mainly generated and collected from the Mediterranean, particularly MENA region as well as other regions. These genetic resources resulted in the development of 920 improved varieties which have been released and registered in developing and developed countries globally, generating important revenues to farming communities.

ICARDA, CGIAR, and partners' research have shown that investment in agricultural research and science can make a difference. The challenge that we all face is to produce more food and environmental services with less of resources (water and land). This requires the transformation and optimization of current food systems into more intensified, diversified, sustainable and resilient agro-food systems with efficiency, productivity, environmental and social outcomes and indicators.

In Mediterranean and MENA, we talk about high potential areas (irrigated and high-rainfall) where sustainable intensification and diversification are key, and low-potential areas (marginal dry areas) where resilience and sustainability are the solutions.

While acknowledging the short-term assistance and help provided to deal with challenges of rural communities, it is equally important to sustain their productive and adaptive capacity in the long-term. Investing in rural development and applied agricultural research and science are key to improve and sustain the livelihoods of rural communities under climate change, and the EU NPAAD program is a model to follow in this regard.

I would like to stress the importance and priority of the following points that needs to be considered by all stakeholders. These are:

- There is a critical need to increase investment in agricultural development and research, particularly in dry areas, which represents 40% of the world's surface, and home to 2.5 billion people.
- Enabling policy and institutional environment for inclusive rural development and to reduce discrepancies between urban and rural populations are very much needed
- Importance of partnerships as the challenges we are facing cannot realistically and effectively be addressed by a single country or a single institution.
- Importance of capacity development, particularly for youth. There is pressing need for innovative programs for young scientists. I am pleased to indicate that ICARDA, since its establishment in 1977, has trained more than 21,000 (twenty one thousands) of young scientists and researchers from developing countries, including a substantial number for

degree training (both MSC and PhD in partnership with universities in MENA region and beyond. Of particular emphasis is the Young Agricultural Scientists Program pioneered by ICARDA since 2010.

- Scaling up and technology dissemination by linking research to development and national initiatives to realize impact at large scale
- Regional approach to deal with the problems of food and water security, poverty, and unemployment. The South-North Mediterranean Dialogue is an important platform for such regional integration and cooperation.

CGIAR and ICARDA is taking the declaration of this meeting seriously and will reflect its elements in its on-going and future portfolio of the global research programs.

Let me take this opportunity to extend our sincere appreciation to farming communities, development organizations, NARS, ARIs, NGOs and civil society organizations, GFAR and its regional research for a, AARINENA, for their partnership with ICARDA and the CGIAR System to collectively and effectively address the challenges of rural communities in MENA region and beyond.

Our sincere thanks and acknowledgement to the European Commission, donors and taxpayers who have been investing in ICARDA and the CGIAR System. Their investments have generated high returns in improving food security, reducing poverty and sustainably managing water, land and biodiversity in Mediterranean region and developing countries globally.

Let me thank once again the organizers for inviting us to this meeting, and to all participants for their enthusiastic and active participation.



Congrès de Milan, 4-6 octobre 2015

---

## **M. Vincenzo Lenucci, Directeur de Confagricultura/Organisation Mondiale de l'Agriculture**

CONFAGRICOLTURA is a national farm organization, one of the national farm organizations and I am also here to represent the world farmer organization.

Of course we are member of the WFO like the CIA, the other farmer organization that follow my intervention. Thanks a lot to the GFAR and to the Foundation for the invitation. I am glad to have this opportunity to talk with you about this crucial point, crucial matter, which is the dialogue between the Northern and the Southern shores of the Mediterranean.

I read that one of the points of the final statement was the internationalization, and probably this is the land topic that has to be developed yet.

We should share the agriculture from Europe with the other side of the Mediterranean countries through internationalization projects.

We developed a lot, like our NGO, a lot of programmes and projects with North African countries and also with Mashreq countries to exchange knowledge. Indeed, knowledge is another crucial way to invest: we can invest in material and nonmaterial things, so we have to support projects and development internationalization, not just to force the trade between these issues but also to exchange knowledge because developing running culture is also helping to build the development of knowledge.



Congrès de Milan, 4-6 octobre 2015

**D<sup>r</sup> Ismahane A. Elouafi**, Directeur Général du Centre International de l'Agriculture  
Biosaline

Je vais aborder quatre points : a) le changement pour le développement rural, b) les subsides, quels sont les problèmes, c) adaptation face au changement climatique et d) l'innovation.

Premièrement, dans les zones rurales – je suis originaire du Maroc –, le rural a toujours été limité à la production agricole, et n'a jamais été valorisé comme faisant partie de la chaîne de valeur (Value Chain) et comme pouvant jouer un rôle plus important, par exemple en procession après récolte. C'est là que réside un grand problème. Si nous transposons le développement rural dans un ensemble plus large, si nous faisons plus attention aux entreprises locales et considérons la probabilité d'utiliser le rural pour les étapes industrielles d'après récolte, ça sera un début de solution. Je peux vous donner deux très bons exemples : 1) l'exemple d'Almeria et la production de légumes sous serres, qui s'est développée à partir de rien pour devenir une des plus larges au monde, et 2) la production des semences en Italie, qui s'est également mise en place à partir de rien.

Concernant les subsides, la distorsion du marché international est en grande partie causée par les subsides. Qui sont les pays qui ne veulent même pas en discuter ? États-Unis, Europe... Les subsides ne sont pas en faveur des agriculteurs, ils soutiennent la monoculture, ils soutiennent le système basé sur les intermédiaires. Cette distorsion du marché international doit être revue de près pour comprendre qui en bénéficie qui en perd. La manière dont ces subsides ont été mis en place est dissolue et malheureusement ne joue plus son rôle initial aujourd'hui. Ces subsides n'aident pas les agriculteurs, mais profitent aux entreprises intermédiaires et aux personnalités politiques. J'aimerais donc voir les subsides venir en aide au monde agricole, aux petits fermiers qui en ont tellement besoin.

Pour en venir à mon troisième point, lorsque nous parlons du changement climatique, l'une des ressources qui sera spécialement affectée par le changement climatique est l'eau. L'eau est l'un des problèmes majeurs dans la région du Moyen-Orient. Nous devons donc trouver des solutions. Nous devons repenser l'agriculture différemment, il faut changer les cultures et il faut changer les systèmes agricoles pour minimiser l'utilisation d'eau. Si nous regardons vers le futur, l'eau, l'énergie et l'alimentation sont des secteurs interreliés et interdépendants. Si une compétition doit se dérouler entre ces trois secteurs, qui utilisent tous énormément l'eau, c'est l'énergie et l'industrie qui prendront le dessus, et l'agriculture sera le secteur perdant. Il nous faut donc repenser la manière dont l'agriculture est organisée. Il est donc impératif d'améliorer l'utilisation de l'eau dans les secteurs agricoles.

Enfin, j'en viens à l'innovation. Nous n'arrêtons pas de parler d'innovation, et la plupart des gens se concentrent sur l'innovation technologique. Toutefois, l'innovation est un concept bien plus large que l'innovation technologique. C'est un concept indispensable dans tous les domaines de vie, depuis l'éducation, la santé, la réglementation, les politiques, la gouvernance, voire les institutions qui gouvernent le système existant. Par exemple, le système des Nations Unies doit être revu, son équilibre ou déséquilibre actuel a sans doute besoin d'être renforcé. L'innovation est une notion clé,

une notion qui pourra améliorer notre avenir. Pour ce faire, nous devons lui accorder une définition plus large que technologique.

Pour conclure avec une petite phrase, les objectifs de développement durable (ODD) doivent être mis en avant pour pouvoir atteindre les objectifs de 2030. L'un des principaux objectifs est d'« éradiquer la **faim**, garantir la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition, promouvoir l'agriculture durable ». Je pense que les ODD sont très ambitieux et changeront le monde si nous arrivons à les accomplir. Ils nous pousseront à trouver des solutions aux dilemmes actuels ; comment pourrions-nous produire plus pour nourrir les populations de demain tout en protégeant l'environnement et les ressources naturelles ?

Ces échanges se sont révélés très riches, merci pour votre invitation.

Congrès de Milan, 4-6 octobre 2015

---

**M. Secondo Scanavino, Président de la Confédération Italienne des  
Agricultures (CIA)**

Monsieur le Commissaire européen,

Monsieur le Président de la Fondation du Dialogue Sud-Nord Méditerranée,

Cher Président du Réseau des agriculteurs COFO WANA,

Mesdames et Messieurs, C'est avec grand plaisir que je prends la parole aujourd'hui à la séance de clôture du Congrès du dialogue Sud-Nord Méditerranée pour vous transmettre les salutations de la Confédération italienne des agriculteurs.

Nous félicitons le Congrès du Dialogue Sud-Nord d'avoir apporté à l'Expo Milano 2015 l'urgence d'un développement équitable et largement répandu dans la Méditerranée, à un moment si dramatique de fracture et de division, dans lequel il est difficile d'identifier l'esprit d'une communauté euro-méditerranéenne. Il est donc plus que jamais nécessaire de faire appel à l'énergie et à la volonté des institutions et des organisations présentes ici, ainsi qu'aux agriculteurs dont la participation en tant que protagonistes est toujours plus que nécessaire, afin qu'on puisse avoir pleine conscience que c'est seulement à travers le dialogue, la coopération mutuelle et les projets concrets de coopération pour le développement qu'on pourra trouver des solutions aux déséquilibres actuels.

La Confédération italienne des agriculteurs a toujours cru à l'importance du développement agricole durable et intégré dans la Méditerranée, comme un moyen pour lutter contre la crise économique, le chômage des jeunes, la « désertification humaine » des zones rurales, l'immigration et la traite des êtres humains.

La question de la sécurité alimentaire n'est pas la seule question qui concerne directement l'agriculture et les agriculteurs. Tous les principaux aspects liés à la protection de l'environnement – la gestion de l'eau, la désertification, la déforestation – sont inextricablement liés au développement de modèles durables de production agricole.

Expo 2015 nous a ramenés à la centralité de l'objectif global de l'agriculture en tant que bien commun.

La reconnaissance par l'UNESCO de la valeur universelle immatérielle de la Diète Méditerranéenne a ses racines dans le territoire d'origine commun et dans les traditions de la communauté méditerranéenne.

Dans cette dernière journée, qui verra bientôt l'adoption de la Déclaration finale, il est important de rappeler que c'est dans les zones rurales, où la présence de familles agricoles est majeure, que la

pauvreté est concentrée. Nous avons besoin de finaliser le développement de l'agriculture à un niveau local, avec l'objectif de la croissance et de la stabilisation du revenu familial.

Comme nous l'a indiqué le CIHEAM, lors d'une récente conférence de la Confédération italienne des agriculteurs ici à l'Expo, les trois priorités pour le secteur alimentaire dans la région euro-méditerranéenne devraient être :

- une croissance intelligente, avec une économie basée sur la connaissance et l'innovation, ainsi que la réduction des déchets ;
- une croissance durable, avec une utilisation efficace des ressources, l'économie verte, la compétitivité ;
- une croissance inclusive, avec un niveau élevé d'emploi, en particulier des jeunes, pour promouvoir la cohésion sociale et territoriale.

À l'heure actuelle, nous pouvons encore remarquer une faiblesse de l'Europe par rapport au développement d'un espace de production méditerranéenne qui soit à même de faire face aux défis de la cohésion sociale et de la durabilité environnementale. On assiste à des niveaux de développement agricole et des politiques sectorielles et territoriales très différents, ce qui ne favorise pas une vision stratégique de la Méditerranée sur une base régionale.

La Déclaration de la « Conférence agricole euro-méditerranéenne » de Palerme du 28 Novembre 2014, qui a réuni des représentants de 30 pays du bassin, a mis en évidence les différentes possibilités offertes par l'agriculture, la nécessité de promouvoir l'innovation et les meilleures pratiques, la participation de la société civile organisée dans le processus de développement.

Le rôle actif des jeunes et des femmes est essentiel pour le développement de l'agriculture dans la région Méditerranéenne. Malheureusement, l'emploi des jeunes demeure un défi majeur à surmonter.

Nous avons besoin d'une nouvelle politique agricole pour la Méditerranée, qui doit surmonter une approche purement de marché et avoir un impact sur la réduction des disparités internes dans les conditions de vie des populations locales travaillant dans l'agriculture et créer des possibilités d'emploi. Les ressources allouées en septembre par l'Union européenne sont un pas important, mais malheureusement, pas encore suffisants.

Vingt ans après le début du processus de Barcelone et 7 ans après la création de l'Union pour la Méditerranée, l'Union européenne devra enfin assumer son rôle de leader du changement.

Il s'avère clairement nécessaire d'avoir une nouvelle UE dans une nouvelle zone euro-méditerranéenne.

---

## **DISCOURS FINAL DU COMMISSAIRE HAHN**

LU PAR MADAME EMMA UDIWN, CHEF DE CABINET

VERSION FRANCAISE

VERSION ITALIENNE

169



I would like to congratulate the organisers for bringing together so many important stakeholders to discuss the major challenges facing rural populations on the southern and northern shores of the Mediterranean.

I understand that the debates over the past two days have been both rich and engaging.

The topic of this Congress is very close to my heart, linked, as it is, to the core elements of my previous and current Commission portfolios.

During my previous term as a Member of the European Commission, I was responsible for Regional Policy within the EU, so all the issues that you have been discussing were at the core of my day to day work.

And today, in my current portfolio as Commissioner for European Neighbourhood Policy and Enlargement Negotiations, these issues are back on my agenda.

Rural areas, and the people who live and work in them, in particular farmers, need to receive much more attention in national policies to avoid creating increasing levels of inequality between urban and coastal zones on the one hand, and rural areas on the other.

In the Southern Mediterranean, the rural population represents almost 40 % of the total – that is 87 million people. And this population continues to grow, even with the rural exodus and rapid urbanisation. Unemployment is high. Public services and infrastructure are less developed and poverty is more pervasive.

On the EU side, we are making every effort to help the region to deal with these major challenges. A key initiative is the European Neighbourhood Programme for Agriculture and Rural Development (ENPARD). It supports agriculture and rural development across the region with a long-term and comprehensive approach, recognising the major contribution these areas can make to countries' development and stability.

Three years after its launch, the ENPARD South initiative is now helping to strengthen the partnership between the European Union and its Southern neighbourhood countries.

ENPARD was allocated 2.8 million EURO to work on attracting attention to rural and agricultural issues in the Southern Neighbourhood.

The process started with Tunisia, Morocco, Egypt and Jordan, and has been extended to Algeria and Lebanon. In each country, we are working with representatives of government, civil society and research institutes to identify the key challenges and priorities and to assist the countries in addressing them.

As a result of these efforts, different pilot projects for rural development are now under way in Algeria, Egypt, Morocco and Tunisia with 63 million EURO of funding.

In addition to country-level activities, the ENPARD programme also ensures that Southern partners can benefit from our experience and best practices in sector development.

Given the success and continued relevance of this work, we are supporting a second phase with an additional 4 million EURO.

Allow me to go into some more detail some of the key issues that need to be addressed.

Education, training and lifelong learning must play a central role in strengthening rural economies. This should be a key objective for the countries in the region. It is also the best investment for the future of young people and the best antidote to radicalisation.

Many Southern Mediterranean countries rely heavily on food imports to supply domestic markets, with wheat, sugar and maize being in top of the list. Egypt and Algeria are the world largest importers of wheat. These food imports place a heavy burden on the balance of payments and steady population growth will only reinforce this trend.

Overall, agriculture needs to reinforce its competitiveness and productivity. Whilst it employs many people, its share of GDP is consistently much lower than the share of the labour force it employs.

On the other hand, there are success stories where food exports have developed tremendously, like the exports of fresh vegetables and fruits from Morocco.

Agriculture, with its potential for advances through research and development, is also a prime area for investment in modernisation and diversification.

Environmental sustainability also needs to be enhanced. Agriculture typically represents 70 to 90% of a countries' water consumption, and with many countries in the region under acute water stress the numbers do not add up. The Mediterranean region is identified as a hot spot in all climate change scenarios so climate change is likely to compound the situation further.

These issues must be tackled in a coherent manner and when seeking to tackle the complex situation in the Southern Neighbourhood we need to work together with different partners.

A crucial aspect of these endeavours is the need to empower regions and municipalities and to provide them with the tools to be able to determine their own future.

Many of the measures I am referring to, are more effective when tailored to fit specific needs and local authorities are far better suited to do this.

I am pleased to say that the European Union is involved in a number of programmes in this regard, notably in Morocco and Tunisia.

I can assure you all of the European Union's commitment. There are of course limits to what we can offer. This is why it is crucial that we work with others, especially other donors, to ensure that the required level of investment is achieved.

We have an excellent track record in working with partners, especially the various United Nations bodies as well as the International Financial Institutions.

Nevertheless, we aim to improve this even further and we are engaged in constant dialogue with these bodies to ensure the best possible results.

Ladies and gentlemen,

As you know, since 2011, the geopolitical landscape of the Mediterranean region has been fundamentally transformed. In response to this, President Juncker mandated me to carry out a revision of the European Neighbourhood Policy (ENP).

We launched a public consultation on the ENP from March to June this year and received over 250 contributions from Member States and partner countries, not just from governments but also from institutions, civil society, social partners, business groups, academics, think tanks and local and regional government.

Many of these responses emphasised the need for us to reach out beyond capital cities to work more closely with local civil society and local and regional government to discuss joint priorities and challenges.

As we focus on achieving stabilisation and resilience in our neighbourhood, we need to ensure that economic development is sustainable and inclusive. And as we do more to support education and employability in partner countries, we need to ensure that that we do this in rural areas as well as urban ones.

Our goal should be to transform under-developed, rural regions, by stimulating innovation, enterprise and growth.

I have had the opportunity to see this in practice during my time as Regional Affairs Commissioner.

Across Europe, rural areas renewing themselves as places of innovation, know-how and traditions that can truly contribute to the prosperity and economic development of a country. They can be places that continue to offer opportunities for employment to a wide range of people skilled and unskilled, male, female, old – and importantly – young. We need to aim for a similar situation in the countries of the Mediterranean region.

The key is for each region to have the confidence to identify its own unique strengths – and plan for a future based on these. This means considering the local traditions and considering how to build on them in today's world. It may mean diversifying into new areas of activity or modernising what is already there.

Bringing together public policy planning, the interests of the private sector and those who are training and educating the rising generation is key to this process. We call it smart specialisation: a way for every region to explore its own potential and create places people want to live in – and stay in.



## Discours du Commissaire Hahn

Mesdames et Messieurs,

J'aimerais d'abord féliciter les organisateurs qui ont rassemblé tant d'acteurs si importants pour discuter des défis majeurs auxquels font face les communautés rurales au sud et au nord de la Méditerranée.

Je constate que les débats des deux dernières années ont été à la fois riches et stimulants.

Le thème abordé à ce Congrès me tient à cœur, car il renvoie aux éléments principaux de mes portefeuilles précédent et actuel au sein de la Commission.

Au cours de mon précédent mandat en tant que membre de la Commission européenne, j'étais en charge de la Politique régionale au sein de l'UE. Ainsi, toutes les questions que vous avez abordées étaient au centre de mon travail quotidien.

Aujourd'hui, dans mon portefeuille de commissaire pour la politique européenne de voisinage et les négociations d'élargissement, ces questions sont toujours au programme.

### **Tenir compte des régions rurales dans les politiques nationales**

Les régions rurales, et les personnes qui y vivent et y travaillent, en particulier les agriculteurs, doivent être davantage prises en compte dans les politiques nationales, et ce afin d'éviter l'augmentation des inégalités entre, d'une part, les zones urbaines et côtières et, d'autre part, les zones rurales.

Au sud de la Méditerranée, la population rurale compte pour près de 40 % du total – ce qui représente 87 millions de personnes. Cette population continue d'augmenter, malgré l'exode rural et l'urbanisation rapide. Le taux de chômage est élevé. Les services publics et les infrastructures sont moins développés et la pauvreté est omniprésente.

### **Programme européen de Voisinage pour l'Agriculture et le Développement rural ( ENPARD)**

Du côté de l'UE, nous faisons des efforts pour aider les régions à faire face à ces problèmes majeurs. L'une des initiatives clés est le Programme européen de Voisinage pour l'Agriculture et le Développement rural (ENPARD). Il soutient l'agriculture et le développement rural dans l'ensemble de la région avec une approche globale et sur le long terme, tout en reconnaissant l'apport considérable que peuvent représenter ces zones au développement et à la stabilité de leur pays.

Trois ans après son lancement, l'initiative ENPARD Sud permet aujourd'hui de renforcer le partenariat entre l'Union européenne et ses voisins du Sud.

2,8 millions d'euros ont été octroyés à ENPARD pour travailler à la sensibilisation des problèmes ruraux et agricoles dans le voisinage méridional.

Le processus a d'abord débuté avec la Tunisie, le Maroc, l'Égypte et la Jordanie, pour s'étendre ensuite à l'Algérie et au Liban. Dans chaque pays, nous travaillons avec des représentants du gouvernement,

de la société civile et des centres de recherche afin d'identifier les enjeux majeurs et les priorités, et d'aider les pays à y faire face.

Grâce à ces efforts, différents projets pilotes pour le développement rural sont en cours en Algérie, en Égypte, au Maroc et en Tunisie. Ils bénéficient d'un financement qui s'élève à 63 millions d'euros.

En plus des activités organisées au niveau national, le programme ENPARD veille à ce que les partenaires du Sud puissent bénéficier de nos expériences et de nos meilleures pratiques dans le secteur du développement.

Au vu du succès rencontré par ce travail, et de sa pertinence, nous soutenons la deuxième phase avec 4 millions d'euros supplémentaires.

Permettez-moi de vous détailler certains des points clés qui doivent être abordés.

### **Education, formation et apprentissage**

L'éducation, la formation et l'apprentissage perpétuel doivent jouer un rôle central dans le renforcement des économies rurales. Cela doit représenter un objectif clé pour les pays de la région. C'est aussi le meilleur investissement pour le futur des jeunes et le meilleur remède contre la radicalisation.

### **Enjeux alimentaires**

De nombreux pays méditerranéens sont très dépendants des importations alimentaires pour fournir les marchés nationaux ; le blé, le sucre et le maïs sont en haut de la liste. L'Égypte et l'Algérie sont les importateurs principaux de blé au niveau mondial. Ces importations alimentaires exercent une forte pression sur la balance des paiements et la croissance régulière de la population ne fera que renforcer cette tendance.

De manière générale, l'agriculture doit renforcer sa compétitivité et sa productivité. Bien que ce secteur emploie un grand nombre de personnes, sa part de PIB est toujours moindre par rapport à la quantité de main-d'œuvre qu'il nécessite.

D'autre part, il existe des exemples de réussite où l'exportation alimentaire s'est énormément développée, comme l'exportation de fruits et de légumes frais du Maroc.

L'agriculture, qui présente un certain potentiel d'avancement par le biais de la recherche et du développement, constitue également un domaine premier d'investissement dans la modernisation et la diversification.

### **Environnement**

La durabilité de l'environnement a aussi besoin d'être améliorée. L'agriculture représente à l'ordinaire 70 à 90 % de la consommation en eau d'un pays, et vu que de nombreux pays de la région n'ont pas un accès suffisant à l'eau, les chiffres ne s'additionnent pas. En outre, la région méditerranéenne est considérée comme un point névralgique dans tous les scénarii de changement climatique. Ainsi, le changement climatique risque d'aggraver davantage la situation.

Ces problèmes doivent être abordés de manière cohérente. Lorsque nous cherchons à résoudre la situation complexe dans le voisinage méridional, il nous faut travailler conjointement avec les différents partenaires.

### **Responsabilité des pouvoirs régionaux et locaux**

L'un des aspects essentiels de ces efforts est le besoin de responsabiliser les régions et les municipalités, et de leur fournir les outils qui leur permettront de construire leur propre avenir.

Nombre des mesures auxquelles je me réfère sont plus efficaces quand elles sont adaptées aux besoins spécifiques. Les autorités locales sont les plus compétentes pour effectuer cette part du travail.

Je suis heureux de dire que l'Union européenne est engagée dans un certain nombre de programmes à cet égard, notamment au Maroc et en Tunisie.

Je peux vous confirmer l'engagement de l'Union européenne. Toutefois, il existe bien entendu des limites à ce que nous pouvons offrir. C'est pourquoi il est primordial de travailler avec d'autres, spécialement d'autres donateurs, pour s'assurer que le niveau d'investissement requis soit atteint.

Nous disposons d'un excellent bilan concernant notre travail avec des partenaires, notamment avec divers organes des Nations Unies ainsi que des Institutions financières internationales.

Néanmoins, nous essayons d'améliorer encore cet aspect et nous poursuivons un dialogue permanent avec ces organes pour garantir les meilleurs résultats possible.

### **Une nouvelle politique de voisinage**

Comme vous le savez, depuis 2011, le paysage géopolitique de la région méditerranéenne a énormément changé. En réponse à cela, le Président Juncker m'a chargé de mener une révision de la Politique européenne de Voisinage (PEV).

Nous avons lancé une consultation publique sur la PEV entre mars et juin de cette année. Nous avons reçu 250 contributions de la part des États membres et des pays partenaires, pas seulement des gouvernements, mais aussi des institutions, de la société civile, des partenaires sociaux, des groupes commerciaux, d'universitaires, de think tanks et de gouvernements locaux et régionaux.

Nombre de ces réponses ont mis en avant le devoir que nous avons d'atteindre les populations au-delà des capitales. Nous devons travailler plus étroitement avec la société civile locale et les gouvernements locaux et régionaux pour discuter des priorités et des enjeux communs.

Si nous nous concentrons pour établir la stabilité et la persévérance dans notre voisinage, nous devons aussi nous assurer que le développement économique soit durable et inclusif. Et si nous soutenons davantage l'éducation et l'employabilité dans les pays partenaires, il nous faut nous assurer que nous le faisons dans les zones rurales comme dans les zones urbaines.

### **Encourager l'innovation, l'initiative et la croissance**

Notre objectif doit être de transformer les régions rurales, sous-développées, en encourageant l'innovation, l'initiative et la croissance.

J'ai eu l'occasion de voir cela mis en pratique pendant mon mandat en tant que commissaire aux Affaires régionales.

Au travers de l'Europe, les régions rurales se transforment d'elles-mêmes en lieu d'innovations, de savoir-faire et de traditions. Elles peuvent, ce faisant, contribuer réellement à la prospérité et au développement économique d'un pays. Elles sont en mesure de continuer à offrir des opportunités d'emploi à un large éventail de personnes qualifiées et non qualifiées, homme, femmes, personnes âgées et jeunes. Nous devons travailler à une situation semblable dans les pays de la région méditerranéenne.

#### **Chaque région a son propre potentiel**

La solution est que chaque région ait la conviction d'identifier ses propres et uniques forces – et de construire un avenir sur cette base. Cela signifie qu'il faut tenir compte des traditions locales et de la manière dont on peut les intégrer dans le monde d'aujourd'hui. Cela peut impliquer la diversification des activités dans de nouvelles zones, ou la modernisation de ce qui existe déjà.

Rassembler la planification des politiques publiques, les intérêts du secteur privé et de ceux qui forment et éduquent la nouvelle génération est essentiel pour mener à bien ce processus. Nous l'appelons la spécialisation intelligente : un moyen pour chaque région d'explorer son propre potentiel et de créer des endroits où les gens veulent vivre – et y rester.

## **Discorso del Commissario Hahn**

Signore e signori,

Vorrei congratularmi con gli organizzatori per avere riunito così tanti importanti stakeholders al fine di discutere dei più grandi cambiamenti riguardanti le popolazioni rurali delle sponde sud e nord del Mediterraneo.

Capisco che i dibattiti degli ultimi due giorni sono stati ricchi e coinvolgenti.

il tema di questo congresso è molto vicino al mio cuore e, vi è legato in quanto è tra gli elementi fondamentali, precedenti ed attuali, del mio portfolio della Commissione.

Durante il mio precedente mandato, come membro della Commissione europea, sono stato incaricato della politica regionale all'interno dell'Unione Europea e, per questo motivo, tutti i problemi che avete discusso sono già stati al centro del mio lavoro quotidiano.

Ed oggi, nel mio attuale portfolio come Commissario per l'allargamento e la politica di vicinato, questi problemi sono sempre sulla mia agenda.

Le zone rurali e le persone che vivono e lavorano all'interno di esse, in particolare gli agricoltori, hanno bisogno di ricevere molta più attenzione a livello di politiche nazionali per evitare di creare un crescente livello di disuguaglianza tra zone urbane e costiere, da un lato, e zone rurali dall'altro.

Nel Sud del Mediterraneo, la popolazione rurale rappresenta quasi il 40% del totale – corrispondente a 87 milioni di persone. E questa popolazione continua a crescere, anche con l'esodo rurale e la rapida urbanizzazione. La disoccupazione è alta, i servizi pubblici e le infrastrutture sono meno sviluppati e la povertà è più pervasiva.

Da parte dell'UE, stiamo facendo tutto il possibile per aiutare le regioni ad affrontare queste grandi sfide. Un'iniziativa fondamentale è il Programma europeo di Vicinato per l'Agricoltura e lo Sviluppo rurale (ENPARD). Esso sostiene l'agricoltura e lo sviluppo rurale in tutta la regione attraverso un approccio globale ed a lungo termine, riconoscendo l'importante contributo che queste aree possono dare allo sviluppo e alla stabilità dei paesi.

Tre anni dopo il suo lancio, l'iniziativa ENPARD Sud permette oggi di rafforzare il partenariato tra l'Unione europea e i suoi vicini del Sud.

Al programma ENPARD sono stati assegnati 2,8 milioni di EURO per lavorare alla sensibilizzazione dei problemi rurali ed agricoli nel vicinato meridionale.

Il processo è stato avviato con la Tunisia, il Marocco, l'Egitto e la Giordania, ed è stato successivamente esteso ad Algeria e Libano. In ogni paese, stiamo lavorando con i rappresentanti dei governi, della società civile e degli istituti di ricerca per individuare i principali problemi e le priorità chiave, così da poter assistere i paesi nell'affrontarle.

Come risultato di questi sforzi, sono ora in corso diversi progetti pilota per lo sviluppo rurale in Algeria, Egitto, Marocco e Tunisia. Questi beneficiano di un finanziamento pari a 63 milioni di EURO.

In aggiunta alle attività organizzate a livello nazionale, il programma ENPARD assicura che i partner del Sud possano beneficiare della nostra esperienza e delle nostre best practices nel settore dello sviluppo.

Visto il successo di questo lavoro e la sua rilevanza, stiamo ora sostenendo una seconda fase di finanziamento con 4 milioni di EURO supplementari.

Permettetemi di proseguire con qualche dettaglio riguardo alcune delle questioni chiave che necessitano di essere affrontate.

Istruzione, formazione e apprendimento continuo devono svolgere un ruolo centrale nel rafforzare le economie rurali. Questo deve essere un obiettivo chiave per i paesi della regione. Ma è anche il miglior investimento per il futuro dei giovani e il miglior rimedio contro la radicalizzazione.

Molti paesi del sud del Mediterraneo fanno molto affidamento sulle importazioni di cibo per rifornire i mercati nazionali, con grano, zucchero e mais in cima alla lista. Egitto e Algeria sono tra gli importatori principali di grano a livello mondiale. Queste importazioni alimentari esercitano una forte pressione sulla bilancia dei pagamenti e la crescita costante della popolazione non farà che rafforzare questa tendenza.

In generale, l'agricoltura deve migliorare la sua competitività e la sua produttività. Sebbene il settore impieghi un gran numero di persone, la sua quota del PIL è ancora molto bassa rispetto alla quantità di lavoro richiesta.

Dall'altra parte, ci sono storie di successo in cui le esportazioni alimentari sono enormemente cresciute, come le esportazioni di frutta e verdura fresche dal Marocco.

L'agricoltura, che ha un forte potenziale di crescita attraverso la ricerca e lo sviluppo, è anche una zona privilegiata per gli investimenti, per l'ammodernamento e la diversificazione.

Anche la sostenibilità ambientale ha bisogno di essere migliorata. L'agricoltura rappresenta generalmente tra il 70-90% del consumo di acqua di un paese e, considerando che molti paesi della regione non hanno un adeguato accesso all'acqua, le cifre non tornano. Inoltre, la regione mediterranea è identificata come un punto nevralgico in tutti gli scenari di cambiamento climatico. Per questo motivo, il cambiamento climatico può peggiorare la situazione.

Tali questioni devono essere affrontate in modo coerente. Quando cerchiamo di risolvere la complessa situazione nel vicinato meridionale dobbiamo lavorare congiuntamente con diversi partner.

Un'aspetto cruciale di questi sforzi è la necessità di potenziare le regioni e i comuni, fornendo loro gli strumenti necessari che gli permettano di determinare il proprio futuro.

Molte delle misure alle quali mi riferisco, sono più efficaci quando soddisfano esigenze specifiche. Le autorità locali sono le più competenti nell'eseguire questa parte del lavoro.

Sono felice di poter dire che l'Unione Europea è in tal senso coinvolta in una serie di programmi, in particolare in Marocco e Tunisia.

Posso confermare l'impegno dell'Unione Europea. Tuttavia, ci sono evidenti limiti a quello che possiamo offrire. Questo è il motivo per cui è fondamentale lavorare con gli altri, soprattutto altri donatori, al fine di garantire che il giusto livello d'investimenti sia raggiunto.

Possiamo vantare eccellenti risultati concernenti il nostro lavoro con i partner, tra cui vari organismi delle Nazioni Unite e Istituzioni finanziarie internazionali.

Tuttavia, ci proponiamo di migliorare ancora di più questo aspetto impegnandoci in un continuo dialogo con questi organismi al fine di garantire i migliori risultati possibili.

Come sapete, a partire dal 2011, il panorama geopolitico della regione del Mediterraneo è cambiato drammaticamente. In risposta a questo, il presidente Junker mi ha incaricato di effettuare una revisione della politica europea di vicinato (PEV).

É stata lanciata una consultazione pubblica sulla PEV tra marzo a giugno di quest'anno. Abbiamo ricevuto oltre 250 contributi da parte degli Stati membri e dai paesi partner, non solo da parte dei governi, ma anche dalle istituzioni, dalla società civile, dalle parti sociali, gruppi di imprese, accademici, think tank, governi regionali e locali.

Molte di queste risposte hanno messo in evidenza che abbiamo il dovere di raggiungere anche le persone al di là delle capitali. Dobbiamo lavorare attraverso una più stretta collaborazione con la società civile locale, i governi locali e regionali per discutere delle principali priorità e dei problemi comuni.

Se ci concentriamo sul raggiungimento della stabilizzazione e di resilienza nel nostro vicinato, dobbiamo anche fare in modo che lo sviluppo economico sia sostenibile e inclusivo. E, se sosteniamo la formazione continua e l'occupabilità dei paesi partner, dobbiamo fare in modo di farlo anche nelle zone rurali così' come facciamo nelle aree urbane.

Il nostro obiettivo dovrebbe essere di trasformare le aree sottosviluppate e le regioni rurali, incoraggiando l'innovazione, l'iniziativa e la crescita.

Ho avuto l'opportunità di vedere tutto questo trasformarsi in pratica durante il mio mandato come Commissario per gli affari regionali.

Attraverso l'Europa, le aree rurali si sono trasformate in luoghi di innovazione, know-how e di tradizioni. Esse possono contribuire efficacemente alla prosperità e allo sviluppo economico di un paese. Queste sono in grado di continuare ad offrire opportunità di lavoro a una vasta gamma di persone qualificate, non qualificate, uomini, donne, anziani e giovani. Dobbiamo puntare al raggiungimento di una situazione simile nei paesi della regione Mediterranea.

La chiave per ogni regione é di avere la convinzione necessaria al fine d'identificare i propri punti di forza e di unicità – e per costruire un future su queste basi. Questo significa tener conto delle tradizioni locali e del mondo in cui esse possano essere incluse nel mondo di oggi. Questo può comportare la diversificazione in nuovi settori di attività o la modernizzare di ciò che già esiste.

Riunire la pianificazione delle politiche pubbliche, gli interessi del settore privato e chi si occupa di educare la prossima generazione, é essenziale per completare questo processo. Noi lo chiamiamo specializzazione intelligente : un modo per ogni regione di esplorare il proprio potenziale e creare luoghi dove la gente vuole vivere - e rimanere.

---

## RÉACTIONS DES PARTICIPANTS

### **Madame Eljezia Hammami**

Le développement, la productivité et le développement durable ne doivent plus être au détriment des femmes. C'est-à-dire qu'on ne doit plus former les femmes pour qu'elles produisent plus, mais on doit les former pour qu'elles accèdent à un niveau et à un statut meilleurs, pour qu'elles soient mieux payées et qu'elles accèdent à la protection sociale. Pour qu'elles produisent plus, certes, mais dans de bonnes conditions, des conditions qui respectent les normes du travail décent, arrêtées par les conventions du travail internationales.

Je dirai enfin, comme l'a dit le représentant du Ministère de l'agriculture italien, la planification, le suivi et l'évaluation, toutes ces étapes-là doivent être faites selon l'approche qui permet d'évaluer l'impact de ces politiques sur les femmes dans le monde rural. Merci.

-----

### **Mme Fatma Malki Bensoltane**

Je voudrais poser une question sur la politique de voisinage. En Tunisie, il y a eu une consultation importante sur la politique de voisinage. Plus de 150 associations y ont participé. Il y a eu des recommandations tout à fait nouvelles et des questions, telles que : « Est-ce que dans la politique de voisinage qui va être publiée, tient-on compte de la part de la société civile ? ». Ensuite, « Dans tout ce qu'a proposé la société civile, comment l'appliquer, sans les entraves que nous connaissons – que ce soit au niveau des formalités de l'Union européenne, des difficultés d'accéder à l'information, ou que ce soit le fait qu'elles transitent par les États, et qu'elles arrivent en miettes au niveau de la société civile ? »

185

-----

### **M. Najib Akesbi**

Je vais faire trois observations, qui sont en même temps trois questions, en particulier à Madame la représentante du Commissaire. Je pense que le constat a été fait avant-hier par un éminent représentant de la « galaxie » de la communauté européenne, qui a dit « en vingt ans de processus de Barcelone, malheureusement, notre région se porte moins bien que ce qu'elle était il y a vingt ans ». Je dirais 10 ans après le « voisinage », il est difficile déjà d'identifier ce « voisinage ». Il y a un problème. Les voisins de 2004 ne sont plus les voisins de 2015. Nous sommes dans une géographie à géométrie variable. Je pense que sans une précision du concept même de voisin, il y aura toujours un problème. Or, moi j'estime qu'il y a trois problèmes. Je pense qu'il y a un problème au niveau de l'objectif du voisinage, un problème au niveau de la méthode et un problème au niveau des moyens.

Je vais donc rapidement poser les trois questions. L'objectif, vous le savez Madame, vous voulez qu'on soit vos voisins, mais nous ne savons pas comment nous pouvons être vos voisins. Parce que dans l'identification, on a l'impression que vous voulez qu'on reste voisins, mais qu'on vous ressemble. Puisqu'à travers la réglementation, les règles, les normes, vous voulez qu'on adopte tout ce qui est vous, mais sans être avec vous. Mais là, vous voyez bien qu'il y a blocage psychologique. Je suis sûr qu'au niveau de l'ensemble de vos voisins, on a envie de dire « ou bien on fait l'effort pour être avec

vous et parmi vous, mais alors il faut avoir les moyens de décider avec vous, donc d'être dans vos institutions, ou alors on restera éternellement de lointains voisins ».

Le deuxième problème se situe donc au niveau de la méthode. La méthode c'est de dire « more for more ». Je simplifie. Vous faites les réformes, du mieux que vous pouvez, on vous aide du mieux que nous pouvons. Le problème, Madame, ce sont quelles réformes ? Nous avons notre vision des réformes, vous avez votre vision des réformes. C'est votre droit, mais croyez-vous que si nos intérêts convergeaient, notre vision des réformes était la même, nous en serions encore là ? Vingt ans après ? Permettez-moi de vous dire, dans le cas du Maroc, 50 ans après le premier accord d'association ? Il y a manifestement là un problème de méthode. Il est difficile d'adopter la méthode que vous préconisez pour atteindre les moyens que vous voulez appliquer.

Alors, mon dernier point, le moyen, c'est le plus flagrant. Le moyen, c'est quoi ? C'est d'abord le marché. Votre conception du développement c'est celle d'une croissance tirée par le libre-échange. Ce sont les accords de libre-échange, c'est tout ce que vous avez de concret à ce jour à nous proposer. Alors, là non plus, je ne veux pas être dogmatique, je suis pragmatique, je me tiens à l'expérience. Montrez-moi un pays, un pays qui s'est développé par le libre-échange. Les accords de libre-échange aujourd'hui sont une formidable machine à créer des déficits. On a parlé de sécurité alimentaire. Nous sommes aujourd'hui en insécurité alimentaire, tous, tous vos voisins sont dans l'insécurité alimentaire, encore plus que ce qu'ils ne l'étaient il y a vingt ans. Les déficits commerciaux sont devenus abyssaux. Et l'endettement suit. Donc, il faut bien nous entendre. Si le marché ne permet pas le développement, pouvons-nous continuer sur la même voie ?

Je termine avec les financements. Alors oui, on nous dit que les financements ont augmenté. Enfin, une question très précise, qui montrerait qu'il y a une volonté concrète. Nous savons qu'en Europe les programmes leaders ont donné des résultats précisément dans les régions de l'Europe du Sud – en Espagne, au Portugal, en Italie —, des résultats probants. Mais pourquoi ? Parce que premièrement, il y a des moyens conséquents mobilisés pour ça. Et il y a des méthodes participatives et démocratiques qui visent les besoins des populations. Est-ce que dans l'UE, aujourd'hui, les programmes leaders existent ou n'existent pas pour nous ? Pouvez-vous nous dire s'il est possible d'espérer dans cette perspective ? Je ne parle pas d'un fac-similé des programmes leaders, je parle des programmes leaders tels qu'ils ont fonctionné en Europe, pouvez-vous dire s'il sera possible de les installer dans la rive sud de la Méditerranée, dans le monde rural de la Méditerranée.

-----

### **Réponse de la représentante du Commissaire Hahn, Madame Emma Udwin**

Exact, quand on a recommencé la révision, on a tout remis en question. Si vous relisez le document de consultation, la première question c'est « Est-ce qu'il faut continuer avec l'ensemble du Sud » et dans les soixante et quelques questions, vos questions apparaissent. Est-ce que nos objectifs sont les bons ? Est-ce que nos méthodes sont les plus appropriées ? On pose de moins de questions sur les moyens. Au début, comme je l'ai évoqué, on s'est fixé des objectifs avec les politiques de voisinage, surtout du côté des valeurs, des normes qui vous sont propres. Cela a très bien fonctionné dans le processus d'élargissement en 2004. On voulait dire, avec un système « more for more », qu'on allait offrir un peu plus à ceux qui avaient les mêmes idées que nous, qui voulaient travailler plus étroitement avec nous. Je suis coupable de cette expression, je l'ai créée pour une conférence de presse, je regrette beaucoup. Je m'excuse.

Est-ce approprié de faire, dans nos partenariats avec ces pays, de ces quatre points, ces quatre valeurs, le but principal ? Ou, en restant fidèle à nous-mêmes, avec ces quatre points qui nous ont été essentiels, devons-nous construire des partenariats basés sur les intérêts partagés avec ce partenaire ?

Vous allez voir, dans la nouvelle politique, on ne change rien dans nos propres valeurs. Mais on va changer nos propres manières de dire la méthode, de construire le partenariat avec chaque voisin ? Il y a des voisins, comme le Maroc, qui veulent plus. Qui ne veulent pas faire partie de l'Europe, qui ont leur propre culture, mais qui ont fait le choix de travailler plus étroitement avec l'Europe. Il y a d'autres partenaires dans la région qui font d'autres choix, qui sont de grands pays, intéressés par des coopérations, mais pas plus. Il faut que nous fassions en fonction de chaque partenaire, faire quelque chose qui correspond aux intérêts, aux souhaits du voisin concerné.

Est-ce qu'on cherche voisinage où tout le monde le ressemble. Comme je l'ai déjà dit, on a une petite préférence pour les démocraties, on a une grande préférence où les normes sont respectées, mais ça ne veut pas dire que tout le monde doit se sentir européen. Ces valeurs sont universelles, c'est notre conception. On va essayer d'alléger les « soi-disant » acquis : toutes les normes, les législations... On va essayer d'alléger le processus et le fardeau qui pèsent sur vos épaules. On va travailler plus étroitement avec vous pour que vous adoptiez seulement les normes qui vous correspondent. Là où vous avez un intérêt, nous aussi on a un intérêt. Pour les méthodes, on va changer plein de chose. Il y a des processus, qui ont été très lourds, et qu'on a créé beaucoup de travail pour tout le monde sans aboutir aux résultats. On a vraiment changé beaucoup dans les méthodes.

Mais pour les moyens, notre budget est limité, même dans nos propres régions. Je ne peux pas vous promettre d'introduire quelque chose qui ressemble à la politique régionale.

### **Mme Baya Zitoune**

Je voudrais rapidement ajouter quelque chose, je voudrais réagir par rapport à la déclaration finale. Dans laquelle, le défi d'autonomisation est n'est pas apparu de manière claire, à travers la promotion de l'entrepreneuriat. D'abord le premier point, notamment pour l'investissement dans les nouveaux créneaux, à savoir les nouvelles technologies, l'économie, etc.

On a parlé de la femme rurale, de ses problèmes, etc., mais il ne faut pas oublier aussi quand dans le monde rural, il y a une nouvelle génération de femmes rurales jeunes. Pour elles, l'opportunité c'est de créer leur entreprise, et donc il faut que ça apparaisse en ces termes.

Le deuxième point : puisque nous sommes dans une situation de dialogue et que nous voulons poursuivre le dialogue, nous avons fait une proposition lors de notre atelier pour qu'il y ait des échanges avec des femmes rurales du nord et du sud, à travers de voyages, des jumelages, etc. Ca n'est pas apparu, mais je considère que c'est un élément important qui peut être à l'origine de la poursuite du dialogue.



---

## **CONCLUSION DU PRESIDENT NOTHOMB SUR LE SUIVI**



Chers amis,

Nous voici arrivés au terme du Congrès. Nous devons constater qu'au-delà des circonstances difficiles pour nous dans ce haut lieu mondial de l'exposition universelle placée sur le thème « nourrir la planète », notre ambition a été réalisée : être un grand moment de dialogue entre sud et nord Méditerranée.

Sur un pied d'égalité, sur base d'inspirations réciproques.

Sur une problématique à long terme, celle des régions rurales, trop souvent oubliées, frappées par l'exode rural qui alimente les courants migratoires vers les villes déjà surpeuplées, et vers l'Europe au travers d'une Méditerranée dangereuse. Vers une Europe où se mêlent aujourd'hui les émigrés de la pauvreté durable, et les réfugiés d'une guerre trop longue.

Notre dialogue a été intense et bien structuré. Notre déclaration finale est courte, et les premières réponses du ministre italien et du commissaire européen positives.

Les circonstances internationales sont dramatiques dans les actualités et dans leurs fondements. Si les gouvernements doivent gérer les événements dans leur actualité, notre Fondation a depuis 10 ans, depuis notre Congrès d'Alger, l'ambition de construire le dialogue nécessaire pour le fondamental et le long terme.

Qui n'a senti la réalité commune des développements ruraux nécessaires, la diversité des situations, mais l'orientation parallèle des efforts à fournir à partir des sociétés locales dont l'autonomie d'action doit être organisée ou renforcée. Il y a du travail ou des réflexions différentes pour chacun dans notre milieu national et régional.

Notre Fondation avec des idées fortes, mais des moyens d'action limités, a décidé de ne pas en rester là ni d'attendre notre prochain Congrès dans trois ans au sud de la Méditerranée. Nous avons décidé de réunir dans un an une journée d'évaluation de nos idées ici exprimées et des prolongements sur le terrain diversifié de nos différents pays.

Nous avons décidé de créer en notre sein une commission « jeune » pour formuler des idées et des actions concrètes pour les prochaines générations

Nous devons aussi fêter le 26 février 2016 le dixième anniversaire de notre texte fondamental « déclaration d'Alger » sur notre « vision commune de l'avenir ».

Aujourd'hui, devant le désarroi des relations entre nos familles humaines, nous devons entreprendre une meilleure médiatisation de nos idées et de notre manière de nous parler sur un pied d'égalité et sur le long terme.

Je demanderai à la coprésidente du Congrès Fatima Bensoltane, de s'en occuper depuis Tunis, car les initiatives ne doivent pas venir que de Bruxelles.

Déjà des vidéos de tout ce qui a été dit à notre Congrès sont en préparation et un clip d'ensemble sera disponible pour ceux qui le désirent. D'ici fin novembre les actes du Congrès seront publiés

Bon retour et à notre prochaine rencontre.



---

## **COMMENTAIRE FINAL DU RAPPORTEUR GENERAL, M. VINCENT LEGRAND**



## Congrès de Milan 2015

### Commentaire final du Prof. Dr Vincent Legrand (UCL),

#### Rapporteur Général

« Les communautés rurales : ne plus les oublier ». Dans le choix de la thématique du congrès 2015, la Fondation Dialogue Sud-Nord Méditerranée est partie du constat que les populations rurales de cet espace ont été longtemps – politiquement parlant – délaissées, laissées pour compte, marginalisées, méconnues. Les journées d'études préparatoires organisées dans les quatre quadrants de la Méditerranée - Volos (15 juin 2014), Alexandrie (08-09 novembre 2014), Montpellier (11-12 décembre 2014) et Rabat (20-21 avril 2015) – ont révélé que les populations rurales n'étaient pas seulement méconnues au plan politique, mais bien également au plan des connaissances scientifiques. A cet égard, les participants ont souligné l'importance de *connecter les mondes politiques, de la pratique et de la recherche* dans des programmes de **recherche-action participative**, associant l'ensemble des parties prenantes.

#### **Méconnaissance scientifique et métamorphose des mondes ruraux : une complexité croissante**

195

Les participants sont revenus à plusieurs reprises sur le manque de données fiables et d'outils de diagnostic, en lien, notamment, avec les enquêtes, donnant lieu à toute une série de problèmes statistiques. Mais la complexité de la compréhension du monde rural tient également à ses métamorphoses. Les villes s'étendent et englobent le rural dans leur périphérie. Il ne s'agit pas ici d'urbanisation (au sens de gonflement urbain engendré par l'exode rural), mais de ruralisation des espaces urbains périphériques, avec des formes de relations de plus en plus complexes entre le rural et l'urbain, ce qui brouille les repères (on a notamment évoqué le néologisme 'urbain' et plaidé pour une approche 'urbain-rural' intégrée) et donne lieu à des problèmes statistiques, notamment lors des recensements de populations : moyennant prise en compte de ces précautions analytiques, on semble observer une stabilisation démographique des populations rurales, voire un renversement du phénomène de l'exode rural.

Tout en notant les nombreuses similarités caractérisant le monde rural dans le Bassin méditerranéen, les participants ont souligné l'importance d'adopter une approche différenciée là où cela s'imposait : de région à région, mais aussi au sein d'une même région, ainsi que, dans une situation locale donnée, entre différents groupes, notamment les femmes et les jeunes, et – parmi les jeunes – les garçons et les filles.

Contrairement à la rive nord de la Méditerranée, les populations rurales constituent - au sud de la Méditerranée - toujours des parts importantes de la population, notamment de la population active, tout en contribuant proportionnellement peu au Produit intérieur brut (PIB) des Etats concernés. Ceci

concerne principalement l'agriculture familiale de petite taille. Ceci m'amène aux inégalités dont souffrent les populations, particulièrement au sud de la Méditerranée, dont les populations rurales.

## **Inégalités**

Distinguons ici plusieurs niveaux : le niveau euro-méditerranéen, le niveau interrégional au plan national, le niveau local rural lui-même, notamment au niveau des femmes et des jeunes.

### *Inégalités au niveau euro-méditerranéen*

Le libre-échange prévu dans le Partenariat euro-méditerranéen (PEM) a longtemps été caractérisé par l' « exception agricole » en raison du protectionnisme européen marqué par les entraves à l'accès des productions agricoles compétitives du sud de la Méditerranée aux marchés du nord de la Méditerranée. Il s'agit principalement du secteur des fruits et légumes, dans lequel les pays du sud de la Méditerranée disposent d'avantages comparatifs par rapport, notamment, aux productions des pays méridionaux du nord de la Méditerranée, comme la France, l'Espagne, le Portugal, l'Italie et la Grèce. Mais, comme je l'exposerai plus loin, la question ne se pose pas – ou, plus seulement – en termes de justice économique dans les échanges internationaux, depuis que les contraintes environnementales – notamment en matière hydrique – se sont accentuées et font partie, qu'on le veuille ou non, de l'équation. Quoi qu'il en soit, relevons, à ce stade, que les participants du sud de la Méditerranée ont appelé à une harmonisation des politiques agricoles du nord et du sud de la Méditerranée, en termes de complémentarité, au-delà de « simples » politiques d'accompagnement<sup>2</sup>.

### *Inégalités au niveau interrégional national*

Comme l'illustre le cas emblématique de la Tunisie, il s'agit ici des inégalités entre populations urbaines et populations rurales, que l'on retrouve spatialement, respectivement, entre le littoral urbanisé riche et l'intérieur rural pauvre. Il n'est pas inutile de rappeler à cet égard les racines agraires des « printemps arabes » de l'hiver 2010-11 et leur déclencheur en Tunisie, dans l'intérieur désœuvré du pays, à Sidi Bouzid.

### *Inégalités au niveau local rural*

Les difficultés en milieu rural se traduisent, d'une part, en termes de revenus, notamment dans le cadre de la problématique de l'accès à la terre, et, d'autre part, en termes d'accès aux services de base.

*Revenus / accès à la terre* – Les petites exploitations familiales génèrent de faibles revenus et sont grevées dans leur développement par un faible accès au micro-crédit. Le morcellement de la propriété agricole – dû notamment aux régimes de droit foncier en matière d'héritage - entraîne un faible rendement des surfaces cultivées. Les exploitants sont vieillissants et les jeunes éprouvent des

---

<sup>2</sup> Prof. Dr Larbi Jaïdi, IAV Hassan II, Journées d'études de Rabat.

difficultés à accéder à la terre. Dans les cas extrêmes, c'est l'accès à la terre « tout court » qui est entravé, comme cela a été relevé dans le cas de la Mauritanie<sup>3</sup>.

*Accès aux services de base* - Nombre de régions rurales du sud de la Méditerranée souffrent d'un manque d'accès aux services de bases dans plusieurs domaines<sup>4</sup> : la santé, le logement, l'eau potable, l'électricité, la voirie (problèmes d'enclavement) ; le cumul de ces difficultés peut également miner l'éducation en décourageant la fréquentation scolaire, notamment auprès des filles (absence de latrines). Des écoles accueillantes au plan matériel sont essentielles au bien-être des élèves et favorisent leur fréquentation<sup>5</sup>.

Au vu de ces inégalités au niveau local rural, les participants au congrès et aux journées d'études qui l'ont précédé ont souligné l'importance d'*accroître l'attractivité des zones rurales* et ont mis en avant le rôle du *renforcement des capacités des acteurs locaux* pour y parvenir.

### **Attractivité des zones rurales**

Les participants ont accueilli positivement la tendance au renversement du phénomène de l'exode rural et l'amélioration des représentations ambiantes du monde rural dans la société et sont d'avis qu'il est pertinent d'encourager ces évolutions en favorisant l'attractivité du « retour à la terre », notamment auprès des femmes et des jeunes : une attractivité par des revenus plus importants, mais aussi par la perspective – plus qualitative – d'une « bonne vie » dans ce type de choix. Une amélioration dans l'accès aux services de base est cruciale à cet égard.

### **Renforcement des capacités des acteurs locaux**

Les participants ont plaidé pour la prise en compte des préoccupations, des besoins et des attentes des populations rurales au niveau local dans la définition des politiques publiques et de leur mise en œuvre. Ils ont souligné à cet égard la nécessité de renforcer les capacités des acteurs locaux, de sorte

---

<sup>3</sup> Le cas du problème d'accès à la terre des anciens esclaves a été exposé par le Prof. Dr Amadou Sall, Université de Nouakchott (Mauritanie), Mauritanie Perspectives, lors des Journées d'études de Rabat, 20-21 avril 2015. En causes, la non-effectivité de la loi sur le foncier de 1982, les conflits s'accroissant en raison des migrations des populations nomades du nord vers les zones sédentaires du sud – conséquence du réchauffement climatique -, de la déportation des populations de part et d'autre de la frontière entre la Mauritanie et le Sénégal et des projets saoudiens d'accaparement de terres.

<sup>4</sup> Prof. Dr Mohamed Tamim, INAU, Journées de Rabat.

<sup>5</sup> Prof. Dr Mehdi Lahlou, INSEA, Journées de Rabat.

à ce que leurs voix portent davantage dans la définition des politiques concernées dans le cadre de démarches participatives, de concertation et de mise en réseaux.

Les participants ont souligné que la première mise en réseaux à opérer concerne les communautés rurales entre elles, de sorte qu'elles puissent construire une vision commune et articuler leurs valeurs et leurs intérêts et se structurer en organisations (tant au plan sectoriel agricole qu'au plan – plus large – de la « société civile » rurale) – conditions nécessaires à la promotion d'une approche 'bottom-up', associant, dans un deuxième temps, d'autres parties prenantes, telles que les entreprises commerciales et les opérateurs publics. Une vision partagée et un même langage devraient favoriser les opportunités de réseautage en vue, notamment, de mettre sur pied des partenariats public-privé. Cette problématique a particulièrement été abordée concernant les femmes rurales, particulièrement fragilisées dans les situations de transition, en matière d'éducation et de santé.

### « Think global, act local ! »

Les problématiques auxquelles font face les communautés rurales ne sauraient être déconnectées des défis globaux en matière de développement durable : croissance de la population mondiale pour quelques décennies encore et ressources de l'environnement de plus en plus sous pression – ce, face au défi de l'alimentation. Non seulement en termes d'agro-écologie, mais aussi dans une perspective écologique plus large, notamment dans le cadre de la multi-fonctionnalité de l'agriculture : au-delà de la fonction de production alimentaire, contribution à la préservation des milieux naturels, de la biodiversité, développement du tourisme vert, mais aussi préservation des modèles culturels et des choix de modes de vie ...

### **La problématique de la souveraineté/sécurité alimentaire et au-delà : la sécurité nutritionnelle**

Jusqu'à récemment, au sud de la Méditerranée, s'il y a eu des politiques agricoles, il n'y a pas eu de politiques rurales<sup>6</sup> - constat non sans lien avec la problématique de la souveraineté/sécurité alimentaire. Au lieu de répondre aux besoins propres et à la demande intérieure, les politiques ont été orientées dans la plupart des Etats concernés vers la satisfaction de besoins extérieurs. Les choix de production agricole ont engendré la dépendance alimentaire (notamment au niveau des céréales), par laquelle les populations sont soumises aux chocs extérieurs entraînés par la fluctuation des prix des denrées alimentaires au niveau mondial.

Au sud de la Méditerranée, les politiques agricoles ont par ailleurs entraîné une tendance à altérer les modes de consommation et les goûts en matière alimentaire (par exemple, substitution du blé dur par le blé tendre (froment), substitution de l'huile d'olive par les huiles de grain). A cet égard, le problème ne se réduit pas à la question de la souveraineté/sécurité alimentaire, mais touche aussi à celle de la sécurité nutritionnelle, avec la malnutrition dans ses formes opposées extrêmes : l'insuffisance pondérale et le surpoids. Ici, pour le coup, « les populations rurales n'ont pas été oubliées, en tout cas

---

<sup>6</sup> Prof. Dr Najib Akasbi, IAV Hassan II, Journées d'études de Rabat.

pas par l'industrie alimentaire »<sup>7</sup>. Cette question n'affecte par ailleurs pas seulement les populations du sud de la Méditerranée, mais bien l'ensemble de la population mondiale, touché par un modèle de consommation mondiale marqué par le régime riche en graisses saturées, en sel et en sucre (*HFSS* : 'High Fat, Salt & Sugar') et pauvre en micro-nutriments. On distingue deux types de voie pour agir dans ce domaine : en jouant sur l'offre, via les politiques publiques, et en jouant sur la demande, via la diffusion de 'food cultures', de 'food ways' et d'attitudes de type 'consomm'acteurs'.

### **Agriculture, alimentation, développement rural et changement climatique : la question de l'eau**

Les défis en matière d'agriculture, d'alimentation et de développement rural sont d'autant plus ardues et complexes à relever qu'ils prennent place dans un contexte de contraintes environnementales et climatiques croissantes, marquées par des effets sur la disponibilité des ressources en eau. L'impact du changement climatique sur la pluviométrie met à mal les cycles agricoles et économiques traditionnels et se fait sentir dans les fluctuations des prix des denrées agricoles sur le marché international.

Comme évoqué plus haut, l'ouverture des marchés du nord de la Méditerranée aux productions agricoles des pays du sud de la Méditerranée dans lesquels ceux-ci disposent d'avantage comparatifs (fruits et légumes) a désormais dépassé, qu'on le veuille ou non, une « simple » question de justice économique dans les échanges internationaux, depuis que les contraintes environnementales – notamment, en matière hydrique – se sont accentuées. Pour formuler les choses de manière simple, importer des produits agricoles, c'est aussi – indirectement – importer de l'eau ; exporter des produits agricoles, c'est aussi – indirectement – exporter de l'eau. De cette donne relativement simple, il ne faut pas nécessairement tirer des conclusions simplistes, mais cela fait – quoi qu'on le veuille – nécessairement partie de l'équation sans la déterminer totalement.

En effet, il n'y a pas de fatalité absolue en matière de stress hydrique, dont le défi peut être relevé en agissant sur la demande (économies d'eau<sup>8</sup>) et sur l'offre, par la mobilisation de l'eau « verte »<sup>9</sup>, en accroissant la collecte de l'eau de pluie ('water harvesting')<sup>10</sup>, en améliorant les techniques d'irrigation (en diminuant l'irrigation gravitaire et par aspersion et en augmentant l'irrigation goutte à goutte) ou dans les choix des variétés à cultiver (par exemple, le blé de printemps, contrairement à d'autres variétés de blé, est très sensible aux variations de température). La prise de conscience des enjeux liés

---

<sup>7</sup> Prof. Dr Sabah Benjelloun, IAV Hassan II, Journée d'études de Rabat.

<sup>8</sup> Cf. le Programme national d'économie d'eau en irrigation (PNEEI), inscrit dans la stratégie nationale marocaine de développement agricole, dit Plan 'Maroc Vert'.

<sup>9</sup> Eau « verte », contenue dans le sol et dans l'atmosphère, distincte l'eau « bleue », comprenant les eaux de surface – les cours d'eau et les lacs -, et les eaux souterraines (aquifères).

<sup>10</sup> Prof. Dr Marnik Vanclouster (UCL), Journées de Rabat.

à la ressource de l'eau et de son exploitation s'est manifestée dans la nouvelle Constitution tunisienne, adoptée le 26 janvier 2014 : « Le droit à l'eau est garanti. La préservation de l'eau et la rationalisation de son exploitation est un devoir de l'Etat et de la société. » (art. 43)<sup>11</sup> Encore faut-il que ce dispositif juridique soit effectif. Ceci nécessite la mobilisation des populations, ce qui implique une gestion humaine et sociale de l'eau, au-delà d'une « simple » gestion technique<sup>12</sup>.

### **Au-delà de la gestion technique : une gestion humaine et sociale**

Les défis à relever ne sauraient se satisfaire de « simples » solutions techniques, mais impliquent de nouveaux modes de gouvernance locale, par exemple, dans le cadre d'associations d'irrigants. Les participants au congrès et aux journées d'études l'ayant précédé sont ici aussi revenus plusieurs fois sur le renforcement des capacités des acteurs locaux, exigeant par ailleurs également un « lâcher-prise » de l'Etat dans ses velléités du « tout contrôle » et la mise en place ou l'approfondissement de politiques de décentralisation. Il n'est pas inutile de rappeler à cet égard la « règle des trois Q » énoncée par le Prof. Dr Larbi Zegdouni en matière d'échec et de réussite des politiques de développement agricole et rural<sup>13</sup> : la qualité de la préparation des projets, la qualité de leur exécution et la qualité du public-bénéficiaire, d'où l'importance d'investir dans les ressources humaines dans les politiques de renforcement de capacités.

### **A quelle(s) échelle(s) agir ?**

Les participants ont souligné l'importance d'une approche intégrée 'bottom-up' incluant les niveaux local et national, dans le cadre de politiques de territorialisation des politiques publiques (en l'occurrence, de décentralisation), associées à des démarches participatives incluant l'ensemble des parties prenantes et permettant aux acteurs locaux de faire entendre leurs voix. Au niveau de la région méditerranéenne, ils ont souligné l'importance de favoriser – au-delà de la coopération Nord-Sud – les échanges de bonnes pratiques dans le cadre de la coopération Sud-Sud – une manière de relier l'ensemble de l'Euro-Méditerranée dans une communauté de destin, dans l'unité et la diversité.

### **Recommandations**

Ce commentaire final, rédigé sur la base du Congrès de Milan des 04-06 octobre 2015 et des quatre sessions de journées d'études régionales préparatoires – Volos (15 juin 2014), Alexandrie (08-09 novembre 2014), Montpellier (11-12 décembre 2014) et Rabat (20-21 avril 2015) –, s'articule à la Déclaration finale de Milan, qui en énonce les recommandations.

---

<sup>11</sup> Prof. Dr Chafik Saïd, Journée nationale préparatoire de Belgique, UCL, Louvain-la-Neuve, 06 novembre 2014.

<sup>12</sup> Dr Julien Frayssignes, CIHEAM – IAM de Montpellier, Journées de Rabat.

<sup>13</sup> Prof. Dr Larbi Zegdouni, IAV Hassan II, Journées de Rabat.



---

# V. ANNEXES

QUATRIÈME CONGRÈS DE DIALOGUE SUD-NORD MÉDITERRANÉE

MILAN

4-6 OCTOBRE



# FONDATION DU DIALOGUE SUD-NORD MÉDITERRANÉE

UNE VISION COMMUNE DU FUTUR | رؤية مو حدة للمستقبل | A SHARED VISION OF THE FUTURE



## DOCUMENTS PREPARATOIRES

### AU CONGRES DE MILAN

*LES COMMUNAUTES RURALES : NE PLUS LES OUBLIER*

*« Le Développement Rural Et Régional Au Sud Et Au Nord De La Méditerranée Et La Nouvelle Politique de Voisinage »*

**4 - 6 Octobre 2015**

## Table des matières

Note introductive : Quels défis à relever pour les mondes ruraux méditerranéens soumis aux changements globaux ? Mélanie Boin [Agropolis International] .....	3
Rapport de la 1ère journée d'étude régionale – Vólos, Grèce .....	10
Rapport de la 2nde journée d'étude régionale – Alexandrie, Egypte.....	14
Note conceptuelle : Les territoires ruraux en Méditerranée, Novembre 2014..... [CIHEAM – IAM Montpellier]	17
Rapport de la 3ème journée d'étude régionale – Montpellier, France .....	21
Rapport de la 4 <sup>ème</sup> journée d'étude régionale – Rabat, Maroc (Sud) .....	
Rapport de la 4 <sup>ème</sup> journée d'étude régionale – Rabat, Maroc (Nord).....	27

### NOTA BENE :

Sont également disponibles en téléchargement sur le site web  
(<http://www.dialoguehiwarmed.org>) ou en commandant par email  
([info@dialoguehiwarmed.org](mailto:info@dialoguehiwarmed.org)) les rapports des journées d'études thématiques nationales (dites  
« symposiums ») :

- La politique agricole et de l'eau dans le Bassin méditerranéen : vers une vision de développement durable du monde rural ? > Actes du symposium organisé à l'UCL (Louvain-la-Neuve, Belgique) le 6 novembre 2014
- La femme rurale au Maghreb : transition et perspectives > Journée d'étude préparatoire organisée par Meditteravenir à Tunis (Tunisie) le 13 février 2015



## Quels défis à relever pour les mondes ruraux méditerranéens soumis aux changements globaux ?

Cette note introductive a été présentée lors de la journée-anniversaire du Dialogue Sud-Nord Méditerranée le 26 Février 2014 à Marseille.

**Mélanie Broin, Agropolis International, chargée de mission coopération bassin  
Méditerranéen**

### Préambule

Agropolis International est une association basée à Montpellier dont les membres sont les organismes de recherche et d'enseignement supérieur de la région Languedoc-Roussillon, dont tout ou partie des activités s'intéresse aux domaines de l'agriculture, l'alimentation, l'environnement et la biodiversité, ainsi que les collectivités territoriales et les acteurs régionaux de l'innovation. Agropolis international constitue une plateforme scientifique largement tournée vers les pays du Sud et la Méditerranée, notamment grâce à la présence d'organismes de recherche en coopération tels que le Cirad<sup>1</sup>, l'IRD<sup>2</sup> et le CIHEAM-IAM.M<sup>3</sup>.

En 2010-2011, Agropolis International a été chargée par l'ANR (Agence Nationale de la Recherche) de mener un atelier de réflexion prospective sur les enjeux de recherche en Méditerranée pour répondre aux grands défis que la région aura à relever à l'horizon 2030, concernant les hommes, les sociétés et leur environnement. Cet atelier de réflexion prospective avait largement mobilisé, au-delà des membres d'Agropolis, les structures impliquées dans la recherche en Méditerranée, non seulement au niveau national mais aussi d'autres pays riverains. La présente note livre une partie des fruits de cette réflexion, menée par quelques 150 experts, ciblée sur les défis à relever pour les mondes ruraux méditerranéens dans le contexte des changements globaux. Elle s'appuie également sur la publication annuelle du CIHEAM Mediterra de 2009, intitulée « Repenser le développement rural en Méditerranée » et co-dirigée par le Plan Bleu<sup>4</sup>.

- 1 - CIRAD : Le centre de recherche français qui répond, avec les pays du Sud, aux enjeux internationaux de l'agriculture et du développement
- 2 - IRD : Institut de Recherche pour le Développement
- 3 - CIHEAM-IAM.M : Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes – Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier. Le CIHEAM est un organisme intergouvernemental rassemblant 13 pays du pourtour méditerranéen
- 4 - Plan Bleu : centre d'observation, d'analyse et de prospective mis en place par le Plan d'Action pour la Méditerranée dans le cadre du PNUE (Programme des Nations Unies pour l'Environnement) et de la Convention de Barcelone

Loin de constituer un espace homogène, les mondes ruraux se définissent « en creux » par rapport aux zones urbanisées et présentent une multiplicité de territoires aux problématiques variées. Les défis qu'ils ont à relever se mesurent non seulement intrinsèquement à chaque territoire, mais aussi en termes de complémentarités et face à l'ampleur des problèmes générés par l'urbanisation.

### Dynamiques démographiques à l'œuvre

Le bassin méditerranéen se caractérise par une très forte concentration des hommes et des activités en zone urbaine littorale : la population urbaine y est devenue majoritaire dès le milieu des années 1960, représentant 64% de la population en 2005 (à l'échelle mondiale, ce basculement ne s'est opéré qu'en 2007). Globalement, les flux de population (non seulement les résidents permanents, mais aussi le flot de touristes saisonniers) vers les littoraux se doublent d'une polarisation économique des activités. Les dynamiques de métropolisation tendent à produire une césure économique et sociale entre des zones de l'intérieur (espaces ruraux et petites villes) peu dynamiques et des agglomérations littorales qui concentrent les activités et les flux de biens et d'information.

Les dynamiques démographiques de part et d'autre de la Méditerranée se distinguent, avec également des disparités entre pays. Dans les pays du nord de la Méditerranée, les zones rurales hésitent encore entre déclin et reprise démographique, et on assiste à l'émergence d'une économie résidentielle dans les territoires ruraux, notamment en France, qui observe depuis quelques années un renouveau de ses campagnes grâce à la multifonctionnalité de l'agriculture et à l'attractivité de ses territoires. Dans les pays du sud et de l'est du bassin, la population rurale continue d'augmenter en valeur absolue, au sein d'espaces ruraux encore essentiellement caractérisés par la pauvreté et les retards de développement.

L'attractivité des villes tient non seulement aux besoins en main-d'œuvre de l'industrie et des services qui s'y développent, mais aussi à un exode rural poussé par la modernisation agricole, les transformations des modes de vie, l'affaiblissement des particularismes de la structure sociale et du mode de vie des populations rurales, consécutif à l'émergence de la société de l'information et de la consommation.

### Des territoires, urbains comme ruraux, sous tension

Ce phénomène d'urbanisation concentre les hommes et les activités sur une frange littorale écologiquement riche mais rendue très vulnérable face à l'accumulation des impacts liés aux activités humaines. La tendance à la surconcentration urbaine engendre en outre de nombreux problèmes : forte exposition aux pollutions, saturation des modes de transport, augmentation des gaspillages, modification des régimes alimentaires, ségrégation sociale, etc., et augmente la vulnérabilité des populations face aux risques : risques naturels (et notamment les risques de submersion et d'inondations qui s'accroissent considérablement avec le changement climatique), risques de rupture d'approvisionnement, risques de conflictualité, risques pour la santé... La sur-fréquentation touristique saisonnière accroît encore les tensions sur les ressources (alimentation, eau, foncier).



Dans le même temps, le phénomène d'urbanisation fragilise le développement des territoires ruraux plus éloignés, qui restent à l'écart des infrastructures et du développement économique. La tendance à l'exode rural dans nombre de pays méditerranéens entraîne, pour les ruraux qui continuent de résider dans ces espaces, une complexification et un renchérissement des déplacements, une accessibilité de plus en plus réduite aux biens et services dont les résidents des villes sont, à l'inverse, de mieux en mieux pourvus.

Cette déprise humaine est également à l'origine d'une dégradation des milieux naturels et des paysages typiques de la Méditerranée : développement des friches, fermeture des paysages, risques accrus d'incendies, etc., et d'une érosion des savoir-faire hérités d'une longue tradition d'interaction entre l'homme et son environnement naturel.

D'un autre côté les activités agricoles pratiquées en zone rurale peuvent aussi être sources de dégradations environnementales : érosion et salinisation des sols, pollution des cours d'eau et des nappes phréatiques, surexploitation des ressources en eau, menaces pour la biodiversité et le fonctionnement des écosystèmes...

## Une diversité de mondes ruraux en Méditerranée

Au-delà de ces tendances générales, les mondes ruraux méditerranéens revêtent en réalité une grande pluralité de situations géographiques, économiques, sociales et environnementales, qu'il convient d'analyser si l'on s'intéresse aux enjeux que soulèvent les évolutions propres à chaque territoire. Bien que chaque pays adopte sa propre typologie des mondes ruraux selon les spécificités qui lui sont propres (traditionnellement basée sur les activités agricoles qui restent la principale source de revenu des populations dans la majorité des territoires ruraux), on peut distinguer globalement quatre grands types de milieux ruraux : les espaces périurbains, à proximité des grandes villes, qui combinent zones résidentielles, activités économiques secondaires et tertiaires et agriculture périurbaine intensive (maraichage, élevage hors-sol) ; les zones rurales caractérisées par une agriculture intensive et spécialisée (plaines irriguées, coteaux, etc.) ; les zones rurales intermédiaires caractérisées par des terres moins productives, une activité agricole plus extensive (cultures pluviales) et parfois un certain niveau de diversification économique hors agriculture (loisir, accueil touristique), et enfin les zones marginales à faible niveau de développement économique (zones montagneuses, pastorales, désertiques...) mais parfois de forte valeur patrimoniale (paysages, biodiversité, savoir-faire...). Chacun de ces territoires est confronté à des enjeux de différentes natures : préservation des terres agricoles en zone urbanisée, durabilité des systèmes d'exploitation dans les zones agricoles intensives, augmentation de la productivité agricole dans les zones intermédiaires, maintien des populations et des savoir-faire dans les zones marginales...

Par ailleurs ces espaces, loin d'être clos, font l'objet de toutes sortes de mobilités à différentes échelles spatiales et temporelles : déplacements quotidiens entre lieux de travail et résidence, loisirs, tourisme, déplacements résidentiels liés aux cycles de vie, migrations internationales... Par exemple, en Turquie, une part non négligeable des ruraux a recours à un travail saisonnier dans les grandes villes dans la construction, l'industrie ou les services, afin de gagner des revenus complémentaires pour faire vivre leurs familles. En Grèce, l'installation du ménage dans un centre urbain ne signifie pas forcément l'abandon de l'exploitation agricole, qui continue de fonctionner en faisant appel à une main-d'œuvre salariée, d'origine locale ou immigrée. D'une manière générale, la précarité en milieu rural alimente les migrations, des zones marginales vers les zones agricoles plus favorisées, des zones agricoles vers les espaces périurbains ou urbains, au sein d'un même pays ou à l'étranger.

### Les principaux enjeux du développement rural en Méditerranée

Dans le contexte méditerranéen de croissance démographique, de forte urbanisation littorale et de vieillissement de la population rurale, le premier défi à relever pour les mondes ruraux consiste à maintenir en milieu rural une population active et les services environnementaux qui y sont associés (production agricole, entretien de paysages ouverts). En effet, les taux de chômage déjà très élevés dans les pays du sud et de l'est de la Méditerranée et l'arrivée massive de jeunes sur le marché du travail attendue dans les vingt prochaines années incitent à mobiliser tous les gisements d'emploi, notamment en zone rurale. Pour que les zones rurales deviennent attractives, notamment pour les jeunes, il est indispensable de développer les infrastructures et l'accès aux services (eau, énergie, assainissement, information, éducation, santé, culture...) et de lutter contre la pauvreté. Cela passe notamment par une meilleure valorisation des produits agricoles locaux : (i) un accès renforcé au marché pour les produits issus de l'agriculture familiale, qui peinent actuellement à trouver des débouchés et se cantonnent souvent au secteur informel, via une organisation plus efficace des acteurs et des filières ; (ii) une meilleure captation de la valeur ajoutée localement (par la transformation et la labellisation des produits) et (iii) une politique de revalorisation des produits locaux vis-à-vis des céréales importées et subventionnées. Parallèlement, il faut chercher à promouvoir la multifonctionnalité des espaces ruraux : développement du tourisme rural, du télétravail, rémunération pour services environnementaux non productifs, mise en valeur du patrimoine culturel et naturel... Tout ceci ne sera pas possible sans infrastructures et équipements logistiques adaptés.

Face aux problèmes environnementaux générés par l'exploitation agricole (pollution, érosion, gaz à effet de serre...) et à la raréfaction des ressources (eau, énergie, engrais...), le deuxième défi à relever concerne la durabilité des systèmes de production agricole et d'élevage et leur adaptation au changement climatique. Les deux problèmes les plus prégnants auxquels l'agriculture méditerranéenne devra faire face sont la pénurie de terres arables et la rareté de l'eau. L'agriculture et l'élevage méditerranéens sont déjà fortement contraints par la géographie (montagnes, déserts) et le climat (sécheresse estivale). Pour faire face à la croissance démographique et régulariser la production et les revenus des agriculteurs, le recours à l'irrigation s'est largement répandu et les systèmes de production se sont intensifiés, avec des conséquences non négligeables sur les ressources naturelles. La plupart des pays de la région sont confrontés à des problèmes de surexploitation des ressources en eau qui compromettent les potentialités futures. Chaque année, des terres arables sont perdues par artificialisation, érosion, salinisation, conduisant éventuellement à leur perte irréversible de leur fertilité et amplifiant le phénomène de désertification. Le changement climatique qui touchera de plein fouet la région aura pour effet d'accentuer encore la rareté de l'eau et les « caprices » du climat (sécheresses, canicules, pluies diluviennes). Dans ce contexte, la conception de systèmes de production innovants adaptés aux changements globaux, prenant en compte les savoirs locaux et basés sur la maîtrise des processus agroécologiques, une efficacité optimisée de l'utilisation de l'eau et la valorisation de la biodiversité méditerranéenne devient une nécessité pour assurer la durabilité des activités de production agricole dans le bassin méditerranéen.



Le troisième défi du monde rural, étroitement lié aux deux précédents, consiste à préserver les savoir-faire, les cultures, le patrimoine et la biodiversité dynamiques liés aux anthropo-agro-écosystèmes méditerranéens. Trois millénaires d'occupation humaine permanente font de la région méditerranéenne un lieu privilégié de rencontres inédites entre les sociétés humaines et leurs environnements. Les paysages des arrière-pays méditerranéens sont composés d'espaces de garrigues, de parcours herbacés, de couverts forestiers plus ou moins aménagés (forêt à production truffière, arganeraie), de vergers et espaces arborés (oliviers, figuiers, amandiers, châtaigniers...). Autant d'agroécosystèmes reposant sur un faible apport d'intrants et un niveau élevé d'agrobiodiversité, qui voient ou ont vu leur utilisation et leurs fonctions productives décliner depuis quelques décennies, en lien avec la modernisation des agricultures. Ces espaces sont aujourd'hui l'objet d'une nouvelle attention en raison de leurs fonctions écologiques (lutte anti-feu, maintien de la biodiversité...), de leur capital patrimonial (attrait paysager, agropastoralisme, produits et pratiques locales) et de leurs fonctions économiques (élevage, plantes aromatiques et médicinales, produits de terroir, agrotourisme...). La reconquête de ces espaces et des savoirs qui s'y rapportent constituent un enjeu important pour le développement durable des territoires ruraux méditerranéens.

Enfin, quatrième défi, ces évolutions des mondes ruraux ne seront pas possibles sans une approche renouvelée la gouvernance territoriale. Face à cette multiplicité de territoires confrontés à des enjeux parfois contradictoires, les politiques publiques gagneraient en efficacité à se structurer non pas de manière sectorielle, comme c'est encore trop souvent le cas aujourd'hui, mais avec une approche territoriale, en articulant les villes et leurs arrière-pays ruraux, en intégrant la diversité des acteurs sectoriels et des usagers du territoire, en prenant en considération les mobilités qui s'y opèrent. Il s'agit là de construire avec les acteurs un « projet de territoire », basé sur une vision partagée du devenir du territoire, auquel les acteurs peuvent s'identifier parce que celui-ci constitue un cadre reconnu de leur vie. De telles approches, mises en œuvre sous diverses formes depuis plusieurs années dans les pays de la rive nord (programmes « Leader » de l'UE, parcs régionaux, approche « pays »...) sont relativement nouvelles pour les pays du sud et de l'est de la Méditerranée qui, pour certains d'entre eux, commencent tout juste à expérimenter la démocratie et la décentralisation. Quoiqu'il en soit, force est de constater que dans les sociétés contemporaines, de plus en plus marquées par l'individualisme et la réalisation personnelle, il y a peu de place pour une vision collective. Les projets de territoires n'ont donc que peu de chances d'émerger spontanément des dynamiques sociales existantes, mais nécessitent au contraire un apport externe et des incitations fortes. L'éducation et la formation jouent ici un rôle essentiel.

## Les enjeux du dialogue Sud/Nord et de la coopération euro-méditerranéenne<sup>2</sup> pour le développement rural

Tous ces challenges pour le développement des mondes ruraux se posent de manière différenciée à l'ensemble des pays méditerranéens, selon leurs trajectoires de développement politique, économique et social et leur contexte environnemental et culturel. Deux grands défis transversaux semblent toutefois nécessiter une coopération volontariste renforcée à l'échelle euro-méditerranéenne. Le premier concerne l'eau et la sécurité alimentaire régionale, tant du point de vue quantitatif que qualitatif. Il existe en effet une grande disparité tant dans la répartition des ressources en eau que dans la disponibilité alimentaire par habitant entre les rives nord et sud et est du bassin.

Par ailleurs, l'alimentation de type méditerranéenne, reconnue pour ses bienfaits pour la santé, a perdu du terrain partout en Méditerranée, où les problèmes de santé liés à l'alimentation et aux modes de vie sont devenus la principale cause de mortalité. Une politique de coopération portant sur les aspects humains (formation), cognitifs (recherche et innovation), commerciaux (renforcement des échanges), financiers (investissements) et réglementaires (normes environnementales, nutritionnelles et sanitaires) permettrait d'assurer une meilleure sécurité hydrique, alimentaire et nutritionnelle et une stabilité collective bénéfique pour l'ensemble de la région.

Elle permettrait aussi de mieux tirer profit des spécificités et complémentarités de chaque territoire méditerranéen au profit d'une alimentation saine et diversifiée.

L'autre volet de coopération réside dans l'élaboration d'une vision commune pour l'accompagnement des mutations des espaces ruraux au sein de la région méditerranéenne. L'asymétrie actuellement constatée entre les pays de la rive nord et ceux des rives sud et est de ce point de vue ne facilite pas la mise en œuvre de programmes d'action efficaces au niveau régional. Les stratégies communes telles que la Plan d'Action pour la Méditerranée ou la Stratégie méditerranéenne de développement durable ne peuvent, en l'état actuel, que s'accorder sur des mesures très globales, avec des conditions de mise en œuvre nécessairement déséquilibrées. Or, les problèmes environnementaux ne connaissent pas de frontières et doivent être affrontés de manière globale et concertée.

De même, les mouvements de populations s'exercent à l'échelle de l'ensemble de la région et ont des retombées (positives ou négatives) dans les différents pays concernés par le départ et l'accueil de migrants (fuite des cerveaux, liens diasporiques, mouvements circulatoires, démographie, main-d'œuvre...).

Ainsi, le déséquilibre territorial que l'on cherche à combler à une échelle nationale ou plus locale par les politiques de développement territorial doit aussi être abordé à l'échelle régionale, pour viser une meilleure convergence des niveaux de développement des pays riverains de la Méditerranée, ceci afin d'assurer la paix et la prospérité de la région. En ce sens, le colloque 2015 de la Fondation du dialogue Sud/Nord Méditerranée sur « les mondes ruraux méditerranéens, oubliés des transitions démocratiques », contribuera à nourrir les échanges en vue de se forger une vision partagée du futur de nos espaces ruraux de part et d'autre de la Méditerranée.

### Référence :

Atelier de Réflexion Prospective PARME : Quelles recherches et quels partenariats pour la Méditerranée ? Sous la direction de

Bernard Hubert (Agropolis International). Rapport final, Juillet 2011, 191 pages.

(<http://www.agropolis.fr/pdf/gestion-projets/rapport-final-arp-parme-2011-basse-resolution.pdf>)

MediTerra 2009 : repenser le développement rural en Méditerranée. Sous la direction de Bertrand Hervieu (CIHEAM) et Jean-Luc

Thibault (Plan Bleu). Paris : Presses de Sciences Po, 2009. 387 pages.

([http://www.ciheam.org/images/CIHEAM/PDFs/Publications/Mediterra/2009/Mediterra%202009\\_FR.pdf](http://www.ciheam.org/images/CIHEAM/PDFs/Publications/Mediterra/2009/Mediterra%202009_FR.pdf))



## **RAPPORT DE LA PREMIERE JOURNEE D'ETUDE REGIONALE PREPARATOIRE AU CONGRES**

**15 Juin 2014 - Volos, Grèce**

La Fondation du Dialogue Sud-Nord Méditerranée (Louvain-la-Neuve), le Laboratoire de l'Espace Rural de l'Université de Thessalie, le GFAR (Rome) et la Bibliothèque d'Alexandrie ont organisé le 15 juin 2014 à Vólos la première journée d'étude préparatoire au Congrès de 2015. L'organisation a été placée sous l'égide de Région de Thessalie et de l'Union Régionale de la Municipalité de Thessalie.

### **Conclusions générales**

**Par le Professeur Vincent Legrand, Rapporteur général.**

#### **Executive summary:**

This report is made of three parts and ends with a series of policy recommendations. The first part assesses the situation of Mediterranean rural communities (in particular in the North-East Quadrant of the region, with Greece as a focus) in very concrete terms with a reminder of some basic findings. The second part shows two changes of paradigms that have been identified during the study day. The third part shows the common federative term concerning the challenges that rural communities are facing: connecting or linking, or in more operational terms, networking. Finally, a series of policy-oriented recommendations are put forward for action and further research.

1. The situation of rural communities: a reminder of some basic findings

1.1. In the last few years rural communities have been impacted by social, economic and political changes.

1.2. The lack of economic resources reduces services and opportunities in the rural areas and caused internal migration.

1.3. Those who are under 40 years old form only 6% of the rural population in Greece.

1.4. Youth exodus is a phenomenon that has increased by poor services, income, employment, education and capacity development.

1.5. Inequality of opportunities are faced by women and youth in particular.

1.6. Local governance is poor and there is a lack of representation and participation.

1.7. There is a lack a communication and understanding between the different stakeholders.

2. Two changes of paradigm: at micro- and macro-level

2.1. Change of paradigm at the level of rural communities and the rural-urban divide

The first change of paradigm concerns rural communities and is related to the transformative evolving rural-urban divide. After decades of rural exodus, urbanization and marginalization of rural communities there is a renewed positive representation of the rural: a rebirth that is already or potentially based on a new social contract between the urban and the rural even if globalization makes the borders between the two blurring more and more with the emergence of "rurbans" and "territoyens".

2.2. Change of paradigm at the level of human societies and humankind at large: world population growth, food, strained environment and agriculture

The second change of paradigm concerns human societies and humankind at large and is related to issues pertaining to agriculture and environment, more and more faced by strained resources. A post-productivist era seems to emerge, even if food security in quantitative terms cannot just be put aside with the challenge of the world population growth – in two words: 'sustainable development' for the whole of mankind.

3. The challenge of connecting / linking / networking

The study day was marked by a common federative term concerning the challenges that rural communities are facing: connecting or linking, or in more operational terms, networking – a phenomenon that has increased due to technological innovations in material/physical or virtual means of communication, among others the World Wide Web and social networks. More precisely four categories of connection realities or challenges for rural communities, which have been identified connection (1) to themselves, (2)

to the other stakeholders, (3) to capacity enforcement, infrastructure and access to land, (4) to the environment and the issue of sustainable development.

### 3.1. Connecting rural communities to themselves

Rural communities have to define their own destiny. For this, they have to connect among themselves in order to build their vision and articulate their values and interests. This is a necessary condition before promoting it through a bottom-up approach.

### 3.2. Connecting rural communities to the other stakeholders

Rural communities should be empowered in order to be capable of articulating their values and interests towards the other stakeholders: business and entrepreneurs, markets and public bodies, among others through decentralisation. Innovative platforms based on a shared vision and a common language should enhance opportunities of networking in order to engage in public-private partnerships.

### 3.3. Connecting rural communities to capacity enforcement, infrastructure and access to land

Capacity enforcement should be promoted through education, training and entrepreneurship. Infrastructure should be promoted in order to enhance access to services. Access to land should be enhanced, in particular for youth, which means changes in property regulations.

### 3.4. Connecting rural communities to the environment and the issue of sustainable development

Rural communities should be connected to the global challenge of sustainable development: human societies and growing strained environmental resources in the perspective of food security. Not only in terms of agro-ecology, but also in an ecological perspective in a broader sense: multi-functionality of agriculture in terms of multiple activities, like rural non-farm activities.

## Conclusion & Policy recommendations

All the challenges mentioned above are to be faced in order to make farming and 'going back to the land' attractive, in particular for women and youth: generating income is of course necessary, but prospects for a 'good life' in qualitative terms are also needed. Last but not least the 'worlds' of science, practice and decision-making should also be connected. In this perspective, this report ends with policy recommendations both for action and further research.

### Policy recommendations for action:

1. Motivate the youth to go back to the land.
2. Empower the youth through policy changes, among others in the field of access to land.
3. Enforce capacity through education and entrepreneurship.
4. Set up innovative platforms based on a shared vision and a common language.
5. Enforce capacities of networking and setting up partnerships.
6. Set up capable partnerships.
7. Empower local communities to develop rural areas.
8. Cross the divide between science, practice and decision-making.

### Policy recommendations for further research:

1. Adopt a systems approach, as all issues at stake are interconnected (strained environmental resources, food production and consumption, rural income and quality life, access to services through infrastructure, capacity enforcement ...).
2. Adopt a methodology to assess the suitability of what is suggested before applying it.
3. Adopt a participative research process in order to include the public-target (rural communities) in it, in particular when writing policy papers.

1Les conclusions du Rapporteur Général du Nord seront traduites en français d'ici peu et seront envoyées par voie électronique à tous nos correspondants du Congrès.



## **RAPPORT DE LA SECONDE JOURNÉE D'ÉTUDE RÉGIONALE PRÉPARATOIRE AU CONGRÈS**

**8 et 9 Novembre 2014 - Alexandrie, Egypte**

La Fondation du Dialogue Sud-Nord Méditerranée (Louvain-la-Neuve), la Bibliothèque d'Alexandrie, le GFAR (Rome) et la Bibliothèque d'Alexandrie ont organisé les 8 et 9 Novembre 2014 à Alexandrie la seconde journée d'étude préparatoire au Congrès de 2015.

### General Report

Water was – certainly not by accident – one of the first challenges affecting Egypt and the region that were raised at the Alexandria meeting. Water as a resource is scarcest in this region. Climate change is making water supply more and more precarious.

Although agricultural production does not constitute a high percentage of GDP, it still concerns a very high percentage of the population of the region, in particular of the active population of the region. This predominantly concerns small-scale family farming.

Some major challenges:

- The size of farms is decreasing due, among other factors, to inheritance laws and other practices (such as land division).  
The quality of land is decreasing.
- Farmers are ageing, thus the urgency to create conditions for young people to make farming and living in rural areas attractive.
- Sustainable management of resources while ensuring food security.

In this regard, the challenge is to revive the legitimacy of rural local development in contrast to a dominant model of development based on the urban market economy. The rural areas are systematically subordinated to the urban areas, though relying on them always for basic products including vital foodstuffs.

In more general terms, a sustainable agricultural development should be promoted, as illustrated by the case of the community-based and –owned model championed successfully by SEKEM, to build sustainable human communities based on a model of fair prices, sound water management and connection between people. This model should not just be mechanically “copied and pasted”, and replicated, but can inspire other innovative social and economic initiatives emerging from and adapted to other contexts. This is valid for all the wealth of other experiences and good practices that have been presented at the Alexandria session.

The workshop participants also tackled the gender issue in order to involve women more in agriculture. This has to do with effectiveness of land inheritance rights, access to the banking system, control of their own income and leadership roles...

The workshop also emphasized improving rural incomes, particularly the inhabitants of the desert.

Some avenues for policy action:

- Empower farmers through the setting-up and reinforcing rural representative institutions in order to enhance and facilitate access to governmental and other resources.
- Adapt technology to the challenge of climate change and water scarcity : for example the use of solar energy to pump up more water from the Nile to irrigate combined with the use of treated and reused (multiple times) irrigation water and the recovery of organic waste ; another example is to adapt to produce, process and market other types of agricultural products: for example, adapt the varieties of Spring wheat that are very sensitive to temperature changes and switch to other types of wheat.

NB: these adaptations should be experimented with and tried by farmers themselves and not imposed from above.

- Enhance access to land and rural facilities (education, training, schools, healthcare, leisure facilities, infrastructure, microfinance...). All this has to do with the fight against rural exodus; the need to take into account and address the pull- and the push- factors behind the phenomenon.
- From a methodological point of view, there is a need of :



- a differentiated approach: problems are different from region to region; each region has its own peculiarities (agriculture in Upper Egypt and in the Delta are very different); even at every local level there should be a differentiated approach for different groups - youth and women, and within the youth between girls and boys.
- avoiding seeing the rural areas as disconnected from the urban one (thus the need for a rural/urban integrated approach).
- going even further in the direction of an integrated holistic approach through a participatory process (insiders' views and not outsiders' views of needs): the multi- functionality of agriculture taking into account not only the social and economic dimensions, but also the cultural dimension: notably life style choices and preservation of a cultural models.
- Concerning governance at national/local level in terms of an integrated bottom-up vs. top-down approach:
  - There should definitely be more emphasis on defining policies taking into account the needs as identified at the local level (related to the issue of empowerment and capacity building);
  - The need for more coordination between all levels concerns (national/local) to define and even more to implement policies, emphasizing the complementarity between all stakeholders and the positive engagement of all parties concerned.
  - In even more operational terms, taking into account the following avenues, identify :
    - 1) what type of education, capacity development, jobs, services, infrastructure and investments are needed;
    - 2) who is to be partnered with in order to support the provision of education, capacity development, jobs (South-South and South-North co-operation);
    - 3) to what extent the partners (civil society, NGOs, universities...) have the capacities to support these goals;
    - 4) capacity to develop rural communities' capacities (so part of the investment will go into developing the capacities of partners and also their abilities to partner);
    - 5) the way to ensure continuous feedback, monitoring and evaluation;
    - 6) where to get the funding from (all societal components benefit from the development of and improvements to agricultural communities).

**Note conceptuelle générale du séminaire organisé par  
le CIHEAM – IAM Montpellier  
9 - 11 Décembre 2014 / Montpellier, France**

**Les territoires ruraux en Méditerranée**

*Quelles politiques publiques pour accompagner les dynamiques de  
développement ?  
(Novembre 2014)*

La ruralité méditerranéenne comme enjeu de société globale

Parmi les conséquences néfastes inhérentes au processus de globalisation et de libéralisation des échanges amorcé à l'échelle planétaire, la fragilisation des territoires agricoles et ruraux est une des plus importantes. Caractérisés le plus souvent par un déficit structurel de productivité et de compétitivité, ces territoires ne sont pas en mesure de rivaliser avec les territoires métropolitains et sont de ce fait menacés de marginalisation. Pour autant, dans un monde toujours plus ouvert et concurrentiel, les voies vers de nouvelles formes de compétitivité demeurent nombreuses pour les territoires. Les stratégies non plus uniquement fondées sur les gains de productivité mais sur la spécification des ressources – en particulier dans le secteur agricole et alimentaire – font ainsi écho aux aspirations des consommateurs et des citoyens. Les espaces ruraux disposent donc de multiples opportunités pour trouver leur place dans cette économie globale.

De par son histoire et ses caractéristiques, le bassin méditerranéen apparaît comme un point focal de ces enjeux. Plus qu'ailleurs, l'agriculture y revêt une importance cruciale, tant pour le devenir des espaces ruraux que pour celui des pays en général. D'une part, dans les pays du sud et de l'est de la Méditerranée (PSEM), l'activité agricole demeure le premier pilier de l'économie : le secteur représente en effet 15 % du PIB et près de 20 % des de la population active. D'autre part, en dépit d'un exode rural massif, les zones rurales sont numériquement plus importantes que par le passé : elles abritent encore en moyenne 40 % de la population totale, tout en continuant de représenter plus de 80 % de la superficie. Au final, ce sont donc les espaces agricoles et ruraux qui structurent les pays méditerranéens en sous-tendant un certain nombre d'enjeux : l'emploi, le développement économique et social, la sécurité alimentaire et la préservation des ressources naturelles.

Il apparaît donc impensable de laisser à l'abandon ces espaces déjà fortement touchés par un chômage structurel élevé et une pauvreté croissante, en particulier chez les jeunes et chez les femmes. Ainsi, si le taux de chômage oscille entre 12 et 20 % selon les pays, il dépasse les 50 % chez les diplômés du supérieur (15-24 ans), notamment en Tunisie et au Maroc. Développé par le PNUR, l'Indicateur de Pauvreté Humaine (IPH) fait quant à lui apparaître des situations contrastées. Si la Jordanie et le Liban sont relativement bien positionnés, l'Égypte et le Maroc présentent des taux de pauvreté supérieurs à 30 %, avec des situations encore plus préoccupantes dans les zones rurales. C'est d'ailleurs en premier lieu la marginalisation de ces mêmes zones qui a constitué un élément déclencheur des troubles survenus en 2011 et en 2012 dans plusieurs pays. D'une manière générale, l'iniquité entre territoires demeure aujourd'hui encore source d'instabilité sociale et politique, dans un contexte où se renforcent les aspirations des populations à une gouvernance plus locale et plus démocratique.



# FONDATION DU DIALOGUE SUD-NORD MÉDITERRANÉE

UNE VISION COMMUNE DU FUTUR | رؤية مو حدة للمستقبل | A SHARED VISION OF THE FUTURE

Ce questionnement nécessite un regard neuf sur les politiques de développement et les stratégies mises en œuvre. Dans de nombreux pays du sud du bassin, les processus de libéralisation provoqués par les programmes d'ajustement structurel des années 1980 ont en effet suscité l'émergence d'une agriculture à deux vitesses, dans laquelle n'a cessé de se creuser un fossé entre une activité fondée sur de grandes unités compétitives et une agriculture familiale à faibles rendements et fortement exposée aux risques économiques, sociaux et environnementaux.

Ce désengagement généralisé de l'Etat a également fragilisé la productivité et la compétitivité du secteur agricole et agroalimentaire méditerranéen dans son ensemble en renforçant de façon structurelle les risques d'approvisionnement des marchés intérieurs en croissance permanente. En grande partie à l'origine des crises alimentaires de 2008, cette évolution tend aujourd'hui encore à maintenir les pays méditerranéens dans une forte dépendance vis-à-vis de l'Europe notamment concernant les importations de produits de base (plus de 50 % des céréales consommées dans les PSEM sont importées). Avant les bouleversements politiques récents, ce sont ces mêmes crises alimentaires qui ont profondément réorienté les politiques agricoles et rurales et replacé l'agriculture au cœur des enjeux, ceci dans le but de mieux prendre en compte les besoins des territoires ruraux, notamment à partir de dispositifs plus participatifs. La Tunisie (refonte des Projets de Développement Rural Intégré) et le Maroc (stratégie de développement rural 2020 et Pilier II du Plan Maroc Vert) illustrent cette tendance.

Dans ce contexte institutionnel en pleine ébullition, les besoins en termes de coopération régionale, de mise en réseau des acteurs et d'échanges d'expérience sont considérables. Si pour les décideurs nationaux, l'enjeu réside dans une meilleure compréhension des dynamiques territoriales pour une meilleure efficacité de l'action publique, les opérateurs locaux doivent quant à eux renforcer leur capacité à saisir des politiques qui leur sont proposées. Le développement soutenable des territoires ruraux méditerranéens nécessite plus que jamais la production de savoirs et de savoir-faire aptes à répondre aux défis qui se présentent : l'amélioration des conditions de vie, la structuration du secteur agricole (filières, coopératives...), la création d'emplois et la diversification des activités, le renforcement des formes de gouvernance pour la gestion des ressources et des territoires, l'amélioration des politiques publiques, la place de la société civile.

## [Un séminaire centré sur les pratiques des acteurs](#)

C'est dans ce contexte que le CIHEAM – Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier a décidé d'organiser un séminaire international entièrement dédié au développement des territoires ruraux méditerranéens<sup>5</sup>. Envisagé comme un moment d'échanges privilégié entre les acteurs, ce séminaire a pour finalité de produire des connaissances, des savoir-faire et des principes méthodologiques à destination de la grande diversité d'acteurs engagés dans les dynamiques de développement. A travers la formulation de recommandations, l'évènement vise également à être force de proposition pour inviter les participants à l'action. Afin de remplir ces objectifs, les organisateurs ont souhaité positionner le propos à l'interface entre les dynamiques territoriales locales et les politiques publiques nationales.

Le séminaire s'inscrit dans le cadre du projet d'Appui aux Dynamiques de Développement des Territoires Ruraux Méditerranéens (A2DTRM), mis en œuvre en Tunisie, au Maroc et en Egypte et financé par l'Agence Française de Développement et le Ministère français de l'Agriculture, de

D'un côté, loin d'être uniquement des espaces marginalisés, les territoires ruraux méditerranéens sont aujourd'hui porteurs d'un foisonnement d'initiatives locales individuelles ou collectives potentiellement porteuses de développement. Au vu des profondes transformations que connaissent aujourd'hui les sociétés civiles des PSEM, l'émergence de ces nouvelles forces territoriales demeure un processus lent et complexe. De l'autre, les mutations institutionnelles des années 2010-2011 ont entraîné une redéfinition en profondeur des missions des administrations publiques en charge de la ruralité, accentuant par la même leurs difficultés à saisir – et donc à appuyer – ce "bouillonnement territorial". Ainsi, la question des modalités d'accompagnement se pose aussi bien au niveau des acteurs territoriaux, pour une meilleure structuration et une meilleure représentativité / légitimité des démarches (associations, coopératives, organisations professionnelles), que des institutions publiques (services des ministères, agences régionales, offices...), pour une meilleure compréhension des besoins et une adaptation de l'action en conséquence.

La philosophie générale du séminaire réside de ce fait dans cette volonté de rapprochement des pratiques et des points de vue :

- rapprocher les initiatives locales et l'action publique menée par les Etats et les collectivités territoriales,
- rapprocher les différentes sphères d'activité (agriculture, tourisme, artisanat, environnement...) pour une meilleure cohérence des stratégies sectorielles au niveau des territoires,
- Rapprocher également les points de vue des chercheurs, des décideurs politiques et des acteurs de terrain sur la question du développement des territoires ruraux.

D'un point de vue géographique, le séminaire est principalement centré sur trois pays – la Tunisie, le Maroc et l'Egypte – mais se veut également l'occasion d'élargir le propos à l'ensemble des PSEM. La forme finale de l'évènement résulte d'une concertation constante avec les pays partenaires, au travers de missions (menées de février à octobre 2014) qui ont permis d'une part de saisir les préoccupations et les attentes des interlocuteurs rencontrés (responsables institutionnels, Opérateurs de terrain, représentants de la société civile, chercheurs, experts), et d'autre part d'identifier les expériences pertinentes susceptibles d'être présentées et de concevoir la structure du séminaire. Pensé par et pour les acteurs des PSEM, le séminaire est ainsi orienté sur les pratiques, les expériences du quotidien. S'il cherche à identifier les conditions de réussite du développement, il vise également à mettre en lumière les difficultés, les échecs, tout autant porteurs d'enseignements.

Aborder les territoires ruraux méditerranéens : politiques, économie, ressources, compétences et gouvernance

D'une durée de deux jours et demi, le séminaire se structure autour de trois temps forts.

Une première journée plénière où seront mis en perspective des éléments relatifs à la situation des territoires ruraux méditerranéens et à leur développement. Un premier temps sera ainsi consacré à une mise en perspective historique des politiques publiques agricoles et rurales au travers d'éclairages réalisés par des experts. En réponse, le second temps abordera quant à lui la diversité des dynamiques territoriales à l'œuvre dans les trois pays cibles du séminaire et leur articulation avec les dispositifs institutionnels. La journée sera conclue par une table ronde qui permettra d'une part de discuter des éléments présentés précédemment et d'autre part d'aborder les thématiques de la deuxième journée. Fondée sur la confrontation des points de vue, cette table ronde réunira des acteurs issus d'horizons divers (institutions nationales et régionales, profession agricole, collectivité locale, recherche).



Clé de voûte du séminaire, la seconde journée est le résultat direct du travail de concertation préalable avec les acteurs de terrain. La question du développement des territoires ruraux est abordée au travers de quatre grandes problématiques qui structurent autant de sessions parallèles dont l'objectif commun est – au travers des présentations et des débats – de faire émerger des éléments conceptuels, des principes méthodologiques et des recommandations. Les missions préparatoires

au séminaire ont en effet permis de caractériser une ruralité méditerranéenne dotée de quatre facettes intimement liées entre elles qui peuvent se résumer par quatre mots-clés : les politiques, l'économie, les ressources et les compétences. Ce sont ces quatre facettes que se proposent d'explorer les quatre problématiques, avec en filigrane le fil directeur du séminaire : le rapprochement entre les politiques publiques nationales et les dynamiques territoriales.

La troisième et dernière séquence du séminaire permettra quant à elle de restituer les principales conclusions issues des deux premières journées et de les mettre en débat dans le cadre d'une table ronde spécifiquement consacrée à la gouvernance des territoires ruraux (le terme de gouvernance étant ici la cinquième facette de la ruralité méditerranéenne). Composée d'un certain nombre de personnalités représentant les différentes strates du développement des territoires ruraux (organismes internationaux, bailleurs, décideurs politiques, acteurs du monde économique, société civile), cette table ronde permettra de discuter les éléments issus des sessions parallèles et s'efforcera de positionner le débat dans une perspective régionale au travers de la question de la gouvernance territoriale.

#### Résultats attendus : produire des références, inviter à l'action

Les actes du séminaire seront publiés et feront l'objet d'un travail d'édition qui permettra leur valorisation au-delà de l'évènement lui-même, avec comme ambition de constituer une référence utile pour l'ensemble des parties prenantes. Au-delà des textes écrits des présentations, le document final capitalisera les résultats et les conclusions issus des débats (principes méthodologiques, recommandations en termes de politiques publiques).

Ces conclusions seront ainsi synthétisées dans le cadre de propositions d'actions concrètes pour les territoires ruraux méditerranéens, propositions qui constitueront pour les participants une invitation à la mise en œuvre de nouvelles initiatives (mise en réseau, observatoires, instances de concertation spécifiques...).

Ainsi, ce séminaire international se donne comme ambition d'aborder en profondeur les différentes facettes du processus de développement rural, envisagé non pas uniquement comme un palliatif aux excès de la mondialisation, mais comme une véritable alternative pour appréhender l'avenir des campagnes méditerranéennes. C'est à ce titre que l'ambition des organisateurs est en filigrane de valider deux hypothèses qui sont au cœur de l'ensemble des activités de coopération du CIHEAM – IAM Montpellier : la pertinence des approches territorialisées dans les démarches de développement d'une part, et la nécessaire consolidation de ces approches dans le cadre d'une réflexion régionale d'autre part.

## **RAPPORT DE LA TROISIEME JOURNEE D'ETUDE REGIONALE PREPARATOIRE AU CONGRES**

**11 et 12 Décembre 2014 – Montpellier, France**

La Fondation du Dialogue Sud-Nord Méditerranée (Louvain-la-Neuve), l'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier, le GFAR (Rome) et la Bibliothèque d'Alexandrie, ont organisé les 11 et 12 Décembre 2014, la troisième journée d'étude préparatoire au Congrès de 2015, à l'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (France).

### **Conclusions générales**

[Session 1 : Inégalités au niveau national et régional, exode rural](#)

[Session 2 : Politiques agricoles, bonne gouvernance, nouvelles populations et développement des mondes ruraux](#)

Des constats à l'origine des changements politiques et institutionnels

Un certain nombre de constats permettent d'expliquer les dynamiques à l'œuvre dans les pays méditerranéens, notamment en termes institutionnels et politiques :

- d'un point de vue démographique, le nord de la Méditerranée est touché par un exode rural ancien, qui aboutit parfois à des phénomènes de désertification, ceci en dépit d'une "renaissance rurale" incontestable dans certaines zones. Si l'exode concerne également les Pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (PSEM) sud, le contexte général demeure très différent, étant donné que la population rurale représente encore plus de 40 % de la population totale et continue à augmenter,

- par ailleurs, si l'agriculture ne représente plus qu'une fraction infime de la population active au nord, elle demeure une activité structurante incontournable au sud (15 % du PIB, 20 % de la population active),

- enfin, la Méditerranée est confrontée à un développement accru du chômage et de la pauvreté. L'Europe du Sud – et en particulier l'Espagne – a ainsi été frappée de plein fouet par la crise économique. Au sud, les taux de chômage élevés se conjuguent à des situations locales spécifiques, telles que la situation des jeunes diplômés en Tunisie. D'une manière générale, ce contexte économique dégradé est à l'origine de l'accroissement des phénomènes de migration clandestine vers l'Europe et de drames humains qui l'ont accompagné.



Une fois posés ces constats, les changements politiques à l'œuvre au sud trouvent d'abord leurs causes dans la dégradation de la situation économique. A titre d'exemple, la libéralisation du marché du textile tunisien (accord multifibres) au milieu des années 2000 a entraîné un appauvrissement brutal de milliers de familles et renforcé les inégalités sociales, dans un système déjà largement corrompu par le pouvoir central. Plus largement, la forte croissance économique qui caractérise de nombreux pays masque mal les importants déséquilibres territoriaux et l'appauvrissement des campagnes. Dans le sud de l'Europe, les difficultés rencontrées par le secteur agricole (inflation, hausse des charges, baisse des prix payés aux producteurs, stagnation de la consommation) ont entraîné une recomposition partielle de la structure des filières au travers de démarches alternatives (pluriactivité, vente directe...).

### Une perception défavorable de la ruralité méditerranéenne

Cette situation est concomitante à une profonde méconnaissance – voire un certain mépris – des territoires ruraux par les élites des pays méditerranéens, en particulier au sud. Très souvent, les politiques ont de longues dates privilégiées des formes d'agriculture intensives dédiées à l'exportation. Les ruraux ont ainsi été très souvent laissés pour compte des politiques de développement, comme en témoignent les importants déséquilibres entre le littoral et l'arrière-pays dans les pays du Maghreb notamment : mal connue, mal perçue, la ruralité est très souvent considérée comme répulsive, synonyme de pauvreté, siège de troubles sociaux.

Aujourd'hui, en réponse aux changements institutionnels, on assiste à une volonté de la part des décideurs politiques de reprendre en main le développement de ces territoires délaissés et de se saisir de la question rurale, à partir du postulat que les espaces ruraux sont potentiellement porteurs de dynamiques de développement. Ce changement de paradigme prend des formes très différentes selon les pays et les territoires :

- la volonté de faire de l'agriculture un secteur économique à part entière, rentable, où le métier d'agriculteur – entrepreneur serait reconnu,
- la volonté de renforcer l'attractivité économique des territoires ruraux et d'accompagner les porteurs de projets dans la mise en œuvre de démarches innovantes de développement (création d'emploi),
- la mise en place de règles pour la gestion des ressources naturelles (eau, sol, forêt) reconnues par toutes les parties prenantes,
- la volonté de mieux connaître les besoins de ces territoires au travers de diagnostics et d'observatoires.

### Vers la mise en œuvre de nouvelles stratégies territoriales

Concrètement, en termes d'action publique, il s'agit désormais de privilégier les démarches ascendantes – issus des acteurs locaux – au détriment des démarches descendantes désormais incapables de répondre aux besoins des espaces ruraux. Déjà amorcée au nord, la territorialisation des politiques publiques constitue de ce fait un enjeu crucial pour les pays du sud. Cette territorialisation des fondées sur deux principes forts :

-l'implication des acteurs locaux dans les processus de décision afin de concevoir des dispositifs adaptés aux besoins,

-l'élargissement du dialogue à l'ensemble des composantes de la société rurale (agriculture, artisanat, tourisme, société civile...) pour le développement d'approches intersectorielles.

Dans ce contexte, si l'Union Européenne peut mettre son expérience à profit (approches territoriales de type LEADER, bonnes pratiques agricoles, renforcement de la sécurité alimentaire, développement de produits de niche, cohésion entre villes et campagnes), les pays du sud doivent trouver leurs propres voies de développement. Trois pistes de dialogue nord / sud apparaissent néanmoins prometteuses :

- le renforcement de la structuration des sociétés civiles rurales par les organisations collectives (associations, ONG locales...),
- le renforcement de la structuration du secteur agricole au travers du développement des organisations professionnelles (syndicats, coopératives),
- le renforcement des dynamiques de décentralisation pour l'émergence d'acteurs institutionnels locaux légitimes et en capacité d'agir.

Aujourd'hui, la ruralité méditerranéenne est donc à un tournant. Si l'accompagnement financier demeure primordial, les acteurs des territoires ruraux méditerranéens (décideurs politiques, partenaires techniques et financiers, porteurs de projets) ont également besoin d'un appui méthodologique constant afin d'être en capacité de renforcer le caractère territorialisé des politiques agricoles et rurales. Si la coopération entre le nord et le sud de la Méditerranée demeure indispensable, les échanges d'expérience entre pays du sud doivent également être privilégiés.

### [Session 3 : Emploi, éducation et renforcement des capacités, accès aux services, infrastructures et investissement rural :](#)

En matière d'éducation, le système éducatif agricole ne prépare pas bien à la confrontation avec la réalité du monde rural. La connexion avec le terrain est assez faible, notamment au sein des universités. L'éducation agricole est un peu « le parent pauvre » de l'éducation, à l'instar de l'image du monde rural par rapport au monde urbain. L'éducation est plus axée sur la théorie que sur la résolution de problèmes concrets. Ainsi, les structures en charge de l'enseignement des disciplines en lien avec l'agriculture et le développement rural (notamment les universités) devraient évoluer pour mieux s'ancrer au terrain. Les formations doivent aussi apparaître plus attractives pour les jeunes (utilisation des NTIC, notions d'innovation, d'entrepreneuriat, etc.). Par ailleurs, le monde rural sollicite les structures formelles d'éducation pour renouveler les formes d'apprentissages : quid des « universités paysannes », des « champs-écoles » ?

En réalité, l'enseignement relatif à l'agriculture et au développement rural présente une forte spécificité par rapport à d'autres types d'enseignement, qu'il convient de défendre et de soutenir : par une adaptation des méthodes d'évaluation de l'enseignement et de la recherche (qui ne soit pas seulement basées sur les publications qui restent théoriques et assez éloignées des préoccupations directes des acteurs sur le terrain), par des moyens adaptés (emmener les étudiants sur le terrain requiert des moyens humains et financiers importants).

Du point de vue de la recherche, tout l'enjeu consiste à conforter la position originale d'une recherche qui, s'opérant à un niveau local, conserve une certaine incertitude cognitive et ne se prête pas nécessairement à la généralisation, mais n'en reste pas moins une recherche de qualité. Les acteurs locaux acceptent de coopérer avec les chercheurs, mais ils réclament légitimement un retour des fruits de la recherche vers leurs activités. Ainsi les recherches opérationnelles sur le terrain (« recherche-action ») doivent être mieux valorisées par les institutions. Pour un projet de territoire partagé, les problématiques et les questions liées aux mondes ruraux gagnent à être co-construites entre les différents acteurs locaux et les acteurs académiques, permettant une mobilisation des savoirs scientifiques utiles, une transmission des savoirs, une articulation entre les connaissances formelles et informelles produites par les différents types d'acteurs et, in fine, une évolution des perceptions.



## Session 4: Utilisation durable des ressources naturelles, biodiversité, sécurité alimentaire, santé et nutrition

D'un point de vue social, l'agriculture et le monde rural souffrent d'une image souvent négative. Les emplois ruraux (agricoles et non agricoles) sont dévalorisés, durs, mal payés et en conséquence peu attractifs pour les jeunes. Dans certains pays, les travailleurs ruraux n'ont aucun statut reconnu, notamment les femmes qui constituent la majorité de la main-d'œuvre agricole, familiale et salariée, dans de nombreux pays du Sud.

Les agriculteurs et travailleurs ruraux doivent pouvoir bénéficier d'un statut professionnel, d'une protection sociale, de salaires rémunérateurs. L'accès aux différents services et infrastructures (éducation, santé, culture, information, NTIC, etc.) doit se renforcer en milieu rural, notamment dans les pays du Sud. De nouveaux emplois peuvent être créés en dehors du secteur de la production agricole, en lien avec la transformation des produits, le tourisme rural, les services à la personne, etc. Le développement de tels emplois doit être encouragé pour créer de l'activité en zone rurale.

On assiste actuellement à une évolution du statut des villes et des campagnes, des liens entre urbains et ruraux, entre agriculteurs et non agriculteurs, etc. D'un côté, les métropoles se saisissent de plus en plus de questions environnementales et développent l'agriculture urbaine. D'un autre côté, les campagnes ne sont plus perçues seulement comme un espace de production agricole. Les populations rurales sont davantage mesurées et tentent de prendre en main leur environnement, la gestion de leurs ressources, leur avenir. La société évolue vers une compréhension croissante des enjeux collectifs. « L'idée générale » (que la société rurale a d'elle-même, que les citadins ont des ruraux, etc.) change : on voit ainsi apparaître de nouvelles formes de complémentarités entre villes et campagnes. Cependant, la pluralité des situations locales est encore peu appréhendée, et davantage d'études sociologiques permettraient de mieux comprendre la diversité des réalités sociales et économiques locales et leurs évolutions. Les liens sociaux, les valeurs collectives, la solidarité peuvent constituer le ciment des sociétés rurales. La vie en milieu rural peut aussi être revêtir des valeurs spirituelles, par rapport au lien entre la nature et l'homme. Cependant, le milieu rural ne doit pas se cantonner à une image idéaliste romantique, mais aussi être perçu comme un milieu source d'initiative, d'indépendance, de prise de risque, d'innovation et d'entrepreneuriat. De telles activités doivent donc être encouragées et facilitées par des mesures incitatives.

Du point de vue de la gouvernance, les autorités locales jouent un rôle très important dans l'évolution des perceptions, l'accompagnement des initiatives locales, l'articulation des politiques locales avec les politiques nationales et supranationales. Les autorités locales doivent accompagner les populations rurales dans leur organisation, leurs outils de concertation, etc.

Les enjeux des mondes ruraux ont fortement évolué ces dernières décennies. A partir d'enjeux de production agricole, pour « nourrir le monde » (révolution verte dans les années 60), une prise en compte croissante de l'impact de l'agriculture sur l'environnement, d'une part, et du rôle des milieux ruraux pour le maintien de la biodiversité et des services rendus par les écosystèmes, d'autre part, ont abouti à l'émergence d'enjeux agri-environnementaux (intéressant non plus seulement la production, mais aussi les autres services environnementaux), de plus en plus

La région méditerranéenne se caractérise notamment par des milieux « peu productifs » tels que les zones de saltus, de garrigue, les forêts multifonctionnelles, qui avaient jusqu'à présent été délaissées par le modèle productiviste dominant. Or, ces espaces recouvrent souvent une forte richesse en termes de biodiversité, d'agro-biodiversité et de savoir-faire locaux, dont le maintien et le renouvellement est essentiel pour réinventer l'agriculture de demain. Dans le contexte actuel, ils retrouvent ainsi un intérêt de la part des décideurs et des acteurs locaux. D'où la nécessité de définir, pour l'ensemble des pays riverains de la Méditerranée, un enjeu commun autour de la valorisation et de la gestion durable de ces espaces. Cette mise en valeur passe par un meilleur accès au marché des produits issus de ces terroirs, une reconnaissance de leur typicité, du rôle multifonctionnel de l'agriculture et du pastoralisme, un accompagnement par les politiques publiques aux différents niveaux (global, national, local).

Ce renouveau des zones rurales méditerranéennes peut d'autant plus s'appuyer sur les bienfaits reconnus du « régime alimentaire méditerranéen », dont les produits font l'objet d'une demande croissante de la part des consommateurs, de plus en plus soucieux de leur alimentation et de leur santé. Les terroirs méditerranéens sont en effet sources de produits locaux divers et typiques, pour lesquels il convient de créer des chaînes de valeur qui bénéficient aux producteurs et aux transformateurs locaux, en soutenant les systèmes de distribution alternatifs qui se développent beaucoup sur la rive nord. Des actions de sensibilisation sont toutefois nécessaires pour éduquer les consommateurs au plaisir de « bien manger » et de cuisiner, en prenant en compte les aspects identitaires et sociaux, afin de faire évoluer les comportements alimentaires vers un régime plus sain et moins impactant sur l'environnement, ces deux aspects étant bien souvent liés.

Par ailleurs, la question de la gestion durable des ressources naturelles est au cœur des enjeux actuels de la production agricole : que ce soient les sols, la biodiversité, l'eau, les engrais, l'énergie... Un des problèmes qui se pose avec acuité en Méditerranée est celui des ressources en eau, qui sont déjà limitées et risquent de l'être plus encore avec l'impact du changement climatique. La répartition des ressources en eau est très inégale entre les rives nord et sud, avec une pénurie et une surexploitation croissante rencontrée sur la rive sud. Cet aspect est important à prendre en compte dans les politiques de coopération internationale au niveau du bassin méditerranéen, afin d'assurer la sécurité alimentaire et hydrique de l'ensemble de la région : les échanges de produits agricoles représentent en effet virtuellement des échanges d'eau, selon les volumes utilisés pour produire tel ou tel aliment. La gestion durable des ressources en eau sera un des défis majeurs à relever pour le développement des espaces ruraux méditerranéens dans les décennies à venir.



## Rapport de synthèse de la quatrième journée d'étude régionale préparatoire au Congrès de Milan

**20 et 21 avril 2015, Rabat, Maroc**  
**Nadia Keraz**  
**Rapporteur Général – Sud**

La Fondation du Dialogue Sud-Nord Méditerranée (Louvain-la-Neuve-Belgique), l'Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II (Rabat- Maroc) , le GFAR ( Rome-Italie) le CIHEAM-IAMM ( Montpellier-France) et la Bibliothèque d'Alexandrie (Egypte) ont organisé les 20 et 21 avril 2015, la quatrième journée préparatoire au Congrès de Milan (21-23 juillet 2015) sur le thème : « *Territoires et populations de l'espace rural en période de crise* ».

Les travaux de ces journées ont été structurés en plusieurs sessions qui ont porté sur :

Session 1 : « *Les inégalités au niveau national et régional, exode rural* »;

Session 2 : « *Politiques agricoles, bonne gouvernance, nouvelles populations et développement des mondes ruraux* »;

Session 3 : « *Emploi, éducation et renforcement des capacités, accès aux services, infrastructures et investissement rural* » ;

Session 4 : « *Utilisation durable des ressources, biodiversité, sécurité alimentaire, santé et nutrition* » ;

Session 5 : « *Prospectives sur les futurs envisageables* ».

### Ce qui ressort de ces deux journées :

La densité et la richesse des débats qui ont suivi la présentation des communications sont à relever. Les participants, notamment de la rive Sud, venus d'Algérie, du Maroc, de la Tunisie et de la Mauritanie, ont montré un vif intérêt aux thématiques traitées lors de ces deux journées. La pertinence des thèmes retenus a été soulignée. Il y a lieu également de rappeler que certains participants n'ont pas totalement adhéré au choix de la thématique retenue pour le congrès de Milan qui est « *communautés rurales : ne plus les oublier* », considérant que ces populations font l'objet, depuis plusieurs années, d'une attention dans certains pays du Sud de la Méditerranée.

### Constats :

Les participants ont, de manière générale, dressé les mêmes constats s'agissant du monde rural. De par leur relation privilégiée avec le monde rural, les intervenants ont souligné les nombreuses difficultés auxquelles sont confrontées les populations rurales. Ils ont relevé que l'existence, dans la majorité des pays de la rive du sud, de politiques agricole et/ou rurale ne signifie pas pour autant que ces politiques aient permis l'amélioration du quotidien des populations rurales. A ce sujet ont-ils indiqué, les chiffres avancés par les pouvoirs publics ne sont pas toujours des indicateurs fiables. L'absence d'outils de statistiques altère la véracité des données avancées.

Dans ce sens, il sera mis en avant les difficultés de la mise en œuvre des actions retenues par les pouvoirs publics. Ainsi, sera relevée l'inaccessibilité aux différents services de base : santé, école, eau, électrification. De même que sera soulignée la difficulté pour l'accès aux crédits bancaires. L'accès au foncier est également l'une des difficultés auxquelles fait face la population rurale (exemple de la Mauritanie). De ce constat découle, selon les intervenants, l'incapacité d'éradiquer la pauvreté et le chômage qui touchent particulièrement la population rurale souvent moins armée en termes de formation et de moyens.

La fragilisation de ces populations et notamment, de la femme et des jeunes, a été particulièrement précisée. Pourtant la mue du monde rural et le fait que la ruralité prenne de nouvelles formes, imposent aux gouvernants de ces pays la prise en charge de ces populations, seul moyen en mesure d'endiguer l'exode rural qui, dans le cas contraire, se poursuivra, a-t-on mis en garde. Les pays de la rive nord ne sont pas exempts de reproches. Selon certains participants, l'absence d'une approche à long terme s'agissant de leur relation avec les pays du sud est un facteur qui a favorisé la marginalisation du monde rural. Ainsi sera cité, dans le secteur de l'agriculture, l'exemple des mesures protectionnistes qui lèsent les pays du sud dont l'agriculture, à l'exemple de celle du Maroc est destinée à l'exportation. La notion d'agriculture solidaire a été évoquée.

Un autre constat dressé a trait à l'absence d'une vision globale de la ruralité dans les politiques agricoles. Ces politiques sont, a-t-on affirmé, élaborées sur la base de modèles confectionnés par le Nord qui ne tiennent compte que de ses intérêts économiques. Les populations rurales paient le prix du choix de développement pour lesquels elles n'ont pas été consultées. Les gouvernants élaborent des politiques qui ne répondent pas aux besoins du monde rural, d'où le constat d'échec.

La question de la gouvernance et la manière dont elle impacte négativement le développement d'un pays ont été évoquées. La décentralisation est un moyen pour corriger la mauvaise gouvernance du pouvoir central, responsable de la situation actuelle du monde rural.

#### De nombreuses propositions et recommandations ont été émises :

La nécessité d'évaluer les politiques publiques a été recommandée. Cela permettra de corriger les mauvais choix et d'éviter de reproduire les erreurs. L'accent sur la nécessité de la formation de la ressource humaine a été mis en avant en vue de mettre un terme aux inégalités. Le rôle de l'école comme vecteur de changement a été abordé. Le cas du Maroc est à ce sujet édifiant.

Il faut donner de la dignité à la femme et à l'homme qui vivent dans le monde rural, a-t-on estimé, en plaidant pour la revalorisation de l'école et l'enseignant.

La création d'espaces d'échange d'idées et de discussions pour permettre aux acteurs locaux de s'exprimer a été recommandée.

L'implication des populations rurales dans la prise en charge de leurs besoins propres est une des pistes que les intervenants ont privilégiées pour améliorer la situation du monde rural.

L'intérêt d'une approche globalisante a été souligné.

Il faut reconnaître la responsabilité des ruraux dans la gestion durable de leurs territoires. D'autant que l'un des problèmes majeurs auxquels sera confrontée la population de la rive sud de la méditerranée est la problématique de l'eau. Un déficit est annoncée d'ici 2050.

De même qu'a été soulignée l'indispensable implication du mouvement associatif en relation avec la population locale pour changer et améliorer le quotidien de cette partie de la société globale qui est la population rurale.

Dans ce sens, le recours à une approche participative a été recommandé.

Pour les participants, il y a lieu également :

- d'œuvrer à la création d'associations de femmes rurales pour valoriser leur savoir-faire ;
- de créer des relais entre le sud et le nord ;
- de mettre en place une coopération sud- sud ;
- de trouver un mécanisme pour valoriser les expériences réussies et faire valoir un leadership local.

La nécessité de privilégier l'approche genre a été soulignée, de même que l'intégration de la dimension intergénérationnelle pour permettre au monde rural d'avancer.

## QUATRIEME JOURNEE D'ETUDE PREPARATOIRE REGION SUD-OUEST MEDITERRANEE

Rabat (Maroc), 20–21 avril 2015

Rapport de synthèse  
**Prof. Dr Vincent Legrand (UCL),**  
**Rapporteur Général - Nord**

Les populations rurales ne sont pas seulement oubliées, voire, comme l'ont avancé certains, laissées pour compte et délaissées, elles sont également méconnues – et ce, non seulement politiquement, mais aussi scientifiquement.

### Méconnaissance politique et scientifique

Plusieurs ont soulevé le problème de manque d'informations, de données fiables, d'outils de diagnostic, en lien, notamment, avec les enquêtes : ainsi, par exemple, pour les répondants, l'électrification peut signifier, exclusivement, la connexion au réseau électrique national, une route, pour être digne de ce nom, peut signifier, exclusivement, une route goudronnée ... illustrations de toute une série de problèmes statistiques liés à la collecte de données, mais pas seulement.

En effet, ces problèmes sont également liés à la métamorphose du phénomène rural même : les villes s'étendent et englobent le rural dans leurs périphéries. Cette ruralisation des espaces urbains, complexifiant les relations entre le rural et l'urbain, brouillent les repères et posent aussi des problèmes statistiques, notamment lors des recensements de populations : observe-t-on une stabilisation démographique des populations rurales, voire un renversement du phénomène de l'exode rural ? Il demeure que ces populations constituent toujours des parts importantes des populations du sud de la Méditerranée, notamment dans le quadrant sud-ouest constitué par le Maghreb, même si elles contribuent proportionnellement peu au PIB. Ceci se manifeste par les inégalités, relevées à plusieurs niveaux : au niveau euro-méditerranéen, au niveau national (interrégional, pays par pays), ainsi qu'au niveau des populations rurales mêmes (inégalités hommes-femmes, jeunes ...).

### **Inégalités aux niveaux macro-régional (euro-méditerranéen) et national (interrégional, pays par pays)**

#### ***Inégalités au niveau national (interrégional, pays par pays) : des politiques agricoles aux politiques rurales***

Des inégalités sévissent au niveau national sous l'angle interrégional, c'est-à-dire entre régions urbaines et régions rurales, pays par pays (par exemple, en Tunisie, le littoral développé et l'intérieur du pays, marginalisé), et ce, au plan des revenus et au plan de l'accès aux services de base, s'expliquant par des déficiences en matière d'élaboration des politiques publiques.

-Au plan des revenus : les petites exploitations familiales sont tout particulièrement touchées à cet égard, en raison notamment de l'endettement ou du faible accès à la microfinance, du vieillissement des populations concernées et du morcellement de la propriété agricole, qui affecte la rentabilité des exploitations.

Plus largement sur ce point, on a noté les obstacles liés à l'accès à la terre et aux droits y afférents, l'expérience de la Mauritanie étant particulièrement édifiante, avec les problèmes d'accès à la terre des anciens esclaves, ceux découlant des migrations des populations nomades du nord vers les régions sédentaires du sud, liées au changement climatique, de la déportation des populations de part et d'autre de la frontière avec le Sénégal et des projets d'accaparement de terres émanant de l'Arabie Saoudite.

-Au plan de l'accès aux services de base, en matière de santé, de logement, d'eau potable, d'électricité, de voies de communication (réseau routier) et d'éducation : sur ce point, certaines écoles en milieu rural se trouvent dans une situation dramatique au niveau des infrastructures, ce qui décourage la fréquentation scolaire et entraîne l'absentéisme des élèves (affectant tout particulièrement les filles), mais aussi des enseignants. Notons à cet égard par ailleurs que l'école est souvent le bouc-émissaire de tous les maux, ce qui contribue précisément à la démobilisation des enseignants.

Ces problèmes de revenus et d'accès aux services de base sont liés à des déficiences en matière d'élaboration des politiques publiques : s'il y a bien eu des politiques *agricoles* au Maghreb, ce n'est que récemment qu'ont été entreprises des politiques *rurales*, prenant en compte les préoccupations, besoins et attentes des populations rurales.

### *Inégalités au niveau macro-régional (euro-méditerranéen)*

Plus largement, au niveau national, les réponses aux besoins et à la demande intérieure ont été négligées, au profit de politiques orientées vers la satisfaction de la demande extérieure (à l'exception de l'expérience algérienne, qui a également pris en compte la nécessité d'augmenter la production agricole à destination domestique).

Le « libre-échange » euro-méditerranéen est toujours marqué par le protectionnisme européen, bien connu sous le vocable d' « exception agricole » : les entraves à l'accès des productions agricoles compétitives du sud de la Méditerranée aux marchés du nord de la Méditerranée et les exportations agricoles européennes subventionnées exercent des effets négatifs sur les populations du Maghreb. Ceci a entraîné ces pays dans la dépendance alimentaire et à une vulnérabilité aux chocs extérieurs émanant de la fluctuation des prix des denrées alimentaires au niveau mondial. Ceci pose la question des modèles de développement agricole : agro-industrie orientée vers les exportations vs agriculture familiale, en lien avec la problématique de la *sécurité* vs *souveraineté* alimentaires, aux plans national, régional et des populations rurales elles-mêmes.

### *Au-delà de la sécurité alimentaire : la sécurité nutritionnelle*

Il a été souligné à cet égard que la question de l'alimentation ne devait pas être réduite à la *sécurité alimentaire*, mais prendre en compte celle de la *sécurité nutritionnelle*. Ici, pour le coup, les populations rurales n'ont pas été oubliées, en tout cas, pas par l'industrie agro-alimentaire – une question qui touche par ailleurs l'entièreté de la population mondiale, conquise par le modèle de consommation alimentaire mondiale « HFSS » (« High Fat, Sugar & Salt », c'est-à-dire, marqué par l'excès de sucre, de sel et de matières grasses). Aux extrêmes, les déséquilibres se manifestent, pour les uns, par l'obésité, pour les autres, par les carences nutritives.

### *Le défi du stress hydrique et de son amplification par le changement climatique*

Enfin, dernière problématique évoquée en rapport avec le développement rural : la question de l'eau et du changement climatique. Celui-ci va accentuer le stress hydrique auquel est soumise la région, mais des ressources sous-exploitées demeurent à développer (cf. les recommandations à ce sujet).

## Recommandations

1-Au plan des inégalités au niveau euro-méditerranéen : harmoniser les politiques agricoles du nord et du sud de la Méditerranée, mettant au cœur la complémentarité des agricultures concernées, au-delà des politiques d'accompagnement.

2-Au-delà de la sécurité (vs. souveraineté) *alimentaire* dans le cadre de la complémentarité des politiques des politiques agricoles du nord et du sud de la Méditerranée, prendre en compte la sécurité *nutritionnelle* : agir sur l'offre (politiques de santé publique) et sur la demande (sensibilisation des consommateurs ... en tant que consomm'acteurs dans le cadre du développement de 'foodways' et de la 'foodculture').

3-Au plan des inégalités au niveau national (interrégional, pays par pays) : rendre les zones rurales attractives en intégrant les politiques *rurales* dans les politiques *agricoles*, prenant en compte les préoccupations, besoins et attentes des populations rurales :

3.1-améliorer les conditions d'accès à la terre et aux droits y afférents (dans le cas de la Mauritanie, élaborer des décrets d'application de la loi sur le foncier de 1982 en vue de la rendre effective et juste dans ses effets via la contrainte juridique, et favoriser l'issue pacifique des conflits fonciers par la sensibilisation et la médiation)

3.2-au plan de l'accès aux services de base :

-favoriser le désenclavement via les voies de communication (réseau routier)

-éducation : des écoles accueillantes et promouvoir la qualité professionnelle du corps enseignant en développant les capacités en termes d'orientation pédagogique

3.3-renforcer les capacités des acteurs locaux, renforcer la « société civile », de sorte à ce que leur voix pèse davantage sur les choix politiques les concernant, via des démarches participatives, de concertation et de mise en réseaux

3.3.1-porter à cet égard une attention particulière aux femmes rurales, fragilisées dans les situations de transition, notamment en matière d'éducation et de santé :

-favoriser la construction de la confiance en soi par l'associatif, dans le cadre d'une approche 'genre' inclusive, associant les hommes à la dynamique, prenant en compte le fait qu'en dernière analyse, il s'agit de ménages ruraux – d'hommes, de femmes, de familles, de communautés rurales

-renforcer la coopération Sud-Sud entre les femmes rurales par les échanges d'expérience

-renforcer la coopération Nord-Sud par le transfert des savoirs et l'ouverture des marchés

-renforcer l'éducation des filles et la connaissance de leurs droits auprès de celles-ci en vue de leur engagement plénier à la vie politique, économique et sociale

-faire entendre la voix des femmes par le biais de cadres participatifs, de concertation et de mise en réseaux

4-Au plan du stress hydrique amplifié par le changement climatique :

-au-delà de l'« eau bleue » (de surface ou souterraine) et des économies à réaliser en la matière, mobiliser les ressources en « eau verte » (notamment l'eau perdue par évaporation) en tant que potentiel à déployer (récolte d'eau ou *water harvesting*)

-dépasser une simple gestion technique des ressources en eau et y intégrer une gestion sociale, notamment dans le cadre de la gouvernance locale, favorisant la responsabilisation des acteurs locaux dans ces questions

5-Au plan de la méconnaissance des populations rurales, soutenir la recherche scientifique y relative.

6-Assurer le suivi de l'activité de Rabat via un comité de suivi.



---

## LISTE DES PARTICIPANTS



Abdellatif	Mahmoud	IHEC - Carthage	Tunisia	mahmoudabdellatif@yahoo.fr
Abu Hatab	Assem	SLU	Sweden	assem.abouhatab@shi.se
Agrawal	Shiv Kumar	ICARDA	Morocco	SK.Agrawal@cgiar.org
Ajlouni	Mohamed	Association of Agricultural Research Institute	Jordan	m.ajlouni@cgiar.com
Akesbi	Najib	IAV HII - Rabat	Morocco	n.akesbi@iav.ac.ma
Al Mohany	Zinab		Jordan	
Ammor	Fouad	GERM	Morocco	maroctempus@gmail.com
Atta	Yasmin		Egypt	yasmina_ata@yahoo.com
Badreldin	Nasem	Suez Canal University - North Sinai	Egypt	nasem.badreldin@gmail.com
Bassalah	Ahmed	Méditerranéenne	Tunisia	a.bassalah@gmail.com
Baya	Zitoune	ANFEDR - Comité Algérie	Algeria	anfedr@yahoo.fr
Belkhir	Nedra	Forum Italo Tunisino	Tunisia	nedrabelkhir@yahoo.fr
Benbraham	Philiela	avocate	Algeria	
Benhamou	Farida			apinatura2012@gmail.com
Benjelloun	Sabah	Consultante, Nutrition et Développement Humains	Morocco	jelloune@yahoo.com
Bensoltane	Fatma	FDSN Méditerranée	Tunisia	bensoltanef@gmail.com
Bentahar	Sarrah	FDSN Méditerranée	Algeria	sbentahar.sarah@gmail.COM
Bouhalila	Ramla		Algeria	r.bouhalila@gmail.com
Breisinger	Clemens	IFPRI	Germany	c.breisinger@cgiar.org
Bresciano	Carlo	Ferrero	Italy	carlo.bresciano@ferrero.com
Cantaro	Giorgia	Forum Italo Tunisino	Italy	giorgia.cantaro@libero.it
Casalaspro	Tiziano	Ass. Cuochi Brianza	Italy	tcasala@tin.it
Cesaretti	Leonardo	CIME	Italy	aclicesena@libero.it
Chalghoumi	Baddredine	Photographe	Tunisia	chalghoumi.badreddine@gmail.com
Cherbonnier	Marina	YPARD	Italy	marina.cherbonnieréypard.ne
Coppé	Brigitte		Belgium	
Cornet	Charlotte	FDSN Méditerranée	Belgium	charlottemcornet@gmail.com
Dastoli	Virgilio	CIME	Italy	presidente@movimentoeuropeo.it

De Simone	Chiara	Social Media Team Expo	Italy	chiara.desimone.cds@gmail.com
Debrun	Aymeric	CIHEAM	France	debrun@iamm.fr
Dewan	Christiane	Collectif des Femmes	Belgium	info@collectifdesfemmes.be
Djeddi	Hadjira	ACDEJA	Algeria	acdeja@yahoo.fr
Dridi	Nadia	Présidente ass. Nvle Femmes et Jeunes	Algeria	dridi_nadia@yahoo.fr
Duwayri	Mahmud	University of Jordan - Amman	Jordan	duwayri@ju.edu.jo
El Rakkad	Hanan	Bibliotheca Alexandrina	Egypt	hanan.elrakkad@bibalex.org
Fawzy	Sameh	Bibliotheca Alexandrina	Egypt	sameh.fawzy@bibalex.org
Ferragina	Eugenia	CNR	Italy	eugenia.ferragina@issm.cnr.it
Ferretta	Olimpia	European Movement Italy	Italy	olimpia.ferretta@gmail.com
Ferruta	Ugo	European Movement Italy	Italy	ugo.ferruta@gmail.com
Fiani	Josse Dora	Knowledge Economy Foundation	Egypt	jdf@fiani.com.eg
Frayssignes	Julien	IAM Montpellier	France	frayssignes@iamm.fr
Ftouhi	Hind	IAV HII - Rabat	Morocco	hindftouhi@gmail.com
Gasmi	Mabrouka	Freelance	Tunisia	mabgasmi@yahoo.fr
Goussios	Dimitris	Directeur du Laboratoire de l'Espace Rural et Professeur à l'Université de Thessalie	Greece	dimitris goussios@uth.gr
Gyawali	Sanjaya	ICARDA	Morocco	s.gyawali@cgiar.org
Hammami	Eljezia	Ministère de la femme	Tunisie	eljeziah@gmail.com
Holderness	Mark	GFAR/FAO	Italy	mark.holderness@fao.org
Huertas	Ana	YPARD	Spain	a.huertasfransisco@gmail.com
Huksen	Sigrid		Italy/Germany	presidente@movimentoeuropeo.it
Jouen	Damien	YPARD	France	damien.jouen@gmail.com
Karaoui	Akrem	TYC	Tunisia	akrem.karaoui@gmail.com
Kerraz	Nadia	Comité Algérie	Algeria	ndiakerr@yahoo.fr
Khader	Bichara	FDSN Méditerranée	Belgium	bichara.khader@uclouvain.be
Kröner	Henrick	FDSN Méditerranée	Netherlands	kroner@leuchsenhof.eu
Lahmar	Mohamed	Méditerranvenir	Tunisia	mhmdlahmar@gmail.com

Laith	Said	Ministère de l'Agriculture	Morocco	s.laith@agriculture.gov.ma
Lenucci	Vincenzo	Directeur Confagricoltura	Italy	Lenucci@confagricoltura.it
Maesano	Giulia	YPARD	Italy	giuliamaesano@hotmail.com
Maggipinto	Cristiano	MAECI	Italy	cristiano.maggipinto@esteri.it
Mamdouh	Mabrouk	Bibliotheca Alexandrina	Egypt	mamdouh.mabrouk@bibalex.org
Marty-Gauquié	Henry	BEI	France	h.marty@bei.org
Marzouki	Salima	COFOWANA	Tunisia	marzoukisalima@hotmail.com
Masciotta	Pier Luigi	GFAR/FAO	Italy	pierluigi.masciotta@fao.org
Medawar	Samir	Faculty of Agriculture	Lebanon	samirmedawar@hotmail.com
Mehaina	Mohamed	Bibliotheca Alexandrina	Egypt	mohamed.mehaina@bibalex.org
M.aidi	Rabii	YPARD	Tunisia	rM.aidi@gnet.tn
Muamba	Placide	Collectif des Femmes	Belgium	mmuamba@hotmail.com
Noha	Omar	Director Publishing	Egypt	noha.omar@bibalex.org
Nothomb	Charles-Ferdinand	FDSN Méditerranée	Belgium	cfn@nothomb.org
Nothomb	Michèle		Belgium	michelenothomb@gmail.com
Omar	Noha	Bibliotheca Alexandrina	Egypt	Noha.Omar@bibalex.org
Othmani	Sara	Forum Italo Tunisino	Tunisia	sara.othmani92@gmail.com
Othmani	Sameh	Forum Italo Tunisino	Tunisia	sameh.othmani@libero.it
Ouaddr	Djamel	Ass. Nvle Femmes et Jeunes	Algeria	ouaddr.djamel@hotmail.it
Peltre	Gérard	RED/MER	France	gerard.peltre@wanadoo.fr
Piattella	Massimiliano	Ministère de l'Agriculture	Italy	m.piattella@politicheagricole.it
Popovic	Jovana	YPARD	Serbia	jovana_984@hotmail.com
Poutsiakas	Nikos	Université de Thessalie	Greece	nikospoutsiakas@yahoo.gr
Price	Thomas	GFAR/FAO	UK	thomas.price@fao.org
Quiroga	Gabriela	KIT	Netherlands	g.quiroga@kit.nl
Remco	Mur	Kit	Netherlands	r.mur@kit.nl
Ribic	Mirjana	YPARD	Bosnia Herzegovina	mirjana.ribic10@gmail.com
Rizzuti	Domenico	Forum Italo Tunisino	Italy	mimmo.rz@gmail.com

Rooijackers	Charlotte	YPARD	Netherlands	charlotterooijackers@gmail.com
Sahraoui	Hassina	Salama Magazine	Algeria	salama_magazine2011com@yahoo.fr
Saliba	George	Union for Mediterranean	Spain	george.saliba@ufmsecretariat.org
Sassoli	David	European Parliament / Euromed Assembly	Italy	david.sassoli@europarl.europa.eu
Scanavino	Secondo	Président de la CIA	Italy	s.scanavino@cia.it
Shariqi	Fisnik	Faculty of Agriculture Pristika	Kosovo	fisnik.shaqiri@hotmail.com
Shideed	Kamel	ICARDA	Jordan	k.shideed@cgiar.org
Spanouli	Areti	Université de Thessalie	Greece	ritaspanouli@hotmail.com
Spigoli	Flavia	FDSN Méditerranée	Italy	flviaspg@hotmail.it
Suarez Villanueva	Victor	YPARD	Spain	victorsuarezvillanueva@hotmail.com
Sutera	Gabriele		Italy	
Tadjadit	Omar	ACDEJA	Algeria	acdeja@yahoo.fr
Taskin	Eren	YPARD	Turkey	ypardturkey@gmail.com
Taya	Yasmina	FDSN Méditerranée	Algeria	yasminataya@gmail.com
Tezer	Nese	TZOB - Union of Turkish Chamber of Agriculture	Turkey	n.tezer@tzob.org.tr
Theughels	Virginie	Padiglione Belga	Belgium	
Thomas	Richard	ICARDA/CRP-DS	Jordan	r.thomas@cgiar.org
Tleis	Malak	YPARD	Lebanon	malak.tlais@hotmail.com
Tlili	Ines	Forum Italo Tunisino	Tunisia	ines.1992@libero.it
Tudela Marco	Lorena	Universidad Politècnica de Valencia	Spain	lorenatudelamarco@gmail.com
Turan	Gül Gunver	Turkey - EU Association	Turkey	ggturan@gmail.com
Zeinab	Almoumani	Arab Farmer Network	Jordan	zeinab_almoumani@yahoo.com
Zhari	Abderrahim	Ministère de l'Agriculture	Morocco	a.zhari@agriculture.gov.ma





## « L'OLIVERAIE. L'AGORA DE LA MÉDITERRANÉE »

### Un Forum permanent de la Méditerranée à partir de l'eau, de l'agriculture, de la vie et de la citoyenneté.

La situation dans laquelle se retrouve à l'état actuel la Méditerranée, et le monde en général, a le ton du drame pour des millions d'hommes et de femmes dans toute la zone allant de la rive sud de la Méditerranée, au Sahel et à la Corne d'Afrique, à l'Afrique dans son ensemble et de la péninsule arabique à l'Hindu Kush.

L'UE et la Méditerranée sont l'épicentre d'une zone de fluctuations brutales, destinées à graver profondément sur la situation géopolitique et économique, sur l'environnement de la région et sur le sort des millions de hommes et de femmes.

L'instabilité, produite par des guerres permanentes, par le terrorisme, la radicalisation, la faim, les violences de tout genre, le pillage et l'exploitation brutale de ressources, l'environnement, les hommes et les femmes, des populations entières a généré une incroyable vague humaine qui changera l'Europe.

Donc, en face de cette situation, nous ne pouvons pas être seulement des spectateurs et attendre que les grands acteurs mondiaux qui ont déterminé ce scénario trouvent la voie pour le modifier radicalement.

Il y a au contraire un urgent besoin de lieux, d'espaces et d'institutions, nombreux et différents, pour pouvoir penser, discuter et projeter ensemble les parcours que nous permettrons d'apprendre à vivre ensemble.

À partir de cette conviction et de cette donnée, il naît la proposition de *L'OLIVERAIE. L'AGORA DE LA MÉDITERRANÉE* « Un Forum permanent de la Méditerranée à partir de l'eau, de l'agriculture, de la vie et de la citoyenneté

Une proposition écrite et avancée par Riccardo Petrella (Belgique), Mimmo Rizzuti (Italie), Leila Ghanem (Liban), Manoubia Ben Gadahem et Rafik Boujdaria (Tunisie), Anwar Monghith (Égypte), Virgilio Dastoli (Europe) déjà présentée, discutée et partagée dans le FSM de Tunis du 25-29 de mars dernier, reprise dans la Conférence du Messina qui célébrait le 60<sup>e</sup> anniversaire de la conférence tenue dans la même ville qui a donné naissance à la

Communauté Européenne. Dans l'appel final de cette conférence qui a eu lieu du 3 au 6 juin 2015, il a été adoptée cette proposition, dont je vais exposer les points principaux.

## **L'EAU :**

L'eau, un élément essentiel pour la vie, une grande opportunité pour « vivre bien ensemble », pour les habitants de la Méditerranée, est devenu une source de séparation, de mort, de conflits, d'exploitation de la nature et d'inégalités économiques et sociales croissantes. Son essentialité semble, à paroles, partagée par tout le monde. En fait la *Charte Méditerranéenne de l'Eau* fut adoptée à Rome en 1992. Et à la création de « l'Union pour la Méditerranée », en juillet 2008, le premier thème sur lequel on a essayé de commencer une nouvelle phase de coopération fut l'eau.

La suivante conférence euro-méditerranéenne sur l'eau du 2010, malheureusement, échoua pour des grandes divergences d'ordre politique, malgré l'existence d'un accord général de vie sur lequel les habitants de la Méditerranée peuvent essayer de construire un autre modèle pour vivre ensemble et combattre contre les causes structurelles du l'appauvrissement dans leurs pays.

S'il n'y aura pas de grands changements structurels, la disponibilité et l'accès à l'eau pour une utilisation humaine seront de plus en plus critiques pour 180 millions de personnes qui déjà aujourd'hui vivent dans des conditions de stress hydrique (moins de 500 m<sup>3</sup> pendant l'année par personne), en prenant en considération aussi les effets catastrophiques sur la Méditerranée qui seront produits par le changement climatique. L'eau deviendra encore plus que pendant le passé, une source d'inégalités humaines et sociales.

## **L'AGRICULTURE :**

Le deuxième élément pour un «autre vivre ensemble» et pour la lutte contre l'appauvrissement, passe à travers une autre agriculture, dont le liens avec l'eau sont fondamentaux et inséparables. L'irrigation constitue la partie plus importante des prélèvements d'eau dans la Méditerranée (60% en moyenne générale, mais 72% pour les pays du sud et de l'est de la Méditerranée). L'agriculture est une richesse clé pour l'échange et la vie (habitation, culture, habitudes alimentaires, régime méditerrané, pratiques sociales..) dans l'histoire et pour le devenir de la Méditerranée.

Mais elle est aussi une richesse à double tranchant pour nos peuples : d'un côté elle est une source de commerce mutuellement avantageux et d'importants échanges socio-culturels, mais au même temps elle est aussi une source de grande compétition, d'exploitation et de conflits. Surtout si on pense que dans 15 ans la population de la Méditerranée dépassera les 380 millions (dont 70% sera urbaine, donc particulièrement fragile en termes de santé en cas de hausse des prix agricoles et alimentaires).

Le modèle productiviste et consumériste de l'agriculture « occidentale » industrielle intensive est en crise et il y a un grand élan mondial pour la réévaluation de l'agriculture biologique,

paysanne, familiale, « kilomètres zéro », pour l'alimentation locale, intégrée avec le territoire, pas asservie par des brevets prédateurs et par des traités commerciaux injustes.

Il est temps de (re)promouvoir la Méditerranée comme un espace économique-environnemental et socioculturel propice pour l'agriculture alternative biologique, paysanne, coopérative (très différent de ce qui est devenue la majorité des coopératives agricoles !) au service d'un « alimentation saine et d'une gestion durable et participative du territoire. Cette agriculture est incompatible avec les processus qui génèrent l'exclusion et la pauvreté.

Son élanement au niveau de la Méditerranée aura des effets positifs importants sur l'emploi local. « Vivre et travailler dans le pays » non seulement il permettra d'arrêter l'abandon du territoire, mais il atténuera la migration et réduira les conséquences dramatiques actuelles. Mais il est aussi très important pour la rive nord de la Méditerranée et pour la construction d'un système qui puisse gérer la vague constante de la migration destinée à durer pour des années, en intervenant, par exemple, en Italie (mais pas seulement) à l'activation de processus de revitalisation des zones intérieures de la dorsale des Apennins et des zones de tourisme faible dans les Alpes.

Mettre en place dans ces zones (comme il est — entre autres — prévu en Italie par la programmation 2014-2020 des Fonds structurels de l'UE) un système visant à l'accueil des réfugiés, demandeurs d'asile, et des migrants en général, et un système visant au même temps à l'arrêt du dépeuplement du territoire, à l'entretien et à la récupération d'un grand patrimoine des terres, des forêts et des maisons abandonnées, à la relance des activités productives dans l'agriculture soutenue par une gamme de services essentiels à la vie d'aujourd'hui (communication, formation, protection, soins), mettre en place un système de ce genre, toujours soutenu par la recherche scientifique, il peut marquer un véritable tournant dans les politiques européennes en général, et pas seulement dans les politiques de ce domaine spécifique.

## La VIE

D'ici le troisième élément du projet : la vie.

C'est-à-dire le droit à la vie pour tout le monde dans l'égalité, la justice et la solidarité, et le droit à la vie d'autres espèces vivantes et de la nature. La vie conçue comme paix et comme culture. L'eau et la nourriture comme base pour la paix. La communication et l'échange d'idées et de projets comme base pour la culture plurielle dans une zone déterminée, comme ils l'affirment les études attentifs de Braudel et de son école sur l'approche de l'historiographie positive des « Annales », comme une zone inspirée à l' « Unité », la « cohérence », au « même destin », à la « grandeur ».

## L'Oliveraie. Agora de la Méditerranée

*L'olivier est l'arbre icône de la vie de la Méditerranée L'oliveraie est le symbole de la vie millénaire.. Pourquoi alors ne pas lancer l'initiative « L'Oliveraie. Agora de la Méditerranée », forum permanent, ouvert et itinérant dont les premières thèmes d'analyse,*

d'échange et de conception de projets politiques pourraient être l'eau et l'agriculture et les liens entre eux et le « vivre ensemble » ?

Il s'agit de deux sujets sur lesquels il existe un riche patrimoine de « projets » déjà élaborés (on pense au « Plan Bleu » concernant l'eau ou au « Slow Food » pour ce qui concerne les semences et l'agriculture).

Un troisième sujet qui va naître de manière spontanée en relation à la vie, il va concerner la « citoyenneté méditerranée », les droits, la liberté de circulation.

Quelles-sont-elles les perspectives et les conditions ?

Sur les deux thèmes de l'eau et de l'agriculture il est en cours un projet de recherche et de développement promu par l'UE et concernant spécifiquement la Méditerranée dans le domaine du 7<sup>e</sup> Programme de recherche de l'UE. Il s'appelle PRIMA, *Partnership in Research and Innovation in the Mediterranean Area* et son but est de contribuer à travers les activités de recherche et d'innovation à promouvoir une société plus saine et durable.

Les protagonistes principaux de PRIMA sont les centres de recherche, les universités et les entreprises.

» L'Oliveraie. L'Agora de la Méditerranée » est un forum permanent, itinérant basé sur la participation active des citoyens (associations, mouvements, coopératives et sociétés mutuelles, entreprises locales et de l'économie sociale et solidaire, la société civile en générale) et des institutions publiques locales, régionales (par exemple par la Méditerranée Nord, la région PACA, de la Catalogne, de la Murcia, de la Sicile, de la Croatie). La « présidence » de l'agora devrait être assurée à tour de rôle tous les six mois par un parlement de six Pays membres qui auront adhéré progressivement à l'Agora.

En fait il s'agit de commencer un parcours sur base volontaire dans l'espoir que tous les Pays de la Méditerranée vont bientôt adhérer à l'Agora.

La conférence de Messine nous enseigne qu'il est possible commencer par des principes communes, même si le nombre des pays est d'abord limitée. Le choix des parlements plutôt que des gouvernements ne signifie pas l'exclusion des gouvernements, mais il est lié au fait que les parlements sont composés par des représentants élus par le peuple et donc il est conforme à l'objectif de l'Agora « basé sur la participation des citoyens et des institutions élus.

L'histoire récente montre que le devenir de la Méditerranée n'est pas seulement « une entreprise/affaire/question des gouvernements », et il ne peut pas être réduit à des accords entre les « stakeholders » chers à la « gouvernance économique mondiale » oligarchique à l'état actuel. La participation effective des citoyens eux-mêmes à partir des institutions des « communautés de vie » locales est essentielle.

## **LA FINANCE**

C'est tout aussi importante la question de la finance et du financement des futurs projets pour l'eau et l'agriculture. Il est possible de penser et de planifier un autre futur, dans l'intérêt solidaire des peuples, à condition qu'on met en place de formes de financement nouvelles par rapport à celles du système actuel. Il est nécessaire tout d'abord de réinventer une finance publique et d'imaginer et véhiculer des nouveaux contenus de l'innovation. Il faut libérer l'innovation de l'encapsulation réductrice dans laquelle elle a été emprisonnée et soumise à l'impératif exclusif de la technologie et du rendement financier à court terme.

Ni l'eau, ni l'agriculture seront des sources et des espaces de vie en l'absence d'une finance et d'une innovation publiques à dimension sociétale intégrée. L'eau et l'alimentation ont besoin de finance publique, de nouvelles caisses d'épargne et d'investissements publiques, en particulier coopératives et mutuelles.

La culture économique et financière coopérative et mutuelle (au-delà des formes de microcrédit et des banques éthiques) ne peut pas rater le rendez-vous avec les droits et la créativité des peuples de la Méditerranée. Il est à « L'oliveraie. L'Agora de la Méditerranée » de discuter et mettre en œuvre des nouveaux instruments financiers et organisationnels au service d'objectifs du « Pacte entre les peuples de la Méditerranée ».

### **3. La proposition en bref**

Les points clés de « Pour une Agora des peuples de la Méditerranée. Le forum permanent de l'Oliveraie : Eau, Agriculture et Vie » :

**Le but** : travailler pour un «Pacte entre les peuples de la Méditerranée », à partir de deux « sources et domaines de la vie », l'eau et l'agriculture pour «bien vivre ensemble» (sans exclusion et appauvrissement). Un processus qui devrait conduire à proposer de nouvelles formes de développement de «vie communautaire» en partenariat et d'innovation coopérative. La Méditerranée et la «citoyenneté méditerranée » (dans le cadre plus large « euro-méditerranéenne »)

**Le principal instrument de travail** : « L'oliveraie. L'agora de la Méditerranée », un forum permanent, mais itinérant, d'analyses, de débats et de conception de projets sous la responsabilité des parlements (à tour de rôle tous les six mois).

**Les moyens de travail** : valoriser la conception de projets existante dans le domaine de l'eau et de l'agriculture (opéc huile d'olive) et de la migration et faire appel, selon les temps nécessaires, à un organisme méditerrané financier public pour couvrir le financement des actions de partenariat.

**Les prochains événements afin de procéder à la réalisation du projet :**

- 1)** . Entre le 23 et le 26 Novembre (à vérifier et confirmer) à Tunis, une initiative publique pour présenter et lancer l'appel de Messine dans le cadre des politiques de l'UE envers la Méditerranée après 20 ans depuis Barcelone 1995;
- 2)** . un séminaire d'une journée pour travailler au lancement du parcours de l'Oliveraie. Agora de la Méditerranée

Edité par

**Mimmo Rizzuti**

**(Forum italo-tunisien pour la citoyenneté méditerranéenne)**



Cette première édition des Actes du Congrès de Milan, a été réalisée pour la Fondation du Dialogue Sud Nord Méditerranée par Charlotte Cornet, étudiante en Etudes européennes à l'ULB.

Avec le soutien de :



Sous le patronnage de :



En partenariat avec :



SOUTENIR LA FONDATION  
ING BE11 3630 9720 4548

24 Square de Meeûs, 1000 Bruxelles

E: [info@dialoguehiwarmed.org](mailto:info@dialoguehiwarmed.org)  
[www.dialoguehiwarmed.org](http://www.dialoguehiwarmed.org)  
[facebook.com/fondationsudnord](https://facebook.com/fondationsudnord)